



**Mémoire Présentée
par NGARMBATED
JIMAL Alexis**

**UNIVERSITE DE
DOUALA**

**Construction identitaire et stratégies de
survie: une approche sociologique des
immigrés tchadiens à Douala**

ANNEE ACADEMIQUE 2006-2007

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - patrie



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

UNIVERSITE DE DOUALA

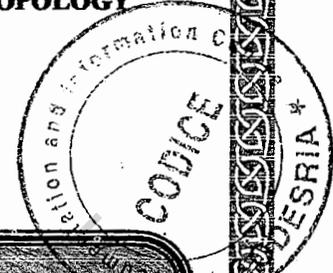
UNIVERSITY OF DOUALA

FACULTE DES LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES

FACULTY OF LETTERS AND
SOCIAL SCIENCES

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE ET
ANTHROPOLOGIE

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY
AND ANTHROPOLOGY



**CONSTRUCTION IDENTITAIRE ET STRATEGIES DE
SURVIE : une approche sociologique des immigrants
tchadiens à Douala**

Mémoire présenté et soutenu en vue de l'obtention du Diplôme d'Etudes
Approfondies en Sociologie Economique

Par :

NGARMBATEDJIMAL Alexis

Maître en Sociologie de la Population et du Développement

Sous la Supervision de :

*Pr. Emmanuel KAMDEM
HDR, Sociologie de l'Organisation
Professeur des universités
Directeur de l'ESSEC
Université de Douala*

Sous l'encadrement de :

*Dr NANA-FABU Stella/Phd
Chargée de cours
Faculté des Lettres et Sciences
Humaines*

Année académique 2006-2007

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	i
DEDICACE.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iii
RESUME.....	v
ABSTRACT.....	vi
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES.....	vii
LISTE DES ACRONYMES.....	viii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : CONTEXTE ET APPROCHES	
METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	8
CHAPITRE I. CONTEXTE DE L'ETUDE.....	10
CHAPITRE II. APPROCHE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	44
DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DES RESULTATS	
ET ANALYSE DES IMPLICATIONS SOCIOLOGIQUES.....	85
CHAPITRE III. TYPOLOGIE DES IMMIGRES TCHADIENS A DOUALA.....	87
CHAPITRE IV. ANALYSE DES IMPLICATIONS SOCIOLOGIQUES.....	108
RECOMMANDATIONS.....	138
CONCLUSION GENERALE.....	141
BIBLIOGRAPHIE.....	146
ANNEXE.....	154
TABLE DES MATIERES.....	157

Au Père BOCCI Achille

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REMERCIEMENTS

Nous exprimons nos sincères remerciements au Pr. Emmanuel KAMDEM et au Dr. NANA-FABU Stella, respectivement Superviseur et Encadreur de ce mémoire, qui ont accepté de diriger ce travail en dépit de leurs multiples occupations.

A nos enseignants notamment le Pr. MBONJI Edjenguélé, le Pr. NGA NDONGO Valentin, le Dr. EKOMO ENGOLO Camille, le Dr. KEMAYOU Louis-Roger et le Dr. SOCPA Antoine qui ont contribué à notre formation et leurs conseils qui nous ont édifiés dans la production de ce travail.

Au chef de département de Sociologie-Anthropologie, le Professeur NJIKAM Marguerite Savage, pour l'intérêt porté à notre formation ;

A tous nos informateurs sans lesquels nous ne saurions produire ce mémoire ;

A notre feu père MISDILGARTE Raymond et notre chère mère NDOUNGA Madeleine pour leurs soutien et affection tout le long de nos études ;

A notre grand frère MBAÏRA A. Antoine qui finance nos études ;

A tous les membres de notre famille notamment BECTAR Simon, SACKLA DJIMADOUNGAR, MAÏSENGAR K. Charles, MASSAL Cécile, OUSMAL Anne pour leurs soutiens, leurs conseils et leurs encouragements ;

A notre amie MINGANODJI DINGAMKO pour son encouragement et son soutien moral ;

A nos camarades de promotion : BEKOLO Bruno, NTEME Fifi Monique, GUEBOU T. François, NGOUYAMSA Valentin, NGO BILLONG Germaine, YENE Jean-Jacques ROUSSEAU, WAM MANDENG Patrice dont les encouragements nous ont édifiés tout le long de la production de cette œuvre scientifique ;

A TEFE TAGNE Robert, NYET Paul Basile Odilon, MEVA'A Dominique et YOMB Jacques qui ont mis à notre disposition leurs documents et les informations nécessaires pour la réalisation de ce travail ;

A notre ami NERADE Giscard qui a mis à notre disposition son ordinateur pour la réalisation de ce travail ;

A nos amis REOUNODJI M. Cyrille, DINGUEMYO Namardé, NADJIBE N. Eric, MIANROM Béosso pour leurs collaborations et encouragements tout le long de la production de cette étude ;

A toutes et tous qui ont contribué de près ou de loin à la production de ce travail et dont les noms n'y figurent pas, qu'ils reçoivent également nos sincères gratitude.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

RESUME

La présente recherche a pour objectif d'étudier le passage d'une identité individuelle à la construction d'une identité collective des immigrés tchadiens à Douala. Dans cette perspective, elle s'évertue, à partir du quotidien des acteurs et du contexte socio-historique ayant favorisé la construction des identités à travers les associations tontinières.

La méthodologie valorise une démarche empirico-inductive qui part des observations – récits de vie, recherche documentaire – faites sur le terrain pour construire la vérité scientifique. La méthode compréhensive est retenue ici pour l'analyse de nos données dans une perspective qualitative qui articule successivement l'ethnométhodologie et l'analyse stratégique. Les résultats montrent que la construction identitaire dans une logique d'action collective des immigrés tchadiens participe des solutions envisagées par ces acteurs pour assurer leur survie dans cet univers urbain caractérisé par la précarité et la vulnérabilité socio-économiques.

L'étude menée sur la communauté diasporale tchadienne vivant dans la ville de Douala aboutit à la conclusion selon laquelle l'acteur social n'est pas

totallement soumis à des contraintes que lui impose le nouvel environnement dans lequel il évolue. Au contraire, ces contraintes inspirent en lui la capacité de créativité et de construction identitaire dont la finalité est l'atteinte d'objectifs collectifs et individuels.

Mots-clés : Construction identitaire, action collective, immigrés tchadiens, utilité économique et sociale, intégration.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ABSTRACT

The objective of this research is to study the process of construction of a collective identity of Chadian immigrants in the city of Douala. This is done by analysing the living conditions and socio-historical factors that make the construction of societies among Chadians, through the informal saving associations (tontinieres) possible.

The methodology used in this study is empirico-inductive which consist of observations, case studies and documents on the subject. This makes the study more scientific. The comprehensive method was also used for data analysis within the qualitative perspective that focuses on ethnomethodology and strategic analysis.

The results show that the construction of identities in the logic of collective action among Chadian immigrants contributed in seeking solutions to the problems encountered by Chadians and it also helps them survive in an urban environment characterized by socio-economic vulnerability.

The conclusion of this study on the Chadian community in the city of Douala reveals that the social actor is not totality controlled by the constraints of the new environment he resides in on the contrary, these constraints make him develop his creative capability and make it possible for him construct to an identity which in the final analysis is the attainment of collective as well individual objectives.

Key words: Identity construction, collective action, Chadian immigrants, social and economic usefulness, integration.

LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

I. Liste des figures

Figure1.	Localisation	géographique	du
Tchad.....			12
Figure2.	Localisation	de	la ville de
Douala.....			21

II. Liste des tableaux

Tableau1.	Typologie	des	immigrés	tchadiens	à
Douala.....					89
Tableau2.	Répartition des étudiants tchadiens dans les institutions				
de formation	à	Douala,	année	académique	2006-
2007.....					91
Tableau3.	Distribution	en	genre	des	immigrés tchadiens à
Douala.....					94
Tableau4.	Répartition des charges sanitaires primaires au Tchad et au				
Cameroun...97					
Tableau5.	Répartition des charges éducatives entre le Tchad et le				
Cameroun.....97					
Tableau6.	Evolution				des
tontines.....					100
Tableau7.	Distribution	des			tontines
répertoriées.....					104
Tableau8.	Type	de	cotisation	et	mode de retrait de
l'épargne.....					105

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACEC : Association Cumulative d'Epargne et de Crédit

AREC : Association Rotative d'Epargne et de Crédit

ATDH : Association Tchadienne des Droits de l'Homme

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

E.S.G : Ecole Supérieure de Gestion

ESSEC : Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales

FAR : Fédération Action pour la République

HCR : Haut Commissariat des Réfugiés

ISTA : Institut Supérieur de Technologie Appliquée

I.S.T : Institut Supérieur de Technologie

M.P.S : Mouvement Patriotique du Salut

P.N.B : Produit National Brut

PNUD : Programme des Nations-Unies pour la Population

R.C.A : République Centrafricaine

R.D.C : République Démocratique du Congo

U.N.D.R : Union Nationale pour la Démocratie et le Renouveau

U.D.R : Union pour la Démocratie et le Renouveau

U.N.H.C.R : Haut Commissariat des Nations-Unies pour les Réfugiés

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

INTRODUCTION GENERALE

La question de l'immigration est l'une des questions qui préoccupent à l'heure actuelle tant des formations politiques que des spécialistes des sciences sociales en passant par les acteurs de ce secteur. Si les uns cherchent des possibilités pour la juguler, d'autres par contre trouvent en elle, un chemin le plus sûr pouvant aider à l'affranchissement des conditions de vie sociales soumises à la précarité tous azimuts ; où l'Etat est en mal d'assumer ses fonctions régaliennes (Camille Ekomo Engolo, 2006 :353).

En effet, le phénomène de l'immigration est tributaire des facteurs endogènes d'une part et des facteurs exogènes d'autre part ; ou selon la terminologie balandierienne, elle est influencée par des « *dynamiques du dedans et des dynamiques du dehors* » (Georges Balandier, 2004 :17). Ces dynamiques peuvent être sous-tendues par l'insécurité politique – cas de la plupart des pays africains en conflits politico-militaires, et à l'insécurité socio-économique - migration de travail- ayant contribué à l'afflux massif des acteurs sociaux individuels et collectifs vers les centres urbains à la recherche des conditions de vie meilleures, d'un état de mieux être social. C'est dans cette perspective que Jean-Marc Ela affirme que « Le lieu d'intelligibilité des sociétés africaines se définit autour de la confrontation entre les dynamiques du dehors et les dynamiques du dedans » (J.M. Ela, 1990 :12).

On s'en convainc d'ailleurs de la prolifique littérature sur ce phénomène certes, mais on se rend également à l'évidence que cette littérature n'aborde peu ou prou la question de l'immigration panafricaine en général et celle de la sous-région Afrique centrale en particulier au profit du contexte européen. Une forte politisation et médiatisation entourent le phénomène. Plusieurs conférences intercontinentales sont fréquemment voire quotidiennement organisées autour de ce sujet. Pourtant, à l'observance, de milliers de personnes en Afrique

subsaharienne quittent quotidiennement leurs pays respectifs pour des raisons tant sécuritaires – réfugiés de guerre – que pour la quête de l'emploi, dans cette partie de l'Afrique, théâtre des crises économiques.

C'est dans cette perspective que nous pensons opportun de mener une étude portant sur l'immigration dans la sous-région puisque constituant, à notre humble point de vue, un élément structurant des dynamiques sociales en cours d'élaboration et sans cesse renouvelable, prenant ainsi d'envergure dans les sociétés de pénurie où l'immigration semble être une réponse à la vulnérabilité et à la précarité sociales. Ce phénomène connaît des proportions importantes eu égard à l'instabilité politique enregistrée dans cette partie du continent à laquelle vient se greffer la dégradation des conditions de vie sociales. Les ressources de ces pays font l'objet d'un accaparement par les classes sociales privilégiées notamment l'Etat classe dirigeante, ses intermédiaires locaux et ses mentors du Nord.

Le problème soulevé dans cette étude concerne l'immigration de la communauté tchadienne au Cameroun en général et à Douala de manière spécifique. Meurtrie par les effets néfastes d'une série de rebellions qui se sont succédé quinze ans après l'accession du Tchad à l'indépendance (11 août 1960) jusqu'à nos jours, une partie importante de la population tchadienne prend la poudre d'escampette en direction des pays limitrophes notamment le Cameroun et dont la ville de Douala en est le prototype du champ d'étude. La population ainsi victime des atrocités de l'insécurité dans son caractère du fait social total (Marcel Mauss, 1968), s'est livrée à une sorte de migrations spontanées (A. Motaze, 1998:44) pour espérer trouver une planche du salut dans cette aire urbaine. Arrivée à Douala pour des raisons sus-évoquées, cette communauté migrante va se confronter et buter au problème d'intégration sociale et se verra obligée d'élaborer des stratégies pour son insertion.

Ainsi, viennent-elles à l'esprit, les premières interrogations qui sont une tentative de la saisie du mode d'organisation sociale de cette communauté migrante.

Comment les immigrants tchadiens négocient-ils leur vie à partir des activités qu'ils pratiquent ? Existe-t-il un cadre de rencontre leur permettant de construire un pôle de sociabilité endogène ? Ces interrogations ont guidé la formulation de notre sujet s'intitulant : « *Construction identitaire et stratégies de survie : cas des immigrants tchadiens à Douala.* »

Loin d'avoir une vision réductionniste - l'insécurité politique - de l'immigration tchadienne dans la ville de Douala, il nous paraît nécessaire d'inclure une autre variable aussi déterminante soit-elle, à savoir, la variable économique.

En effet, la ville de Douala, capitale économique du Cameroun, regorge en son sein, d'un nombre considérable d'opportunités liées à l'existence d'entreprises et de sociétés offrant ainsi des services aux demandeurs d'emploi. Cette deuxième variable considérée comme étant une dimension exogène de cette immigration est d'une portée capitale dans la conduite de notre réflexion. Car l'immigration, dans cette perspective, répond à des préoccupations d'ordre purement économiques, d'autant plus que la crise économique et la crise des valeurs se sont durablement installées (C. Ekomo Engolo, *ibidem*).

Or, le milieu d'accueil - Douala - qui, de l'avis des candidats à l'immigration, leur offrirait des emplois, est confronté à un problème d'embauche, ce qui va entraîner l'émergence et le développement des activités informelles devant permettre aux acteurs de ce secteur de sortir la tête hors de l'eau. Dans cette perspective que Kengne Fodouop et Alain Metton (éds) affirment : « *Face à l'incapacité du secteur formel à procurer l'emploi à la population active urbaine, cette dernière se trouve confrontée au chômage et au désavreusement. En réaction à cette situation, elles se livrent à des petites activités commerciales, artisanales et industrielles afin de s'auto-employer et de survivre* » (K. Fodouop et A. Metton, 2002 :301).

Dès lors, le milieu urbain présente deux faces : l'une fait rêver, attire en son sein, différentes couches qui y pensent trouver une planche de salut. On ne saurait négliger l'afflux migratoire considérable enregistré dans les villes africaines au sud du Sahara, venant ainsi alourdir la démographie urbaine. Tandis

que l'autre présente le milieu urbain considéré comme étant le théâtre de misère, de souffrance ; bref un milieu faisant apparaître des inégalités sociales multiformes et variées.

L'étude menée ici est une tentative de compréhension des stratégies élaborées par des immigrants tchadiens, confrontés aux réalités socio-économiques urbaines.

Cette étude que nous conduisons ne s'est pas effectuée sans difficultés, car inhérentes à toutes recherches scientifiques.

Sont rencontrées dans la production de ce mémoire, deux principales difficultés. La première concerne l'accès à l'information. Nous sommes confrontés à la réticence de certains informateurs à nous livrer les informations inhérentes à leurs activités économiques et à leur mode d'organisation tant individuelle que collective. Ils nous ont pris pour un agent de renseignement cherchant à la mise à nu ou au dévoilement de leurs stratégies de survie.

Ce climat de méfiance trouve son explication dans le fait que le processus de leur entrée au Cameroun, leurs stratégies dans la construction identitaire relèvent de l'informalité et de la clandestinité. De la sorte, leur disposition psychologique contraste avec tout ce qui est de nature à la révélation de leur identité de Tchadien d'une part et du sentiment subjectif qu'ils ont de leur existence et de leur perspective d'avenir d'autre part.

Cette méfiance est notamment observée dans ASCULA, une des associations de notre enquête où certains membres passent pour des Camerounais et dont l'acceptation d'avoir des origines tchadiennes est la chose la moins partagée. La crainte de l'exploitation des informations collectées à des fins politiques instaure un sentiment de suspicion vis-à-vis de notre recherche. Une telle attitude complique les possibilités d'obtenir toutes les informations utiles pour les besoins de la cause.

En dépit de cette réticence de nos enquêtés, nous avons su la transcender en créant un climat de confiance entre ceux-ci et nous. Nous avons insisté sur le fait que notre recherche a un but essentiellement et fondamentalement

académique. Ce qui nous a permis d'avoir les informations nécessaires nous ayant aidé à la réalisation de ce mémoire. Car le rôle du sociologue, disait Jean Ziegler (1981), est de « démystifier les barrières et faire découvrir la vérité » et

Pierre Bourdieu (1984) de renchérir que « c'est parce que la sociologie dérange ».

La deuxième difficulté est inhérente à la rareté des documents portant spécifiquement sur les immigrés tchadiens à Douala. Ce d'autant plus que, peu d'écrits sont consacrés au phénomène de l'immigration entre les Etats africains au profit de l'immigration africaine en direction de l'Europe, outrancièrement médiatisée et politisée ces dernières années, devenant ainsi l'actualité à la une tant dans les médias du Nord que dans ceux du Sud.

Nonobstant cette tare, nous n'avons ménagé aucun effort pour glaner les informations nous ayant permis de venir à bout des objectifs fixés.

Cette étude se structure en deux parties subdivisées chacune en deux chapitres. La première partie traite du contexte de l'étude (chapitre 1) et de l'approche méthodologique de l'étude (chapitre 2).

Le chapitre premier, considéré comme chapitre descriptif, procède, dans sa première section, à la mise en exergue des facteurs et des dynamiques intrinsèquement liés à la société tchadienne, lesquels nous ayant conduit à la tentative de compréhension du phénomène migratoire en direction de Douala d'une part. Seront élucidées dans la seconde section, les dynamiques exogènes, et donc propres au milieu d'étude – ville de Douala – ayant justifié le choix de la population d'étude d'autre part.

Cette clarification du contexte de l'étude augurera les bases heuristiques en vue de l'opérationnalisation d'une bonne problématisation du sujet. Située dans une perspective compréhensive qui valorise la logique empirico-inductive, notre démarche consistera, dans une troisième section, à passer en revue, les techniques et les instruments de collecte des données envisagés pour interroger les faits sur le terrain. La logique d'interprétation des données, le champ

d'investigation et la population de l'étude seront également abordés dans cette sous-section.

Le chapitre deuxième consistera à l'éclairage thématique des deux axes du sujet : la construction identitaire et les stratégies de survie. Ce cadre théorique renferme ici l'approche conceptuelle, la revue de la littérature, la mise en perspectives théoriques des travaux sur la construction des identités (Renaud Sainsaulieu, Claude Dubar) et sur les logiques sociales et les comportements d'acteurs (Philippe Bernoux, Mark Granovetter), s'inscrivant dans la logique de notre étude.

La deuxième partie, subdivisée elle aussi en deux chapitres, porte sur la présentation des résultats et l'analyse des implications sociologiques. Dans cette perspective, il procède de prime abord à la présentation de la trajectoire des acteurs (chapitre 1) et traite enfin de l'analyse des implications sociologiques (chapitre 2).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PREMIERE PARTIE
CONTEXTE ET APPROCHES
METHODOLOGIQUES DE L'ETUDE

Cette première partie de notre travail a pour objectif de la présentation du contexte (chapitre 1) et de l'approche théorique de l'étude (chapitre 2). Le premier chapitre s'attachera à la présentation historico-géographique et socioéconomique du milieu d'étude, aussi bien du départ des immigrés que du milieu d'accueil. Il abordera également les crises africaines après les indépendances et le rôle du Cameroun comme terre d'accueil des réfugiés dans la sous-région, Afrique centrale. L'intelligibilité de ces dynamiques à la fois endogènes et exogènes couplées de la vulnérabilité sociale socio-économique, permet de donner l'orientation précise à la problématique de l'étude.

Toujours dans ce premier chapitre, seront mises en relief, les techniques de collecte et d'interprétation de nos données recueillies sur le terrain dont le plus amplement usité demeure les récits de vie de nos enquêtés.

Le deuxième chapitre s'efforcera de mettre en exergue les principaux travaux de nos prédécesseurs ayant abordé notre présente thématique. Sont ainsi invoqués dans cette étude, les travaux portant sur l'immigration, sur les petits métiers de survie en milieu urbain, sur les stratégies d'acteurs et la construction identitaire dans une logique sociale de survie. Les postures stratégique (Michel Crozier, 1977) et ethnométhodologique (Harold Garfinkrl, 1963) sont retenues comme cadres théoriques pour l'analyse et l'interprétation de nos données collectées sur le terrain.

CODECRRIA - BIBLIOTHEQUE

CHAPITRE I
CONTEXTE DE L'ETUDE

La présente étude que nous menons concerne les immigrés tchadiens vivant dans la ville de Douala, capitale de la province du littoral et capitale économique du Cameroun. Dans cette perspective, parler d'un phénomène aussi complexe et dynamique qu'est l'immigration, suppose la mise en exergue des facteurs à la fois endogènes et exogènes qui le déterminent ou qui le rendent possible, tant à l'échelle continentale qu'internationale. Ces différents facteurs ont marqué leur prégnance dans l'émergence et le développement de ce phénomène migratoire qu'il convient de mettre en relief pour l'intelligibilité de notre étude.

Ce chapitre se propose donc de faire un aperçu historique des facteurs d'ordre à la fois géographique, historique et sociologique ayant entraîné le départ des Tchadiens vers le Cameroun (dynamiques endogènes) et des facteurs attractifs inhérents au milieu d'accueil (dynamiques exogènes) qui est la ville de Douala.

En effet, le choix porté sur cette aire urbaine n'est pas un acte fortuit ni un hasard. Il justifie à merveille la position stratégique tant par son climat que par sa valeur économique. La ville de Douala agit comme une « pompe aspirante » en attirant de nombreuses personnes, aussi bien les Camerounais des zones urbaines que ceux vivant en campagnes, mais aussi les expatriés, objet de la présente recherche. Dans cette perspective, la connaissance de ces milieux s'avère capitale dans la conduite de notre réflexion tout le long de ce travail.

I. Situation générale du Tchad

Situer le Tchad dans le cadre de ce travail, revient donc à évoquer les éléments qui lui sont propres, et ayant entretenu des relations étroites avec l'étude. On peut énumérer, entre autres ces éléments, tels les cadres géographique, historico-politique et socio-économique.

I.1. Situation géographique



Source : www.wikipédia.com

Figure 1. Carte de la localisation du Tchad

Situé entre les 7° et 24° degré de latitude Nord et les 13° et 24° degré de longitude Est¹, le Tchad est un pays enclavé de l'Afrique sahélienne et centrale. Il est limité au Nord par la Libye (frontière de 1055 km), à l'Ouest par le Niger (1175) et le Nigeria (89 km sur le lac Tchad), au Sud par le Cameroun (800 km)et la Centrafrique (1197), et à l'Est par le Soudan (1360 km)Il couvre une superficie de 1.284.000 km - dont 25000 km en eau – qui le classe au 20e rang des 192 pays membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et au 5e rang des pays d'Afrique continentale. Il s'étend sur 1700km du nord au sud et sur 1000km d'est en ouest. Le port le plus proche de sa capitale politique (N'Djamena) est Port-Harcourt,

¹ Tchad : le pays et son potentiel économique, Les guides Ecofinance, Paris, CIDCOM, 2006, p.4

au Nigeria. Il est situé à 1765 km de la capitale, contre 2060 km pour Douala et 2400 pour Port-Soudan².

Dans cet immense territoire, cohabite une population cosmopolite, avec plus de 140 ethnies, historiquement marquée par le clivage Nord-sud; mais deux fortes minorités se distinguent : les Arabes musulmans, souvent nomades, au Nord (15%) et les Sara sédentaires ou animistes au Sud (30%).³ Cependant, les spécialistes jugent réductrice l'explication des problèmes du pays par une prétendue opposition Nord-Sud – même si les Tchadiens eux-mêmes lui accordent un crédit. En dépit de cette immensité du territoire, le pays est inégalement occupé par les populations qui y vivent : près de la moitié des Tchadiens vivent sur 10% du territoire seulement. On compte plus de 80 résidant en milieu rural, un chiffre n'atteignant pas 50% au Cameroun⁴. Les enquêtes récentes réalisées après le dernier recensement général de la population de 1993, ont donné le nombre de population tchadienne en 2006 à 9,7 millions d'habitants, ce qui le place au 76^e rang des 192 pays membres de l'ONU.

Par ailleurs, la proximité géographique du Tchad avec le Cameroun au sud-ouest, a permis, depuis les indépendances, particulièrement pendant les périodes de troubles politiques de 1979, le développement des flux migratoires des Tchadiens vers le Cameroun, dont la ville de Douala en est une parfaite illustration dans ce travail que nous conduisons. Cependant, s'appuyer exclusivement sur la proximité géographique pour comprendre le phénomène de migration vers le Cameroun, c'est synonyme de refus de l'histoire, car les conflits politico-militaires, l'instabilité politique que connaît le Tchad depuis l'effondrement du régime de Ngarta Tombalbaye⁵, sont symptomatiques de la situation qui prévalait et qui perdure encore aujourd'hui.

2. idem

³ ibidem

⁴ op. cit., p.10

⁵ Ngarta Tombalbaye : Premier Président du Tchad indépendant. Il dirigea le pays de 1960 à 1975. Il fut assassiné le 13 avril 1975 à N'Djamena

I.2. Contexte socio-politique

Le Tchad, à l'instar des autres pays africains, au sud du Sahara, particulièrement, l'Afrique centrale, est le théâtre de moult conflits politico-militaire, ethnique et tribal. Les causes de ces conflits sont multiples et variées : causes liées à la décolonisation, à la question nationale, aux conflits territoriaux, aux divergences d'ordre politique ou à l'autodétermination.

Une acrobatie historique permet de faire une autopsie de ce mal absolu gangrenant le tissu social, obstacle à l'amorce du processus de développement.

Ancienne colonie française, le Tchad a connu des troubles politiques marquant son estampille tout au long de son histoire ou de son évolution. Territoire à l'origine militaire en 1900, intégré à l'Oubangui-Chari - aujourd'hui République centrafricaine -, le Tchad devint autonome en 1920. En 1936, un accord entre la France et l'Italie, lui céda la bande d'Aozou⁶.

La lutte en faveur de l'indépendance fut menée par le Guadeloupéen, Gabriel Lisette et par le Sara, François Tombalbaye. Cependant, les désaccords entre les deux ainsi que les antagonismes religieux et régionaux déchirèrent le pays. Les Tchadiens approuvèrent néanmoins à 98% le projet de Communauté française lors du référendum de 1958 et, après soixante ans de domination française, accéda à l'indépendance le 11 août 1960⁷.

Après avoir contraint son compagnon de lutte, Gabriel Lisette en exil, François⁸ Tombalbaye, proclamé chef de l'Etat, bascule dans l'autocratie puis, avec l'établissement du Parti Progressiste Tchadien (PPT), comme parti unique en 1962, dans la dictature et la guerre. Ce fut le début d'une insécurité politique interminable à laquelle le Tchad indépendant fait face. L'insurrection armée est déclenchée en 1965 et donne lieu à la formation du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat), en 1966. En dépit de l'aide militaire de la France et des

⁶ Territoire situé dans la partie nord du pays, objet de dispute entre la Libye et le Tchad au temps de Hissein Habbré

⁷ op. cit., p.13

⁸ François sera remplacé par Ngarta, car il fut contre les noms occidentaux ; d'où retour à l'authenticité des valeurs africaines. Il fut très influencé par le Président du Zaïre de l'époque, Mubutu Séssé seko.

divisions internes entre les rebelles, Ngarta Tombalbaye ne put venir à bout de la rébellion. De sorte qu'en 1973, il tenta de restaurer l'unité du pays en prônant la « tchaditude »⁹. Cette tentative de l'unité du pays échoua. Il fut finalement renversé par un coup d'Etat militaire, puis assassiné le 13 avril 1975.

Son successeur, le Général Félix Malloum, renforça la dictature. Les rebelles lancèrent une nouvelle offensive en 1977, et, 1978, Hissein Habré devint Premier ministre. Toutefois, les différentes forces politiques en présence ne s'entendèrent guère et la guerre civile s'intensifia en 1979. En 1982, H. Habré investit N'Djamena et se proclama Président. Il reçut l'appui de l'Elysée pour la reconquête du Nord, occupé par la Libye. Son nationalisme viscéral et invétéré lui valut le soutien de l'Occident qui chercha à endiguer l'expansion libyenne, il ne dut ses huit ans au pouvoir qu'à la brutalité de sa dictature, avec son cortège funèbre de l'élimination systématique de tous ceux et celles qui critiquèrent, stigmatisèrent et fustigèrent son pouvoir et sa gestion du pays.

En 1990, l'opposition armée, sous la houlette d'Idris Déby Itno, lança, depuis le Soudan, une vaste offensive contre le régime viscéral de H. Habré et évinça celui-ci. Une conférence de réconciliation nationale (1993) se prononce pour la démocratisation et le multipartisme. En février 1994, la Cour internationale de justice déclare tchadienne la bande d'Aozou et, 1996, I. Déby Itno promulgue une nouvelle constitution.

Toutes ces situations d'instabilité politique itérative à laquelle nous avons recours ont plus que jamais occasionné de flux migratoires de nombreux réfugiés tchadiens au Cameroun tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines ; y compris dans les autres pays limitrophes sus-évoqués. Une situation quasi identique qui rappelle les caractéristiques de la prise du pouvoir par certains dirigeants africains au mépris de l'intérêt collectif, causant ainsi de graves violations des droits de l'Homme et des citoyens.

Evoquant le cas de la République Démocratique du Congo, Boongi Efolote affirme : « *Ces conflits qui se révèlent comme étant d'une autre*

⁹ C'est le rejet et le refus de toutes les valeurs importées de l'Occident et notamment le christianisme.

génération ne font qu'accroître les difficultés des populations africaines déjà meurtries, obligeant ainsi des millions d'habitants à aller trouver refuge sous d'autres cieux beaucoup plus cléments » (Boongi E. Efolote, 2003). Le nombre de personnes déplacées suite à des conflits politiques en Afrique en ce jour constitue une lourde et colossale charge à la communauté internationale, gérant ces situations par l'intermédiation des humanitaires : HCR, MSF, UNICEF, et d'autres organismes spécialisés de l'ONU intervenant dans ce domaine. Et, le renchérit l'auteur : « Ces conflits ont débouché soit sur des rébellions (Angola, Sénégal, Tchad, Mozambique, Ouganda, Soudan, Burundi, Rwanda, ...), soit sur des conflits interétatiques (Ethiopie -Erythrée, coalition burundo-ougando-rwandaise contre la RDC) »(op. cit.).

L'engouement, le désir, la volonté et la confiscation du pouvoir entre les mains de certains dirigeants africains, avides de matériels, sans partage, sont autant des variables explicatives de l'instabilité politique dans nos sociétés, dont le Tchad en est un véritable prototype dans la sous-région, Afrique centrale.

Comme on pourrait s'y attendre, les ressources disponibles et qui devraient servir à la création, à l'investissement dans les secteurs d'activités prioritaires à savoir la santé, l'éducation, les infrastructures, etc., sont détournées au profit de l'achat d'armes pour combattre les rebellions qui quadrillent littéralement tout le pays (Ngarmbatedjimal Alexis, 2005), non pour la prétendue sécurité nationale, mais pour leurs intérêts égoïstes et pervers au grand dam de la plèbe. Le développement en est profondément affecté. L'insécurité croissante constitue un goulot d'étranglement pour les investissements étrangers craignant des investissements à perte. C'est, en tout cas, ce que nous constatons au Tchad où il y a un manque criard des investissements extérieurs.

I.3. Situation socio-économique

Le développement économique est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population donnée en vue de croître cumulativement et durablement le produit réel d'un pays. En effet, au cours du XXI^e siècle, le développement économique et le progrès technique sont la préoccupation

majeure de tous les Etats. En dépit de la subsistance d'une base socio-économique, produit d'un double passé pré colonial et colonial, le Tchad n'a pas encore réussi à asseoir un état de mieux être social enviable, en vue de corriger les inégalités sociales existantes depuis belle lurette ; alors que le pays bénéficie depuis quatre ans, des retombées de l'exploitation du pétrole, complément des recettes issues de l'agriculture, de l'élevage et des services publics.

Il ne faut pas, néanmoins, se leurrer, car comme la plupart des Etats africains, le Tchad est classé parmi les pays les moins avancés (PMA), dominé par le secteur primaire. L'économie tchadienne a, pendant longtemps, été dominée par l'agriculture, qui assurait, en moyenne, 40% du PIB (dont 3% pour le seul coton). Dans le même temps, l'industrie – dont la valeur ajoutée est à 92%, le fait de cinq entreprises : la Coton Tchad, la Compagnie Sucrière du Tchad (CST), les Brasseries du Tchad (BDT), la Manufacture des Cigarettes du Tchad (MCT) et la STEE – et les administrations contribuent chacune à environ 12%, le tiers restant relevant du commerce et d'autres activités informelles¹⁰.

Le démarrage de la production pétrolière – environ 40% du PIB depuis 2004 – a bouleversé ces chiffres, sans toutefois changer les caractéristiques fondamentales de l'économie tchadienne : son orientation vers les activités de subsistance, avec une base industrielle restreinte et des exportations peu diversifiées.

Nonobstant ces opportunités offertes par la manne pétrolière, le Tchad vit une situation particulièrement paradoxale où le sol est riche, sur lequel vit une population extrêmement indigente et pauvre. Les recettes engrangées par cette manne pétrolière, et d'autres sources de revenus dont dispose le pays n'ont pas, à proprement parler, profiter à toutes les couches sociales. Ces ressources disponibles font l'objet d'un véritable accaparement par l'Etat classe dirigeante pour emprunter au philosophe marxiste, Louis Althusser. De nombreux travaux ont porté sur le paradoxe de la pauvreté en Afrique. Pour l'illustration de nos

¹⁰ Les Guides Ecofinance, p.24

propos, écoutons avec profit, ce que nous rapporte le Professeur, Emmanuel Kamdem :

(...) l'enjeu véritable du débat sur la pauvreté réside dans la répartition et le contrôle des ressources. Cela conduit à penser que la pauvreté n'est pas une fatalité en soi, mais bien une situation produite par un certain type de rapports de forces et de compétition entre différents pays. On observe bien en Afrique que de nombreux pays qui accusent des niveaux de pauvreté matérielle insoutenable possèdent des ressources abondantes et diverses. C'est là tout le paradoxe des sociétés dont les populations vivent dans des conditions de précarité, alors que ces mêmes sociétés se trouvent dans un environnement qui singularise par l'abondance et la diversité des richesses de toute nature, et du reste très convoitées de l'extérieur (E. Kamdem, 1999, p.58).

Si l'approche de l'auteur stigmatise les rapports Sud-Nord sur le plan des échanges internationaux, il n'en demeure pas moins qu'elle étaye la thèse que nous soutenons, car en même temps, il s'interroge sur la manière dont les Etats africains, surtout, ceux au sud du Sahara, gèrent les ressources tant matérielles qu'humaines.

Cette situation liée à la précarité et la vulnérabilité sociales suscite des sentiments d'insatisfaction des laissés pour compte, des couches sociales les plus vulnérables, accentuant ainsi, leur départ pour d'autres pays pour des raisons économiques, espérant y vivre mieux. Voilà pourquoi le phénomène d'immigration a pris des proportions à l'échelle internationale ces dix dernières années, justifiant ainsi le passage d'une migration sécuritaire à une migration économique.

Actuellement, partout en Afrique subsaharienne, le nombre de personnes se déplaçant pour d'autres pays aussi bien en Occident que dans les pays africains va crescendo, et soumis à une plus forte médiatisation, lorsqu'elle – immigration - s'effectue, vers l'Occident, avec tout les dangers et les malheurs encourus.

A ces dynamiques endogènes, propres à l'Afrique, lues à travers le Tchad, viennent se greffer, les conséquences et les effets néfastes des contraintes des mesures d'ajustement structurel, imposées aux sociétés du sud par les institutions de Bretton Woods, notamment la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. De la sorte, l'Etat se voit obligé de se retirer de certains fronts sociaux ; d'où la privatisation de certaines sociétés et entreprises. Le secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la santé, se trouvant désormais entre les mains des particuliers, qui ne sont à même et capables de donner à ces secteurs d'activité, leurs lettres de noblesse.

En fait, parlant justement de l'enseignement, et particulièrement, de l'enseignement supérieur au Tchad, des efforts conséquents restent à fournir. La seule université du Tchad, créée en 1972, avec au départ, une capacité d'accueil de 200 étudiants, ne pouvait supporter le rythme et la croissance de nouveaux admis au baccalauréat – plus de 17000 admis pour le compte de l'année académique 2006-2007 – jusqu'à la création d'une nouvelle université à Abéché en 2003, la capitale du nord du pays. Toutefois, elle ne compte que 800 étudiants, repartis dans les quatre facultés : faculté des sciences exactes et appliquées, faculté de droit et des sciences économiques et faculté des lettres et sciences humaines. En dépit de la création, par l'Etat, des instituts universitaires – à Moundou, Bongor, Sarh, Mongo, et Abéché – et des instituts de formation professionnelle privés, œuvres des particuliers, les structures existantes n'ont pas pu absorber les nouveaux lauréats.

Pour combler cette tare des institutions universitaires académiques et professionnelles, l'Etat tchadien a signé des accords avec un certain nombre de pays aussi bien de la sous-région, Afrique centrale, que d'autres hors CEMAC¹¹. Voilà pourquoi, de nombreux jeunes tchadiens, grâce à la proximité du Cameroun, viennent régulièrement s'y faire former. On comprend dès lors que cette immigration, loin de ne s'en tenir qu'à ces deux formes sus-évoquées –

¹¹ Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale

immigration sécuritaire et immigration économique -, prend également en considération, celle estudiantine.

Les dynamiques endogènes sus-évoquées, ont marqué leur prégnance et tenté d'expliquer les mécanismes rendant possible le phénomène de l'immigration des Tchadiens au Cameroun. Ce phénomène migratoire ne saurait être expliqué et compris qu'à la faveur exclusive des facteurs internes, propres au Tchad. Outre ces éléments endogènes, il convient de mettre au scanner les facteurs exogènes, intrinsèquement liés au Cameroun d'une part, et à la ville de Douala, d'autre part, pour l'intelligibilité du phénomène.

II. Contexte du milieu d'étude : la ville de Douala

Sont ainsi évoqués pour l'intelligibilité de notre démarche, le cadre géographique et humain, les crises africaines et leur impact sur la mobilité des personnes au Cameroun et les considérations socioéconomiques qui les accompagnent.

II-1. Cadre géographique et humain

Située dans une zone portuaire, la ville de Douala tire sa genèse et son évolution à la faveur de cette position fortement stratégique. Son climat est de type équatorial et sa biogéographie est relativement homogène. Douala servira tour à tour de comptoir pour le « commerce colonial » et de centre administratif et industriel. Née pour les raisons commerciales pendant la période coloniale, Kamerunstadt dont l'appellation changera en celle de Douala, s'annonce déjà comme un espace fiscal important (Gouellain, 1975: 126), et par ricochet, un espace géographique et humain particulier (figure 2).

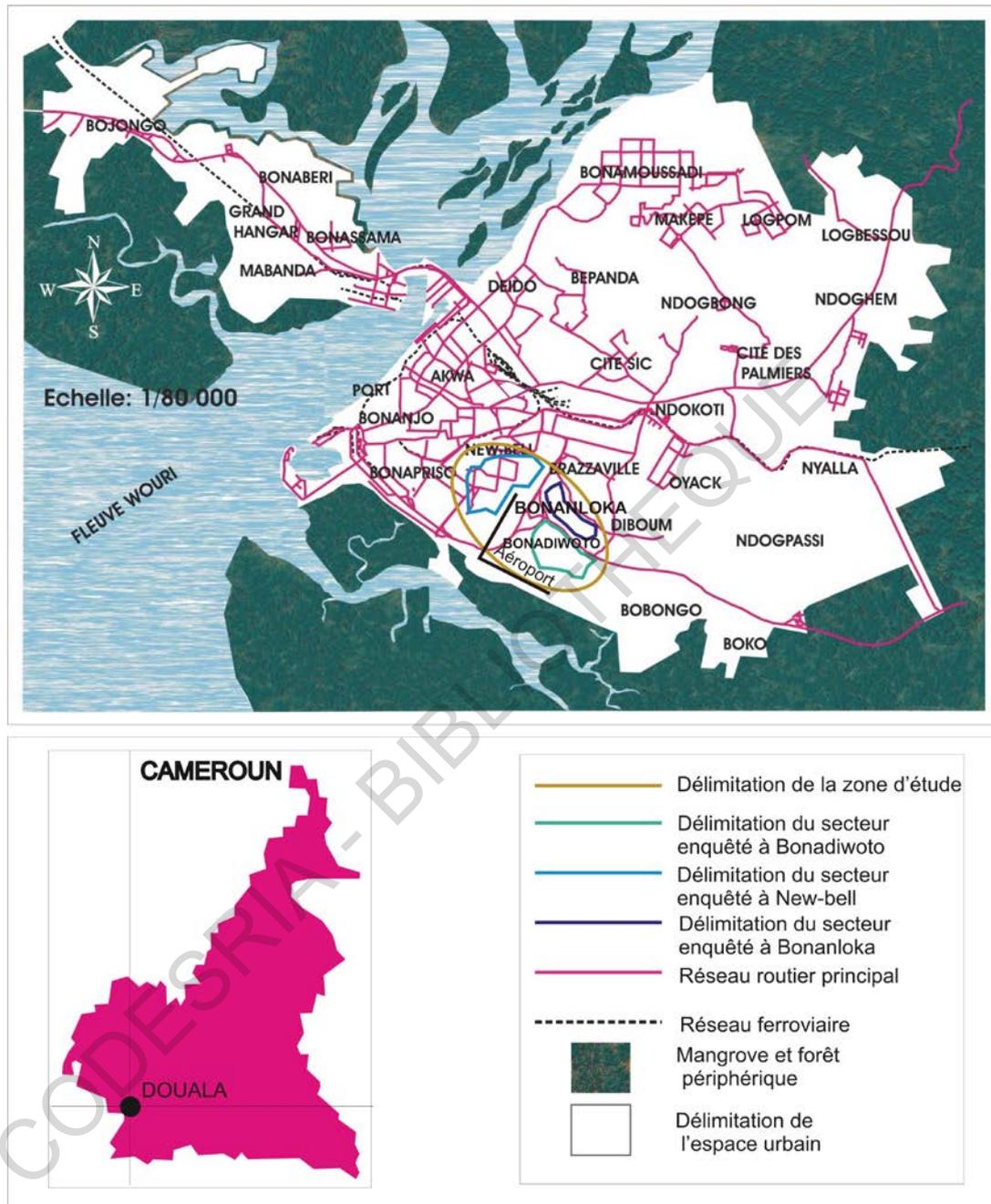


Figure 1: Localisation de la ville de Douala et des zones urbaines enquêtées

La ville de Douala est située en bordure de l'Océan Atlantique, à l'embouchure du fleuve, le Wouri. Dotée de l'un des ports les importants de l'Afrique centrale, Douala est le principal centre d'affaires de la Sous-région. Chef lieu de la province du Littoral et du Département du Wouri, Douala est située au fond du Golf de Guinée, non loin de l'équateur le 4°1' de latitude Nord

et de 9°45' de longitude Est (TENDRON Guillaume, 2002 : 7). Elle ploie sous un climat chaud et humide autour d'une température à peu près constante de 26° avec des précipitations très abondantes, particulièrement l'intervalle allant du mois de juin à octobre. L'hygrométrie est de 80% en saison sèche et de 99% en saison des pluies.

La ville de Douala, s'étendant sur une surface de plus de 18000 hectares, abrite une population cosmopolite. Selon la projection démographique de 1992, la ville compte actuellement 2000000 habitants et connaît une pression démographique forte : le taux d'accroissement de la population atteint 5,10 % / par an (G. Tendron, ibidem). Avec cette population, Douala est la ville la plus peuplée du Cameroun.

Le nom de Douala donné à cette ville, dérive de l'ethnie, originaire de cette localité: les Douala. Mais aujourd'hui, Douala est une ville très composite constituée d'une part, des différentes ethnies du pays et, d'autre part, des étrangers. La croissance démographique de cette ville s'explique en grande partie par l'exode massif des ruraux des campagnes vers le centre urbain, des citadins d'autres villes camerounaises, mais également et surtout l'arrivée en masse des étrangers (Africains, Européens, Américains, Asiatiques), ayant quitté leurs pays pour des raisons sécuritaire ou économique.

Ce foisonnement multiracial fait de Douala, une ville multiconfessionnelle. La tolérance des habitants favorise la cohabitation harmonieuse entre les différentes communautés et l'évitement de la création des réseaux confessionnels de nature à remettre en cause l'esprit de l'unité nationale.

La loi constitutionnelle de 1996 modifie le régime de la communauté urbaine. Elle est dirigée par un Délégué du gouvernement, mais voit la création de cinq communautés urbaines d'arrondissement, départagé en Douala I, II, III, IV et V, par ailleurs dotées de conseillers municipaux élus. En effet, cette zone urbaine compte environ 120 quartiers. Chaque quartier est en soi « une ville dans la ville » (pile.douala-wikipedia.htm).

II.2. Crises sociopolitiques sous-régionales et recherche de sécurité au Cameroun

L'accession de la plupart des pays africains à l'indépendance des années 1960, laquelle indépendance a été perçue par l'imagerie populaire comme une sorte d'affranchissement des peuples africains, s'est très vite accompagnée par des crises sociopolitiques multiformes. L'euphorie populaire a cédé le pas à une déception subséquente à une série de crises interminables traversant littéralement ces pays. Dans ce désarroi, on note de ci et de là, une mobilité croissante des peuples à la recherche des régions ou des pays où règne une relative stabilité.

Aujourd'hui, les Etats africains semblent se passer le relais des conflits politiques. De la sorte, le continent noir est devenu, « *un vaste continent en ébullition* » secoué par de multiples crises : politiques, ethniques, culturelles, religieuses, urbaines, etc. (Honoré Mimche, 2003). De l'Afrique du sud en Algérie, de la Somalie au Libéria, le continent africain préoccupe par l'ampleur des conflits armés et de leurs répercussions évidentes sur l'amorce du processus de développement endogène d'une part et leur impact sur les conditions de vie sociales des populations d'autre part. L'insécurité grandissante des populations de ces pays a augmenté la sollicitation d'asile dans les pays de paix ou ceux relativement stables, mouvement qui s'opère soit à l'intérieur du continent soit à l'extérieur, notamment en Europe et en Amérique (Grelet, 1986 ; Legoux, 1995). Cette migration inhérente à l'asile s'intègre dans un contexte macrosociologique au regard de la recrudescence de ce phénomène devenu planétaire.

Dans la tourmente de l'asile au sud, l'Afrique centrale se transforme en un espace d'éjection et d'accueil des réfugiés (H. Mimche, op. cit.). Pourtant, l'histoire de cette Afrique centrale montre que c'est évidemment dans cette partie du continent noir que les crises politiques se sont exacerbées et se sont installées durablement. C'est pourquoi le Cameroun, à la faveur de sa relative stabilité politique, reste le pays le plus sollicité pour l'accueil de nombreux émigrés et réfugiés de l'Afrique centrale – RCA, Angola, RDC, Congo, Tchad –, de l'Afrique orientale – Soudan, Somalie, Ethiopie –, de l'Afrique australe –

Burundi, Rwanda - , de l'Afrique occidentale – Niger, Nigeria, Togo, Libéria, Côte d'Ivoire, Gambie, Burkina Faso, Ghana.

Dans l'intervalle allant de 1990 et 2004, les données statistiques des communautés déplacées ont connu une augmentation vertigineuse. Ces données statistiques montrent que parmi les 60000 réfugiés issus des différents pays africains en guerre et résidants sur le territoire camerounais, le Tchad compte à lui seul un chiffre record s'élevant à 40000 âmes, installées principalement dans la partie septentrionale du pays où l'homogénéité socio-culturelle a facilité une immigration aux allures d'une autochtonisation (H. Mimche, op. cit.).

Par ailleurs, l'entrée quasi forcée des pays africains dans la nouvelle donne politique sous l'appellation de démocratie, a hissé certains dirigeants africains, fabriqués de toute pièce par leurs mentors occidentaux, car acquis à leurs causes. La boulimie de ces derniers à s'éterniser au pouvoir à la faveur du phénomène de modification constitutionnelle, phénomène devenu une maladie chronique et contagieuse, a exacerbé les tensions de certaines composantes sociologiques de la société notamment les partis politiques de l'opposition. Nous observons régulièrement, entre les forces en présence, la cristallisation des positions qui polarisent les rapports sociaux et, par ricochet, mettent dangereusement à mal la vie des populations.

Les conséquences sont légion en Afrique. Ce qui crée la mobilité croissante des populations qu'il convient de gérer en leur trouvant une terre d'asile comme le Cameroun. La charge démographique des réfugiés est lourde pour l'ensemble des pays d'accueil (Grelet, 1986 : 63).

Dans cette perspective, l'histoire du Cameroun montre que cette nation est restée depuis des lustres, une localité de prédilection d'afflux massif des réfugiés. En jetant un regard rétrospectif sur cette triste situation à laquelle la majorité des pays africains sont confrontés, nous pouvons ressortir, avec H. Mimché (op. cit) sept cas de figures, pouvant parfaitement illustrer nos propos :

- entre janvier 1966 et janvier 1970, période où la guerre du Biafra bat son plein au Nigeria, le Nord Cameroun accueille des milliers de réfugiés et principalement les populations nomades, les Haoussa musulmans

(Bocquene, 1986, p. 207-217) ;

- en 1978, le Cameroun est encore à nouveau sollicité par un flux de ressortissants équato-guinéens fuyant la dictature de Marcias Nguema, situation qui coïncide d'ailleurs avec la déclaration de coopération entre le HCR et le gouvernement camerounais ;
- entre 1979 et la décennie 90, la partie septentrionale a accueilli plus de 100000 réfugiés tchadiens fuyant la guerre civile ; ce qui a conduit à la signature par le Cameroun, d'un accord de siège au UNHCR en 1982 ;
- de 1980 à 2000, le Cameroun accueille des milliers de Congolais fuyant le régime dictatorial de Mobutu et les agitations des mouvements rebelles de Kabila visant à la déstabilisation du régime cruel de Mubutu et de tous troubles qui s'y accompagnent jusqu'à ce jour;
- à la suite des conflits ethniques survenus en janvier 2002 au Nigeria, les grassfields (Donga mantung, Banyo) accueillent près de 20000 ressortissants nigériens ;
- en 2003, plus de 3000 éleveurs Mbororo venus de la Centrafrique se sont réfugiés au Cameroun suite aux attaques perpétrées par des milices centrafricaines ;
- en janvier 2004, la région de Mambila, frontalière à la province de l'Adamaoua, accueille près de 23000 éleveurs Mbororo venus du Nigeria, à la suite d'un conflit qui les avait opposés à des communautés agricoles de l'Etat de Taraba.

En effet, en 2002, les services impliqués dans la prise en charge des questions relatives aux réfugiés au Cameroun, avaient enregistré 41.288 personnes venues principalement du Tchad, de la RDC, du Congo, de la Centrafrique et du Rwanda. En dépit de ces chiffres donnés par le HCR, nombre d'immigrés étrangers n'ont pas pu être enregistrés à cause de la clandestinité du phénomène.

Si les crises sociopolitiques que traversent les pays africains depuis les indépendances ont contraint nombre des ressortissants de ces pays à une immigration sécuritaire ou à trouver refuge au Cameroun, il n'en demeure pas

moins que la prospérité économique relative de ce pays innove de nouvelles formes de migration observée ces derniers temps. La relative stabilité politique, catalyseuse de la politique économique, s'est également accompagnée de création des institutions universitaires et des grandes écoles de formation accueillant régulièrement les étudiants, ressortissants de la sous-région CEMAC.

II.3. Situation socio-économique

La ville de Douala a pu s'imposer comme capitale économique du pays à la faveur notamment du Port ayant permis le développement de près de 80% de l'activité industrielle du Cameroun. Le Port à lui seul draine plus de 95% du trafic portuaire du pays avec environ 4,58 millions de tonnes de marchandises par an.

Le port de Douala-Bonabéri est jusqu'à présent la principale ouverture maritime du Cameroun et de la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale). Le port permet d'écouler les biens produits, de la sous-région vers les pays du Nord à savoir le bois, les fruits, le pétrole, le coton, le cacao, l'hévéa, pour ne citer que ceux là. Cette situation socioéconomique ainsi présentée, attire les plus grandes entreprises du pays et étrangères qui s'y sont installées. Voilà pourquoi, on compte dans cette métropole économique, environ 340 entreprises industrielles, 180 entreprises artisanales et deux zones industrielles.

Ces opportunités économiques rendues favorables par la relative stabilité politique, denrée rarissime en Afrique au sud du Sahara, exercent un attrait certain sur les ressortissants des pays limitrophes. Au nombre de ces immigrés, en quête des conditions adéquates pour la pratique des activités économiques, figurent en bonne place les Nigériens, les Sénégalais, les Nigériens et bien d'autres encore. Inutile de mentionner la présence des ressortissants de sous-région majoritairement enregistrés depuis l'immigration sécuritaire. A l'hétérogénéité socioculturelle de ces immigrés, se conjugue l'hétérogénéité socioprofessionnelle.

Les activités économiques pratiquées obéissent à des logiques identitaires. A titre d'illustration, nous pouvons dire que ces acteurs sont distinctement disséminés dans les réseaux ou les circuits économiques dans cette aire urbaine. Ainsi, observe-t-on dans ces réseaux, des Nigériens largement dominants dans le commerce de vente des appareils électroniques et de vente des pièces détachées (B-J NKENE, op. cit), leurs voisins Nigériens tenanciers des boutiques et cireurs de chaussures, les Tchadiens, spécialisés dans les domaines de vente de cacoyette (les femmes) et de gardiennage (les hommes), les Sénégalais, tenanciers des restaurants et des ateliers de couture, etc.

Quoi qu'il en soit, ces immigrants venus au Cameroun pour des raisons sus-mentionnées – immigrations sécuritaire, économique et étudiante – impriment leurs réelles marques sur la vie économique locale. Ils participent, par leurs pratiques, à modifier les champs social et économique (Pierre Bourdieu:1984) au point où leur présence dans ces champs constitue, à un moment donné, une menace pour les autochtones les qualifiant d'envahisseurs (J.B Nkene, op. cit).

Nonobstant l'existence des entreprises et d'industries auxquelles nous avons recours, nous relevons, cependant, une inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché de l'emploi. Cette inadéquation s'explique grosso modo par la croissance démographique provoquée d'une part par l'afflux massif des étrangers et, d'autre part, par les effets pervers de l'exode rural, échappant ainsi au contrôle du gouvernement camerounais. Se trouvent parmi ces étrangers, les immigrants tchadiens, objets de notre étude, estimés, selon les sources de HCR, à 39.642 personnes (Bétoubam Mbainaye, 2004), partis de leur territoire pour des raisons sus-mentionnées.

Acculées par l'indigence et le chômage ambiants, ces formations sociales parviennent à initier, à s'engager dans les activités économiques de survie pour résister aux assauts itératifs de la vulnérabilité sociale. Ainsi, se développent-elles au début des années 2000, des associations tontinières, spontanément créées, à partir des activités de survie pour négocier leur survie, au rang desquelles on peut noter le gardiennage, la vente des arachides, de beignets, la blanchisserie, la liste n'étant pas exhaustive.

L'étude que nous menons a un double intérêt dont l'intérêt théorique et l'intérêt pratique.

Au plan théorique, notre recherche se situe dans la grille des courants de pensée qui posent que l'acteur social en "situation" met à profit sa capacité de créativité donc de stratégies de survie. Cette stratégie se constitue autour de la construction identitaire dans une logique d'action collective pour l'atteinte d'un intérêt collectif et individuel. Cette logique d'action collective concertée est une construction intentionnelle des acteurs qui y sont impliqués. D'où la nécessité de prise en compte de leur vécu, de leurs pratiques quotidiennes et la restitution du sens qu'ils attribuent à ces pratiques.

Ainsi, en abordant la question de survie des immigrants tchadiens par le biais de la sociologie, nous nous situons dans la perspective de la sociologie de quotidienneté présentant les acteurs sociaux comme des individus dotés d'une marge de manœuvre qu'ils mettent en valeur pour braver les obstacles liés aux conditions de vie en milieu urbain caractérisé par la précarité et l'incertitude.

Au plan pratique, l'étude se veut une approche visant à mettre en relief l'ingéniosité de la communauté migrante mise en œuvre pour juguler et négocier sa survie dans un environnement social marqué par la précarité des conditions de vie sociales. Cette vulnérabilité sociale augure le passage d'une identité individuelle vers la construction de l'identité collective. Car l'individu ne peut s'épanouir que dans le collectif en ce sens que les ressources dont il dispose se mesurent en proportion congrue. L'étude se veut également une tentative d'intelligibilité des politiques d'intégration dans la sous-région (en Afrique Centrale). En l'absence d'une politique prônant la prise en charge des coûts sociaux de l'immigration dans les pays de la sous-région d'une part et du traitement réservé aux étrangers vivant dans ces pays respectifs d'autre part, les acteurs de ce secteur ne cessent de construire une identité collective pour sortir tant bien que mal du carcan de la pauvreté ; le tout dans l'illégalité et l'informalité.

Par ailleurs, la présente étude peut aussi intéresser les différents Etats de la Sous-région à la normalisation, au contrôle des mouvements, de la mobilité des

populations de leurs pays respectifs afin de promouvoir la franche coopération, le respect des institutions pour une Afrique centrale ambitieuse et dynamique.

Bien plus, en raison du fait que l'étude pose le problème des stratégies de survie en milieu urbain, deux champs sociologiques sont ainsi retenus pour rendre intelligible notre recherche à savoir la sociologie urbaine et la sociologie économique. En effet, la notion de champ renvoie aux différents domaines de la sociologie, dans le cadre de la spécialisation.

L'école de Chicago est à la genèse de l'écologie urbaine. En effet, les architectes qui ont participé à la construction de la ville après 1871 sont regroupés sous le label « Ecole de Chicago ». En sociologie, l'Ecole de Chicago désigne l'un des principaux courants de la sociologie américaine, à l'origine des premières théories et de travaux en sociologie urbaine. Les premières recherches de cette école portaient essentiellement sur le processus d'urbanisation et surtout le mode d'occupation d'espaces urbains qui se fait par zone concentrique. L'explosion démographique subséquente à l'exode rural massif expose les nouveaux migrants à une vie de précarité. D'où la naissance et l'émergence des stratégies de survie.

En effet, notre recherche s'inscrit en droite ligne de cette école de Chicago qui fait de la ville, un laboratoire de transformation et d'expérimentation des nouvelles dynamiques sociales en construction dans les sociétés où les crises socioéconomiques sont endémiques de facto. Les études y relatives valorisent les deux dimensions de la réalité sociale à savoir la dimension subjective et la dimension objective (SIMON, P-J., 1991:467). L'école de Chicago inspire, dans cette optique, les premières recherches en sociologie qualitative privilégiant l'étude de communauté à travers la définition de la situation qui sera baptisée plus tard le « *théorème de Thomas* » par Merton: « *Quand les hommes définissent des situations comme réelles, elles sont réelles dans leurs conséquence* » (op.cit, p.463). Cette définition de la situation s'applique au paysan polonais immigré aux Etats-Unis auquel l'étude est consacrée. Les logiques d'action, la construction de la vie quotidienne, le mode de vie des immigrés polonais dans ce pays, sont rendus possible dans leur compréhension

grâce aux enquêtes biographiques (les récits de vie) et l'étude documentaire renseignant sur leurs trajectoires migratoires.

L'étude consacrée aux immigrants tchadiens vivant dans la ville de Douala s'inscrit dans cette logique à la seule différence qu'elle met un accent particulier sur le mode d'organisation collective en montrant le degré de mobilisation des membres et leurs limites.

Le deuxième champ de l'étude est la sociologie économique. En effet, la naissance de la sociologie est indissociable de l'avènement de la modernité démocratique et de la révolution industrielle qui ont engendré une réflexion fondamentale de la part des auteurs classiques sur les relations entre économie et société. En fait, confrontée aux mutations contemporaines, cette orientation de recherche retrouve une actualité qui se manifeste par le renouveau de la sociologie économique définie comme la « *perspective sociologique appliquée aux faits économiques* » (SWEDBERG, R, 1994).

Contrairement aux économistes classiques identifiant l'activité économique au fait d'économiser, les sociologues, convergeant en cela avec les économistes hétérodoxes, insistent sur la diversité de l'activité économique organisée « *selon des normes différentes dans l'espace et le temps, influencées par des institutions économiques et non économiques. D'où l'utilisation de concepts qui soulignent l'historicité et la variété des modes de production comme celui de système économique* » (Trigilia, C., 2002).

La toile de fond est en définitive, l'articulation d'un bien d'utilité économique à celui d'utilité sociale. Ce champ nous semble utile dans cette étude dans la mesure où la construction identitaire dans la logique d'action collective de notre population d'étude s'appréhende à une double dimension : une dimension économique (gain généré par l'épargne) et une autre sociale (assistance sociale) dont bénéficient les adhérents. Il s'agit là d'une véritable sociologie de quotidienneté qui fait des activités et des organisations informelles, un ensemble de configurations sociales constituées des acteurs interdépendants (Norbert Elias, 1991) menant des activités dont le but ultime est la riposte aux conditions de vie sociales précaires, lesquelles activités disposent en leur sein des

règles et des « habitus » (Pierre Bourdieu, 1984) devant orienter les conduites de ses membres.

Dans cette perspective, le mode d'organisation de cette communauté migrante à la faveur des activités qu'elle pratique autour de cette économie solidaire, participe à la consolidation des liens sociaux.

III. Problématique

Comment à travers des pratiques sociales et des conditions de vie inhérentes à la précarité et inscrites dans des stratégies d'action individuelle et collective, les immigrés tchadiens s'organisent-ils en milieu urbain au point de construire les identités sociales ?

La précarité des conditions de vie sociales en milieu urbain, précarité subséquente à la crise économique qu'a connue le Cameroun depuis d'une décennie et particulièrement la ville de Douala a pour résultats le développement des activités informelles. Le développement de ces activités a permis à une couche importante de la population de résister aux assauts itératifs de la pauvreté. Les immigrés tchadiens, pétris dans cette réalité sociale, sont disséminés dans les activités de petits métiers relevant de l'informel : le gardiennage, la blanchisserie, les travaux domestiques, les ventes de fripes et de pistaches dans les carrefours ou les ronds points, le commerce ambulancier, la conduite des « ben sikin », le port des marchandises au Port Autonome de Douala pour ne citer que celles là.

En fait, le développement des activités informelles est une réponse à la crise dont l'endémicité gangrène et fragilise le tissu social. Le constat général qui s'en dégage montre que les activités sus-évoquées exercées par ces acteurs sont esseulées au niveau des individualités. En d'autres termes, l'exercice de ces activités économiques se limite à la satisfaction des besoins individuels. L'intérieur individuel est le leitmotiv. Cependant, la précarité de leurs emplois, les situations sociales telles les cas de maladie, de décès auxquels ils sont confrontés modifient et transforment leurs conduites et leurs attitudes allant dans le sens de recherche de rencontre de leurs compatriotes résidant dans la ville de

Douala ; autour de la construction d'une identité collective à la faveur de la mise en place des associations tontinières qui s'appréhendent en terme d'utilité économique et d'utilité sociale. L'objectif étant la constitution d'une chaîne de sociabilité pour juguler la vulnérabilité sociale quotidienne à laquelle ils font face.

Voilà pourquoi l'étude s'inscrit dans une logique de sociologie de quotidienneté appréhendant les actions sociales comme le résultat d'une construction consciente et voulue des acteurs qui y sont engagés. Le milieu urbain, principal laboratoire de transformation des conduites sociales, crée de nouvelles formes de sociabilité et de dynamique orchestrant le passage d'une identité individuelle à une identité collective. L'anonymat qui caractérise le milieu urbain n'est pas un frein à la formation d'un type de sociabilité entre les individus. A contrario, cet anonymat constitue une dynamique identitaire orchestrant le passage des liens sociaux faibles vers les liens sociaux forts (M. Granovetter, op.,cit.). Car la sociologie urbaine étudie la juxtaposition et la combinaison des divers aspects de la vie sociale se déployant dans les lieux et les contextes d'interaction plus ou moins séparés (Yves Grafmeyer, op. cit.).

Dès lors, le passage de l'identité individuelle à l'identité sociale collective ne favorise-t-il pas l'émergence de la construction d'une chaîne de sociabilité à deux niveaux : une sociabilité d'utilité économique d'une part et une autre d'utilité sociale d'autre part? Comment s'élaborent et se construisent leurs stratégies dans un contexte socioéconomique marqué par la précarité ?

La prise de conscience d'une incapacité de prise en charge dans une perspective individualiste favorise le changement de comportements, de mentalités orientant une nouvelle visibilité et une nouvelle relecture de la réalité sociale des immigrés tchadiens résidant à Douala. Ceux-ci, à la faveur de cette prise de conscience de leurs conditions de vie sociales, parviennent à la mise sur pied d'un pôle de rencontre sous-tendu par la création des associations. Associations supposées être le moteur d'une nouvelle dynamique de solidarité, construite par les acteurs sociaux dans un contexte de précarité et de vulnérabilité socioéconomiques. Car les individus ne sont pas des atomes

évoluant dans un vide, sans contact. L'objet propre de la sociologie, ce sont des individus interdépendants comme le souligne N. Elias : « *Le concept d'individus se réfère à des hommes interdépendants mais au singulier, et le concept de la société à des hommes interdépendants au pluriel* » (1991 :16).

Pour y parvenir, ces acteurs masquent leur identité tchadienne au profit de l'identité camerounaise leur facilitant la pratique de leurs activités sans être inquiétés par la force de l'ordre ni faire l'objet de stigmatisation par la population locale, dans leur relation de face à face (E. Goffman, op. cit.)

IV. Objectif de l'étude

L'objectif principal de cette étude est de montrer les conditions sociales ayant favorisé le passage d'une identité individuelle à la construction d'une identité collective des immigrants tchadiens dans la ville de Douala. A cet objectif principal, viennent se greffer deux autres subsidiaires visant à :

- montrer que les conditions sociales ayant accompagné l'émergence de la construction de l'identité collective génèrent une double utilité : l'utilité économique d'une part et l'utilité sociale d'autre part ;
- mettre en exergue les stratégies développées par ces acteurs pour favoriser la mise en œuvre de cette identité sociale à travers les mécanismes d'une double nationalisation.

V- Construction et formulation des hypothèses

L'objectif de cette partie de notre travail est la construction et la formulation des hypothèses en corrélation aux questions centrale et spécifiques de la recherche.

V.1. Construction des hypothèses

La construction des hypothèses répond à une recherche empirico-inductive. Nous privilégions dans cette étude une approche compréhensive et donc de la microsociologie qui valorise les données qualitatives obtenues à travers les récits de vie des acteurs concernés par l'étude, leur vécu quotidien

dans une perspective ethnométhodologique. Cette posture théorique appréhende les réalités sociales comme des constructions pratiques vécues par les membres et qui sont socialement rapportables. « *Les acteurs sociaux ne sont pas des Monsieur Jourdain ou des idiots culturels ; ils mettent en œuvre des ethnométhodes ou méthodes des communautés, les méthodes de leurs groupes, des méthodes pratiques de savoir ordinaire permettant de résoudre leur problème de vivre et de l'interpréter* » (Edjenguèlè MBONJI, 2005 :24).

Car le passage de l'identité individuelle à l'identité sociale collective est appréhendé comme le fruit de construction, de reconstruction et de transformation des conduites sociales des acteurs en vue de la création d'un technopole, d'un réseau et d'une chaîne de sociabilité en faveur de la création des associations supposées tendre la perche aux adhérents qui, jadis, évoluent dans leurs activités économiques de façon esseulée, une vie marquée par les liens sociaux faibles.

Sont mis en lumière, dans cette préoccupation, le vécu, les trajectoires des acteurs afin de favoriser l'intelligibilité et la logique de leurs actions rationnelles.

Notre démarche consiste à la formulation des hypothèses en nous servant des variables, des composantes et des indicateurs articulant la trilogie problématique, objectifs et hypothèses de recherche.

L'hypothèse principale met en rapport deux variables : l'une dépendante et l'autre indépendante. La variable dépendante est : la construction identitaire dans les stratégies de survie. Sont envisagées deux dimensions dans l'optique d'une décomposition factorielle à savoir la construction identitaire d'utilité économique d'une part et celle d'utilité sociale d'autre part. La variable indépendante, immigrés tchadiens à Douala, met en lumière, dans une perspective longitudinale, la naissance, l'évolution, la transformation des activités économiques individuelles ayant favorisé la construction sociale des identités.

Ainsi, l'hypothèse générale articule-t-elle les deux variables en ressortant un lien de dépendance à même de rendre compte des conditions et logiques sociales ayant accompagné cette construction identitaire.

Les hypothèses spécifiques sont au nombre de deux et tiennent lieu de la décomposition des variables de l'hypothèse.

L'hypothèse principale laisse transparaître entre les variables dépendante et indépendante un lien à même de rendre compte du passage des pratiques sociales individuelles vers la construction collective des identités.

Les hypothèses subsidiaires sont au nombre de deux et résultent de la décomposition de l'hypothèse principale. la première hypothèse subsidiaire met en exergue l'utilité sociale et l'utilité économique de la construction collective des identités à partir des activités individuelles. les indicateurs qui en découlent sont : le quotidien des acteurs, leurs stratégies et la construction de leur identité sociale.

La seconde hypothèse subsidiaire s'évertue à appréhender les logiques sociales ayant accompagné et suscité la nécessité de la mise en œuvre d'une structure à caractère associatif susceptible de juguler les problèmes de la vulnérabilité sociale, difficile d'être affrontée individuellement par les acteurs sociaux. les grands thèmes qui en résultent sont : la perte et la précarité des emplois, et la vulnérabilité sociale.

V. 2. Formulation des hypothèses

Hypothèse générale

La vulnérabilité sociale se traduisant par la précarité des emplois et par les situations sociales incertaines explique le passage de l'identité individuelle vers la construction de l'identité sociale collective des immigrants tchadiens à Douala.

Hypothèse 1

La construction de cette identité sociale collective est sous-tendue par la création des associations de type tontinier d'épargne ayant une double utilité : l'utilité économique d'une part et l'utilité sociale d'autre part.

Hypothèse 2

La mise en œuvre de ces associations se manifeste et s'élabore à travers les mécanismes d'acquisition d'une double nationalité favorisant la reconnaissance juridique de leur statut comme une stratégie endogène de survie, d'une part et, de l'évitement d'effets de proximité d'autre part.

VI. Logique et méthode de recherche

Privilegiée dans cette étude, la logique empirico-inductive qui part des observations préliminaires sur le terrain d'investigation favorisant la formulation des hypothèses. Cette démarche à l'avantage de nous permettre d'analyser et d'interpréter les données collectées sur le terrain dans une approche qualitative qui valorise la compréhension. Autrement dit, la logique compréhensive accorde une large place au sens, au vécu, aux significations que les acteurs sociaux donnent à leurs pratiques quotidiennes, comment ils les font et dans quelles conditions sociales s'inscrivent leurs logiques d'action.

En effet, le phénomène de la construction sociale d'identité des immigrés tchadiens dans la ville de Douala n'est pas un acte banal, dénuée de sens. Elle est par ricochet l'œuvre des acteurs qui y sont impliqués et qui trouvent en elle le chemin par lequel sont édifiées les dynamiques collectives. Voilà pourquoi il convient de rendre compte de cette construction, de valoriser une logique qui s'appuie sur les données factuelles en occurrence les raisons de naissance de ces associations, leur évolution, leur transformation et leur adaptation dans le contexte actuel (perspective longitudinale) et le quotidien des acteurs (perspective transversale) à travers la mise en œuvre des réseaux dans lesquels ils sont disséminés.

Dès lors, « Il s'agit de suivre la raison au milieu du fait observé, de le soumettre à l'évidence expérimentale. Au lieu d'appliquer des critères aprioristes généraux à une réalité pour comprendre les caractéristiques, on va au contraire partir de ce qui est observé, du donné sensible et construire un système explicatif en se basant sur des relations observées concrètement et discrètement dans la

situation étudiée. Ensuite, on envisagera de généraliser à toutes les situations semblables » (Omar Aktouf, 1992).

VII. Instruments de collecte des données et méthode d'analyse

Pour bien cerner les complexités des réalités sociales, le chercheur en sciences sociales en général et en sociologie en particulier, doit procéder à l'élaboration préalable d'outils appropriés pour la collecte maximale des informations dont il a besoin afin de construire son entreprise scientifique. Les informations ainsi recueillies doivent impérativement être soumises à l'analyse et à l'interprétation via l'analyse de contenu.

VII.1. Instruments de collecte des données

La nature de notre sujet qui privilégie une démarche qualitative dans une perspective compréhensive nous impose des techniques de collecte de données centrées sur les individus. Dès lors, trois techniques sont retenues dans cette étude pour la collecte maximale des informations.

VII. 1.1. Observation participante

Au commencement de la recherche sociologique, il y a l'observation, car c'est le point de départ de toute entreprise sociologique. Comme le dit l'approche durkheimienne, « *Est chose, en effet, tout ce qui est donné, tout ce qui s'offre ou, plutôt, s'impose à l'observation* » (Emile Durkheim, 1949 :27). Cette technique nous permet de vivre de l'intérieur le vécu quotidien des acteurs, de la population d'étude vers laquelle l'étude est orientée afin de cerner les motivations et les logiques sous-tendant leurs logiques d'action individuelle et collective, d'autant plus que l'observation participante est « *un processus incluant l'attention volontaire et l'intelligence, orienté par un objectif terminal ou organisateur et dirigé sur un objet pour en recueillir des informations* » (De Ketele et Roegiers, 1983 : 20)

Cette technique nous a permis de vivre la manière par laquelle les acteurs sociaux construisent leur réalité et leur vécu quotidien à travers les pratiques, car « *L'observation participante repose sur une intuition fort simple : pour connaître*

une société, un milieu, un phénomène social, il faut s'en approcher et le comprendre de l'intérieur » (Jean-Pierre Deslauriers, 1987 :).

VII.1.2. Récits de vie

Les récits de vie en tant que démarche méthodologique, après un long engouement pour le questionnaire, ont fait un retour en force dans la sociologie actuelle. L'analyse de contenu des récits de vie permet le repérage des itinéraires, l'identification des stratégies et des processus de construction identitaire.

Dans la présente étude, nous nous sommes entretenus avec des immigrants issus des quatre rubriques (immigrés réfugiés, aventuriers, étudiants et demandeurs d'emploi). Quarante récits de vie ont été enregistrés à partir d'un guide d'entretien comportant trois axes principaux : trajectoire des acteurs, le quotidien des acteurs et les logiques sociales de la construction identitaire. La ville de Douala, en raison des opportunités de promotion qu'elle offre, a été et reste un milieu favorable au développement des initiatives tant individuelles que collectives. Dès lors, les aspirations économique et sociale passent par la coordination d'une chaîne de sociabilité entre les différents maillons de cette communauté migrante, dont la valeur cardinale est l'assouvissement des intérêts individuel et collectif.

Pour une bonne appréhension de notre objet d'étude, nous avons réduit notre enquête dans un univers urbain relativement restreint, centré sur trois principaux quartiers : New-Bell, New-Town Aéroport, Bona Loka, lesquels abritent un grand nombre de cette communauté migrante.

L'enquête sur le terrain a comporté grosso modo deux phases essentielles. La première a consisté à l'identification de la population de la population d'étude. Cette identification a été effective à la faveur de notre descente sur le terrain où nous avons rencontré la plupart des informateurs. Cette rencontre a favorisé des entretiens préliminaires sur la potentialité de l'existence d'une colonie tchadienne à Douala pour l'entrée en possession des données statistiques.

La seconde phase est consacrée à l'enregistrement des récits de vie suivant les trois axes de la recherche ainsi retenus. Ces entretiens sont faits soit en français soit en Ngambaye, la plus répandue au pays. Ont été ensuite transcrits et analysés, les entretiens enregistrés afin de favoriser leur intelligibilité, en corrélation avec nos préoccupations scientifiques.

L'analyse transversale (thématique) des différents récits de vie a permis de cerner les attitudes et les comportements différentiels, les itinéraires migratoires, professionnels et sociaux, ainsi que les stratégies produites par les immigrants pour assurer leur survie, leur insertion sociale dans ce nouvel univers, avec tout ce que cela comporte comme perception et représentation sociales.

VII.1.3- Entretien sémi-directif

Le souci de comprendre les motivations, la trajectoire et le vécu quotidien des immigrants tchadiens et les raisons sous-tendant leur participation aux associations tontinières, nous conduit à privilégier cette technique de collectes des données. Le choix de celle-ci est qu'elle n'est ni entièrement ouverte ni totalement orientée pour permettre aux informateurs de répondre aux questions posées. Au fait, l'acteur social engagé dans une action sociale ne s'y pas engagé fortuitement, mais trouve un intérêt particulier individuel et collectif motivant sa participation qu'il convient de mettre en évidence.

Les sous-thèmes structurant cette technique dérivent de la problématique, de l'objectif et de l'hypothèse.

VII.1.4. Entretien de groupe

L'entretien de groupe retenu dans cette étude vise à interroger les informateurs notamment pendant les rencontres et après les cultes et prières hebdomadaires. L'objectif étant de recueillir le sens qu'ils donnent à leurs pratiques quotidiennes, leur vécu et les logiques de leurs actions collectives ayant conduit à la construction des identités sociales pour juguler la vulnérabilité sociale à laquelle ces acteurs sont confrontés. Les thèmes ayant structuré l'entretien sémi-directif sont repris ici dans l'optique de dégager et de vérifier la

véracité des informations collectées auprès des acteurs pris isolément pour enfin ressortir le point d'ancrage.

VII.1.5. Recueil des données documentaires

Une étude scientifique ne se conduit pas seulement sur la seule connaissance exclusive du chercheur, mais plutôt s'enracine sur les travaux antérieurs qui l'ont précédé pour la production d'un corpus scientifique original. Sont retenus dans cette perspective, deux types de recueil documentaire pour la construction de notre d'étude.

Le premier concerne les articles, les rapports des travaux sur la construction des identités des immigrés dans la ville de Douala à travers notamment les pratiques des activités de petits métiers. Le deuxième s'intéresse aux informations contenues dans les statuts et les réglementaires intérieurs des associations retenues dans cette étude. Notre préoccupation est la découverte du sens, de la véracité de leurs pratiques au travers de ce qui est écrit et se dit du phénomène.

VII.2. Méthode d'analyse : analyse de contenu

L'étape la plus importante dans la construction de l'analyse et de l'interprétation des données, l'analyse de contenu permet la catégorisation, la classification des informations. Elle se réfère à « *un ensemble de techniques d'analyse des communications visant par des procédures systématiques ou objectives de description du contenu des messages, à obtenir des indicateurs quantifiables ou non, permettant l'inférence des connaissances relatives aux conditions de production par de réception de ces messages* » (L. Bardin, 1986 :43). Elle est de ce fait utile dans une double perspective : l'analyse du contenu des recueils documentaires et celle des informateurs tant au niveau individuel qu'au niveau collectif. Cette technique d'analyse tient également compte des axes de recherche : trajectoire d'acteurs, le quotidien des acteurs et les logiques sociales pour permettre la compréhension et l'émergence des identités sociales en construction par les acteurs sociaux.

Le type d'analyse valorisée est une analyse rigoureusement qualitative au regard de notre thème. Les règles et la manière par lesquelles les immigrants tchadiens produisent et construisent leur vie à Douala sont le fruit d'une appréhension et d'une conception subjectives de leurs pratiques sociales.

VIII. Champ de l'investigation et population de l'étude

Pour bien et cerner et conduire notre recherche via les données factuelles, il importe de bien situer le champ d'investigation et la population d'étude.

VIII.1. Champ de l'investigation

Le choix de la ville de Douala comme champ empirique d'investigation n'est pas un acte fortuit ni un hasard. La position socioéconomique de ce milieu urbain fait, un milieu stratégique attirant en son sein des demandeurs d'emploi non seulement camerounais, mais également et surtout certains ressortissants de la sous-région et particulièrement les Tchadiens. Deux raisons fondamentales justifient ce choix :

- la proportion des immigrants tchadiens à Douala est l'une des plus importantes des ressortissants de la sous-région Afrique centrale pour deux facteurs déterminants : immigration sécuritaire et immigration économique ;
- ces acteurs sont réputés être présents dans les activités de petits métiers et donc de l'informel renvoyant ainsi à la sociologie de quotidienneté.

Le champ d'investigation concerne les quartiers dominés par cette entité sociale. Ce sont les quartiers New-Bell, Newtown- Aéroport, Bona-Loka supposés assez représentatifs pour rendre compte de l'ensemble des pratiques sociales menées par ces acteurs sociaux individuels et collectifs.

VIII.2. Population de l'étude

Elle concerne toutes les sources de données orales et écrites. Dès lors, elle est constituée de l'ensemble de documents ainsi que toutes les personnes physiques ou morales ayant d'une façon ou d'une autre, participé activement à la collecte d'informations faisant objet de la recherche.

La construction sociale des identités en tant que telle est une abstraction. Pour la rendre concrète, il convient de la situer dans une situation sociale pratique, gage d'une meilleure compréhension. Ainsi donc, la construction sociale d'identité s'appréhende dans les associations créées par la population de notre étude afin de résister et de faire cause commune à la vulnérabilité sociale à laquelle celle-ci est quotidiennement confrontée. Trois associations sont pour ainsi dire répertoriées dans l'optique de rendre perceptible la notion d'identité. Il s'agit de :

- AFULOC : Association des Frères Unis du Logone et Chari
- ASCULA : Association Culturelle des Laka
- ARGN : Association des Ressortissants du Grand Nord.

Proposée pour l'analyse de nos données, une méthode qui privilégie les motivations et les logiques d'adhésion des acteurs dans ces associations, la perception qu'ils ont de ces structures organisationnelles et leur perspective d'avenir. Ont servi pour l'analyse et l'interprétation de nos informations, les récits de vie de différents acteurs interviewés lors de nos investigations sur le terrain. Notre ambition est une tentative de compréhension de ce qui se dissimule dans le système de fonctionnement des ces associations à travers les acteurs qui y sont engagés. Puisque ne voulant pas s'exposer aux risques de découverte et de démantèlement de leurs réseaux, de leur mode d'organisation ; d'où le fonctionnement sous un label de l'identité camerounaise.

Somme toute, ce chapitre s'est attelé à présenter le cadre dans lequel l'étude s'est effectuée. Dans cette optique, il a situé tour à tour le cadre géographique et humain, fait un bref aperçu sur les crises sociopolitiques qui sont monnaie courante dans certains pays africains, au sud du Sahara. Crises ayant occasionné la demande d'asile au Cameroun dont la relative stabilité politique, permet le développement de certains secteurs d'activités économiques.

C'est ce qui justifie l'arrivée sans cesse croissante des étrangers aussi de la sous-région que ceux d'autres pays africains à la recherche de l'emploi devenu de plus en plus rarissime dans les urbanités africaines à cause de l'endémicité de la crise économique.

Toutefois, l'intelligibilité du phénomène migratoire, tel que nous l'avons présenté ici, nécessite la prise en considération des logiques endogènes, et donc propre à la société tchadienne, qui le sous-tendent et le rendent possible. Voilà pourquoi, avant d'aborder les éléments exogènes du milieu d'étude – de Douala -, nous avons procédé tout d'abord à l'identification de ces facteurs à savoir la situation géographique, socio-politique et socio-économique du Tchad influençant le phénomène migratoire.

CHAPITRE II
DEMARCHE METHODOLOGIE DE L'ETUDE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Les études en sciences sociales en général, celle en sociologie en particulier, s'appuie sur une méthodologie rigoureuse pouvant conduire à la production d'une œuvre scientifique. Cette méthodologie ne concerne pas uniquement les techniques de collecte de données employées pour la réalisation du travail, mais s'intéresse également à la conduite du chercheur dans l'orientation rigoureuse de la recherche.

Ce chapitre, subdivisé en quatre parties, consistera à la clarification de nos concepts à savoir construction identitaire, stratégies de survie ; de mobiliser la littérature portant sur les logiques sociales et comportements d'acteurs. Bien plus, il mettra en exergue les deux postures sociologiques (analyse stratégique et ethnométhodologie) mobilisées pour l'analyse et l'interprétation de nos données.

I. Approche conceptuelle

La recherche en sciences humaines et sociales en général, celle en sociologie de manière spécifique se fonde sur un certain nombre d'acceptions qu'il convient d'élucider afin de permettre l'intelligibilité de l'objet d'étude. Dans l'introduction à son ouvrage, *Le suicide*, Emile Durkheim affirme : « *Les mots de la langue gênent comme les concepts qui les expriment sont toujours ambigus et le savant qui les emploierait tel quel c'est-à-dire sans autre élaboration scientifique s'exposerait aux graves confusions* ». Toute démarche sociologique doit commencer par la définition conceptuelle surtout lorsqu'il s'agit des concepts inducteurs qui induisent le sens d'une pensée, d'une expression, d'un groupe de mots. Définir scientifiquement les concepts permet d'éviter de tomber dans l'usage commun et vulgaire, car les mots ont une vie et une histoire.

« *Toute investigation porte sur un groupe déterminé de phénomènes qui répondent à une définition. La première démarche du sociologue doit donc être de définir les choses dont il traite afin que l'on sache bien de quoi il est question. C'est la première et la plus indispensable condition de toute preuve et toute vérification* » (cité par Valentin Nga Ndongo, 1999 : 13). En raison du fait

que notre recherche se situe dans l'interdisciplinarité, sont convoquées pour l'élucidation de nos concepts, les approches philosophique, psychologique et psychanalytique. Seule l'approche sociologique est retenue en dernier ressort pour l'analyse et l'interprétation de nos données empiriques.

Ayant le souci de cette clarification conceptuelle des différentes approches et des différents concepts utilisés,

Notre travail s'ouvre, pour respecter l'interdisciplinarité que nous recommandent les grandes figures de la sociologie contemporaine, à l'histoire, à l'anthropologie, à la littérature (ou à la linguistique). Ceci nous permet non seulement de comprendre notre thème d'étude, mais également de mieux le circonscrire (Nghah, E. cité par François G. Tadjuidje, 2005).

- Construction identitaire

L'expression construction identitaire ne peut être mieux appréhendée que lorsqu'on pense à isoler le concept d'identité.

La notion d'identité est polysémique et même polémique. Elle est présente dans le langage courant, elle fait partie également des vocabulaires psychologique, philosophique, psychanalytique. Pour certains psychologues et psychanalystes, l'identité est d'abord le « *sentiment subjectif et tonique d'une unité personnelle et d'une continuité temporelle, le principe qui donne cohérence à la multiplicité des expériences sociales de l'individu* » (Gilles Ferréol et al., 2002: 87).

Selon la terminologie freudienne, l'identité c'est la division et la discontinuité qui caractérisent la construction de l'identité à travers le conflit entre les différentes instances que sont le Moi, le Ça et le Surmoi de l'individu, conflit entre l'identité pour soi et l'identité pour autrui.

Dans la tradition hégélienne d'obédience interactionniste, l'identité est une définition sociale d'une réalité individuelle, personnelle dans le cas des acteurs des identités collectives. Dans les interactions sociales, l'identité subjective et l'identité objective, les sentiments d'appartenance et les règles d'attribution se confrontent. Comment l'identité est appréhendée par les sociologues ?

Pour Becker (1985), la construction de l'identité apparaît à la fois comme construction d'une image de soi, sentiment d'exclusion ou de participation à des groupes sociaux plus ou moins organisés, acceptation ou rejet des normes, des valeurs et des significations. S'opposant à cette posture beckerienne, la théorie de la pratique et le concept d'habitus (Bourdieu P., 1980 :88) éclairent sous un autre angle le problème de la construction identitaire. Pour Bourdieu, l'habitus se définit comme

Systemes de dispositions durables et transposables, structures structurantes en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement régulières adaptées à leur but sans supposer la vision consciente des fins et la maîtrise des moyens nécessaires pour les atteindre, objectivement régulières sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre (Ferréol et al., op. cit.).

L'approche bourdieusienne de l'habitus, et donc de la construction identitaire, intègre simultanément pratiques individuelles et collectives, permet en même temps de dépasser le débat entre l'individuel et le collectif, de l'intériorité et de l'extériorité, de l'identité pour soi et de l'identité pour autrui, de l'appartenance et de l'attribution.

De la sorte, les actions humaines, sont des pratiques vécues comme création libre et imprévisible, alors même qu'elles sont socialement inscrites dans les limites inhérentes aux conditions de constitution de l'habitus. Ainsi, « *Chaque système de dispositions individuel est une variante structurale des autres, où s'exprime la singularité de la position à l'intérieur de la classe et de la trajectoire, écart par rapport au style propre de la classe et de l'époque* » (P. Bourdieu, op. cit. p.101).

La production des identités individuelles et collectives occupe une place prépondérante dans toute forme d'association. Dans cette optique, l'identité est une définition sociale d'une réalité individuelle, personnelle dans le cas des acteurs singuliers, impersonnelle dans le cas des entités collectives (G. Ferréol et al., : op. cit., p.112). La vulnérabilité, la précarité sociale, bref, tous les maux

auxquels sont confrontées les formations sociales individuelles font naître dans le subconscient individuel, la nécessité de création d'un collectif, puissant maillon de lutte contre la pauvreté ambiante.

Dès lors, la lutte contre la vulnérabilité sociale réside dans la formation d'un collectif à travers le processus de « *socialisation secondaire* »(idem).

A travers les différentes approches conceptuelles de la notion de construction identitaire, émergent un certain nombre de stratégies devant permettre la réalisation, l'atteinte de ces objectifs que se sont fixés les formations sociales, objet de la présente étude.

-Stratégies de survie

Composée de deux mots renvoyant à des acceptions spécifiques, l'expression « Stratégies de survie » ne saurait être bien appréhendée et bien cernée que si l'on décompose les deux notions.

Le concept de stratégie était à l'origine, un mot utilisé par les approches economicistes pour rendre compte des comportements rationnels des agents économiques avant d'être reprise par les sociologues.

Pour Michel Crozier (1963), une situation de type organisationnel prise dans un contexte donné ne contraint pas unilatéralement et tous azimuts un acteur social en ceci que ce dernier dispose d'une marge de manœuvre et de négociation qui lui est propre. En effet, l'élaboration des stratégies qu'il qualifie de rationnelles est tributaire des zones d'incertitude auxquelles il est confronté.

Dans l'approche wéberienne, les stratégies sont une élaboration qui s'effectue en regard des relations qu'un individu entretient avec les autres. Car l'action humaine est réductible aux rapports individuels.

Définissant l'action sociale comme inhérente à tout comportement stratégique, Ferréol et al. pensent que

Les conduites individuelles ou les comportements collectifs ne sont pas, comme le voudrait l'historicisme, le fruit des lois générales de l'évolution. L'ensemble structuré des rapports humains n'est, dès lors, plus façonnée passivement par le poids des conditionnements,

mais résulte des affrontements entre les rationalités divergentes (op. cit. p. 121).

Dans cette optique, les stratégies de survie sont l'ensemble des mesures initiées par les acteurs sociaux afin de s'opposer aux dures conditions de vie sociales vécues quotidiennement par ces formations sociales dans ce nouvel environnement tant social qu'économique.

Les travaux d'Abdou Touré, de Kengne Foudouop (2002), de Jean-Marc Ela (1984) et bien d'autres d'ailleurs, sur les stratégies de survie, illustrent à merveille nos propos. Elisabeth Bennett définit les stratégies de survie comme « *La manière dont les hommes et les femmes interagissent pour manœuvrer dans un environnement en changement* » (E. Bennett, 2004 : 1).

II- Revue de la littérature

Des chercheurs qui nous ont précédés, ont d'une manière ou d'une autre abordé la problématique inhérente aux stratégies de survie. Ce domaine de recherche a connu une littérature particulièrement prolifique. Toutefois, il convient de noter que les études portant spécifiquement sur les stratégies de survie des immigrants tchadiens à Douala nous semblent inexistantes. La construction de connaissance dans cette optique exige donc que l'on prenne appui sur ce qui existe pour apporter une innovation en l'améliorant. Gaston Bachelard est fondé d'écrire : « *Les problèmes ne se posent pas d'eux-mêmes. C'est précisément le sens du problème qui donne la marque du véritable esprit scientifique. Pour un esprit scientifique, toute connaissance est une réponse à une question. Rien ne va de soi. Rien n'est donné, tout est construit* » (G. Bachelard, 1978).

Jean-Baptiste Nkene (2001), étudie le phénomène de l'immigration des étrangers dans la ville de Douala notamment les immigrants nigériens. Pour l'auteur, les immigrants nigériens sont des acteurs de la vie politique camerounaise. A travers le champ politique, les immigrants nigériens se construisent des réseaux d'intégration. Celle-ci est facilitée via leurs interactions avec les instances

politiques locales. Ce rôle dans le champ politique participe des stratégies de survie élaborées par ces immigrés pour le contrôle des zones d'incertitude.

Les stratégies de survie des immigrés tchadiens à Douala sont-elles identiques à celles des ressortissants nigériens ?

Jean-Marc Ela (1994), statuant sur la précarité des conditions de vie sociales en milieu rural des pays d'Afrique subsaharienne, dénonce les politiques des pouvoirs publics en direction des paysanneries. L'instabilité socioéconomique à laquelle sont confrontées ces paysanneries provoque un exode rural massif - notamment les jeunes rêvant d'une vie meilleure en ville - en direction des centres urbains, présentés comme un eldorado dans l'imagerie populaire des ruraux. Pour l'auteur, les villes d'Afrique noire sont essentiellement caractérisées par des disparités socioéconomiques rendant ainsi difficiles les conditions de vie des couches sociales les plus vulnérables. Les immigrés tchadiens à Douala réussissent-ils à sortir la tête hors de l'eau en faveur des activités qu'ils exercent ?

S'inscrivant dans une logique quasi identique et évoquant les méfaits de la crise économique ayant particulièrement frappé les pays africains au début des années 1980, couplé des effets pervers des programmes d'ajustement structurel, François Leimdorfer et Alain Marie, éd. (2003), mettent en évidence le rôle de la société civile dans le processus de la construction identitaire dans les urbanités africaines notamment Abidjan et Dakar. Devant le gouffre qui se creuse entre leurs besoins, leurs aspirations et la durée grandissante de leurs conditions d'existence, aggravée par la crise économique, par la faillite de l'Etat et par les dégâts de la mondialisation, les citoyens s'organisent à travers associations et réseaux, inventent leur propre emploi et prennent leurs distances avec leurs communautés d'origine, en même temps qu'ils apprennent à s'engager en politique. Prises de conscience sociale et citoyenne face aux pouvoirs, multiplication des associations locales, organisation des comités de lutte contre l'insécurité, création de petites entreprises, diversification des réseaux sociaux, émigrations de femmes fuyant la condition villageoise, individualisation des

pratiques résidentielles, bref autant de signes d'autonomies productrices d'un espace civil dans un rapport problématique à l'Etat.

Abdou Touré (1985), partant de son analyse sur les conditions de vie en milieu urbain, l'auteur met en exergue l'importance des petits métiers de survie dans la ville d'Abidjan. Ces petits métiers qui sont incontestablement classés dans le secteur informel, sont une solution pour les citadins les mal lotis de braver ce milieu urbain hostile dont la notion de l'incertain est la « *chose la mieux partagée* ». Pour l'auteur, ces petits métiers peuvent être appréhendés comme étant des constructions sociales des acteurs qui y sont impliqués. Confrontés aux rudes conditions de vie en milieu urbain, les citadins se voient obligés de mettre en valeur tout leur savoir pour sortir de l'impasse. Et comme le dit le philosophe grec, Anaxagore, « *L'homme pense parce qu'il a une main* ». L'auteur des petits métiers souligne par ailleurs : « *Si les petits métiers n'existaient pas, il faudrait les inventer* » (op. cit).

Kengne Fodouop (2002), replace le rôle socioéconomique des petits métiers de rue dans la ville de Yaoundé en passant en revue la prolifération des activités dites informelles. A travers cet ouvrage somme toute révélateur, l'auteur se propose de faire une analyse des logiques qui sous-tendent les conditions de l'émergence et du développement de ces petits métiers, le statut social de leurs acteurs, les ressources mobilisées d'une part et les difficultés auxquelles ces acteurs sont confrontés d'autre part. Les immigrants tchadiens sont-ils confrontés aux difficultés dans l'exercice de leurs stratégies de survie comme le souligne l'auteur ?

Joël Millman (2002), aborde la problématique de l'immigration aux Etats-Unis en montrant les trajectoires de ses acteurs. Ces acteurs viennent d'Amérique Latine, d'Asie de l'Est, des Antilles et notamment d'Afrique. L'auteur s'attache à montrer le portrait de l'activité économique de ces immigrants et présente les nouvelles stratégies et synergies économiques créées par l'immigration et leur développement au sein de la culture américaine – liberté des hommes et transparence du marché – se conjuguent pour attirer les talents d'ailleurs et comment ces talents améliorent l'ensemble de la vie américaine. L'immigré joue,

selon l'auteur, un rôle d'élément moteur en tant que commandeur, investisseur, gestionnaire, épargnant et promoteur. Se recrutent parmi ces immigrés, nous dit l'auteur, les étudiants et les débrouillards - venus à la recherche de l'emploi – qui se fait rarissime dans leurs pays respectifs.

Les activités qu'ils exercent sont du domaine du secteur informel et partant, participent de leurs stratégies de survie dans un univers socioéconomique hyper capitaliste, dominé par l'individualisme.

Une certaine transposition s'avère capitale dans le cadre de cette étude en dépit du fait que l'auteur ne nous dit pas comment se construisent les identités de ces immigrés dans leur logique d'action collective. Cependant, il n'en demeure pas moins qu'à travers cette lecture, nous avons réussi à recenser quelques pistes de réflexion articulant la notion d'immigration et stratégies de survie de ces acteurs. En d'autres termes, les immigrés tchadiens qui constituent le champ empirique de notre étude négocient leur intégration et leur survie à travers les activités relevant de l'informel. Les actions menées dans leur vécu quotidien participent de la dynamique des identités sociales (R. Tefe Tagne, 2006) et renforcent leur lien social.

Henri Yambene Bomono (2006), restitue les trajectoires des flux migratoires en mettant en relief ceux relevant de la colonisation d'une part et plus récemment, de ceux provoqués par les déséquilibres démographiques, les conflits armés et les crises économiques et politiques d'autre part. En rapport avec notre étude, l'auteur relève quatre éléments moteurs qui ont généré l'immigration des ressortissants de la sous-région au Cameroun en l'occurrence la communauté tchadienne :

- Les migrations économiques et de travail inhérents à la prospérité économique du Cameroun, lequel constitue depuis plusieurs décennies le point de chute de migrants tchadiens à la recherche de meilleures conditions d'existence. « *Ces derniers monopolisent quasiment certains petits métiers tels que le gardiennage, la cordonnerie ambulante ... quand ils ne les partagent pas avec les ressortissants nigériens, maliens et sénégalais* » (op.cit)

- les flux migratoires à caractère culturel qui sont le fait d'élèves, d'étudiants et de stagiaires à la recherche d'institution de formation académique et /ou professionnelle. Il souligne que 602 étudiants tchadiens régulièrement inscrits pour le compte de l'année académique 2005-2006 à l'université de Ngaoundéré ;
- la crainte de l'oppression et des persécutions ayant provoqué le départ de certains individus vers le Cameroun, une crainte subséquente à l'accaparement monopolistique des libertés individuelles et collectives généré par l'institutionnalisation du monolithisme des Etats du bassin du Lac Tchad ;
- les flux migratoires inhérents aux conflits et rebellions avec leur cortège funèbre ayant occasionné le déplacement massif de certains individus au Cameroun. La guerre civile qui a duré plus de vingt ans au Tchad avait provoqué l'exode d'environ deux cent mille (200.000) réfugiés au Cameroun selon Saibou Issa que cite l'auteur.

En rapport avec notre objet d'étude, il s'agit de jeter un regard froid sur le mode d'organisation de ces immigrés afin de révéler si leurs attentes sont effectives.

Au fait, les acteurs de l'immigration, en dépit de la diversité de leurs trajectoires, sont confrontés plus ou moins aux problèmes qu'impose le milieu urbain : déséquilibre entre l'offre et la demande. Ainsi donc, pour arriver à la hauteur de ces déséquilibres, sera construit un pôle d'action collective regroupant certains acteurs dont la finalité sera l'amélioration de leurs conditions de vie. Cette préoccupation nous conduit à nous intéresser sur les travaux sociologiques abordant la construction des identités dans une logique d'action collective.

La problématique de la construction des identités sociales s'enracine dans la théorie du constructivisme social qui valorise la construction des réalités sociales par les acteurs sociaux individuels et collectifs. Dès lors, les réalités sociales sont appréhendées comme des constructions historiques et quotidiennes des acteurs individuels et collectifs (Pierre Corcuff, 1995). La construction des identités des immigrés tchadiens est conçue comme un construit d'acteurs

socialement et historiquement situés pour répondre à l'impérative question de survie et non comme un fait social inné au sens où l'envisagent les postures fonctionnaliste (Emile Durkheim, 1949) et structuraliste (Talcott Parsons, 1955).

III. Mise en perspective théorique des travaux sur la construction des identités

Les recherches portant sur la construction des identités dans les organisations, trouvent davantage un regain d'intérêt dans les sociétés du Nord. L'analyse de ces phénomènes accorde un grand intérêt aux organisations structurées, formelles et institutionnalisées. Parmi les approches inhérentes à la notion de la construction des identités dans les organisations, nous retenons les travaux de Renaud Sainsaulieu (1985) et de Claude Dubar (1991), lesquels nous permettront de donner l'orientation à notre recherche.

Nous leur adresserons, au travers les réalités socio-économiques qui sont les nôtres, certaines critiques dont l'intérêt sera de situer la situation socio-économique des formations sociales du Sud, et notamment de l'Afrique subsaharienne, analysée ici sous le regard de la ville de Douala, dans une logique s'inscrivant dans la nature quelque peu informelle des économies du Sud.

III.1. Approche de Renaud Sainsaulieu

Sociologue français, Renaud Sainsaulieu (1935-2002), fut une personnalité marquante de la sociologie française. Docteur d'Etat ès Lettres et Sciences Humaines, et Professeur des universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Il a dirigé, au CNRS, le Centre d'Etudes Sociologiques et fondé le LSCI (Laboratoire de Sociologie du Changement des Institutions).

Il est considéré comme l'un des principaux théoriciens français de la sociologie des organisations. Il a en effet fortement contribué au développement de cette discipline en France, en prenant la suite des travaux de Michel Crozier au sein du Centre de Sociologie des Organisations. Il a mené de nombreuses

recherches sur la culture et la construction identitaire des individus dans les organisations (*L'identité au travail, 1977*). On lui doit d'avoir mis en évidence la fonction socialisatrice des organisations et des institutions intermédiaires, et d'avoir montré le rôle fondamental de l'identité sociale et de l'identité individuelle dans le déroulement de la vie professionnelle et organisationnelle.

Il a également développé la sociologie de l'entreprise rapprochant la sociologie des organisations vers la sociologie du travail par la confrontation des différentes approches et grilles d'analyse : stratégique, socio-technique, identitaire, culturelle... Il est notamment à l'origine du concept de dirigeance. Car, estime-t-il, l'organisation, présente une configuration plurielle voire multiple qu'il convient d'analyser en profondeur afin de favoriser l'intelligibilité du phénomène organisationnel.

III.1.1. Notion de construction des identités au travail

Renaud Sainsaulieu (1985) développe une théorie de l'identité au travail dans une logique d'action collective organisée, montrant que le travail est un lieu d'apprentissage culturel qui transcende les appartenances de classes ou les catégories socioprofessionnelles. L'analyse culturelle des situations de travail dans les organisations prônée par l'auteur, fait, en réalité, découvrir des réalités culturelles fort complexes avec lesquelles il faut compter. A cet effet, il montre que l'étude des valeurs au travail fait d'abord apparaître des identités collectives de défense, de métier, voire d'établissement ou de trajectoires formatrices.

R. Sainsaulieu a choisi de traiter de l'identité sous l'angle de la relation de travail dans les entreprises ou dans toutes formes de structures organisationnelles. Aussi, interprète-t-il les identités professionnelles comme des effets culturels de l'organisation et fait des relations de travail le lieu où s'expérimente "l'affrontement des désirs de reconnaissance dans un contexte d'accès inégal au pouvoir" (op. cit.). Il affirme que la construction de l'identité au travail se fait au sein de différents modèles de relations de pouvoir.

Dans l'optique de fournir un cadre d'analyse susceptible de lever un pan de voile sur le phénomène organisationnel, l'auteur relève trois indicateurs de la dimension identitaire:

1. Le champ d'investissement de l'acteur ou son accès au pouvoir
2. La norme du comportement relationnel (individualisme, unanimité, séparatisme et rivalité, soumission).
3. Les valeurs issues du travail.

A partir de ces indicateurs retenus, R. Sainsaulieu distingue quatre types d'identités au travail :

- L'identité fusionnelle : l'individu disparaît presque totalement. Le groupe repose sur des liens entre pairs. C'est un groupe qui possède un métier, des techniques, d'où un fort investissement et engagement identitaire. Ce groupe présente des relations conflictuelles avec la hiérarchie car possède ses propres normes et valeurs. C'est par le double moyen de la solidarité conformiste à l'égard de ses collègues de travail et l'allégeance à l'autorité hiérarchique directe que l'individu brise son isolement et tente de construire une identité collective qui lui redonne une certaine marge de manœuvre dans le jeu social. En d'autres termes, le modèle de la fusion apparaissant dans les contextes marqués par des tâches répétitives et peu qualifiées. L'acteur, pour se valoriser, n'a d'autres ressources que le collectif.

- L'identité de retrait : c'est un groupe passif, sans mobilisation où l'identité ne se crée pas dans le travail, mais à l'extérieur puisque les principaux investissements sont ailleurs. Ce groupe n'a pas de rapport avec un métier.

- L'identité de négociation : ce sont des groupes ponctuels ayant un rapport assez fort à un métier. Détenteurs de compétences, ils peuvent les mettre en jeu pour obtenir ce qu'ils désirent. L'individualité y est forte : les groupes se forment dans un but précis et se dissolvent dès gain de cause, sorte d'opportunisme collectif.

- L'identité affinitaire : c'est un groupe faible avec peu de motivations. Les relations avec collègues et hiérarchies y sont privilégiées. L'implication dans le

métier est forte, les individus jouent la carte de l'uniformité, de l'adhésion à la culture interne pour adopter des stratégies individuelles.

Déjà profondément influencé par les approches sociologiques des organisations faisant de la bureaucratie et du pouvoir (Max Weber, 1971, Michel Crozier, 1963), les concepts fondamentaux de leurs démarches et analyses, Renaud Sainsaulieu fait référence à M. Crozier sur les rapports de travail dans le contexte bureaucratique. Dans cette perspective, il se propose de remettre en cause le modèle bureaucratique en tant que modèle national annonçant l'hypothèse d'autres modèles. A l'analyse des conditions de travail modernes, il s'interroge si l'entreprise n'est pas devenue un nouveau lieu d'accès au langage. Il aboutit à un constat que le travail devient un lieu de sociabilité très important.

Le sociologue fait l'hypothèse que l'organisation agit de façon différente sur la capacité stratégique :

- dans les relations quotidiennes de travail ;
- dans le cadre du renforcement des expériences individuelles par l'action syndicale ;
- par le développement d'alliances et partenariats stratégiques avec une multitude d'acteurs possibles ;
- par la restructuration des conditions de travail.

Enonçant ces quelques caractéristiques de l'organisation et ses modes d'action, R. Sainsaulieu affirme : « Le phénomène organisationnel étant considérable à notre époque, il ne peut manquer de médiatiser en toute institution la reproduction des conduites et des cultures » (p.10).

III.1.2. Dimensions de l'approche sainsaulienne

La pensée de Sainsaulieu a poursuivi deux directions : théorique et pratique, car lui-même était savant et entrepreneur. Actuellement, une partie des travaux menés par les sociologues de l'entreprise s'inscrit dans une perspective interventionniste. Cette perspective est très bien présentée par Norbert Alter et Jean-Louis Laville : « La mission des chercheurs est donc de participer au

fonctionnement et à la transformation des entreprises en mettant leurs savoirs à la disposition de acteurs, mais également en définissant des programmes d'action fondés sur des diagnostics empiriquement et théoriquement fondés. L'idée transversale, formulée selon le terme de développement social d'entreprise, est que les entreprises peuvent passer de logiques défensives et bureaucratiques à des fonctionnements créatifs et démocratiques par le changement et l'innovation, et que ce passage suppose une mobilisation de l'ensemble des acteurs, grands et petits, institués ou non. »¹²

La sociologie de l'entreprise a, en partie, donné naissance à la sociologie des associations. Il s'agit d'associer les outils de la sociologie de l'entreprise aux travaux autour du concept du projet. Le projet correspond au bien commun, à l'engagement. L'association ne peut pas être considérée comme une entreprise parce qu'elle appartient à l'espace public. De ce fait, l'analyse de cette forme de l'organisation a un ancrage politique.

S'inscrivant dans une perspective quasi similaire, C. Dubar va développer une approche de la construction des identités au travail ou dans les organisations faisant intervenir la notion de socialisation secondaire.

III.2. PERSPECTIVE DE CLAUDE DUBAR

Maître de conférences de sociologie à l'université des sciences et techniques de Lille I, détaché au CNRS et Directeur du Laboratoire de Sociologie de Travail, de l'Éducation et de l'Emploi (LASTREE), C. Dubar est actuellement Professeur de sociologie à l'université de Versailles –St Quentin en Yvelines. Ses domaines d'investigations ont pour objet les identités salariales et l'insertion des jeunes.

III.2.1. Fondements théoriques

La construction des identités dans les organisations occupe une place centrale dans la sociologie de C. Dubar. La démarche de l'auteur deux notions fondamentales autour desquelles s'effectuent ses recherches : la socialisation et la

¹² Norbert Alter, Jean-Louis Laville, « Un classique de la sociologie des organisations et de l'entreprise », <http://www.iresco.fr>

construction des identités professionnelles se construisant au autour de trois axes :

- poser le cadre théorique de la notion d'identité sociale, essayer d'en donner une définition sociologique prenant en compte la diversité des approches conceptuelles ;
- appliquer ces différentes définitions à l'identité professionnelle ;
- dépasser les oppositions entre identités collectives et identités professionnelles en les considérant comme un tout structurant de la construction identitaire.

En effet, Selon C. Dubar, dans un contexte de changement permanent, amplifié par des contextes sociaux plus ou moins durement vécus par les individus, la compréhension du phénomène de socialisation est un levier crucial. Car, la socialisation, perçue au travers de sa dimension professionnelle, est en mesure de lever un pan de voile sur la notion de la construction des identités sociales et professionnelles. La complexité voire la difficulté à définir cette notion d'identité, suscite chez l'auteur, un engouement le conduisant à l'associer de celle socialisation pour sa meilleure appréhension.

Justement, il convient de noter que la difficulté à définir cette notion tient en partie de son apparition, en l'occurrence auprès des médias qui en font un terme « fourre tout » permettant d'expliquer les déviances sociales, criminologiques de certains acteurs de la société. Or, l'identité est loin d'être un seul phénomène social, mais, c'est, selon l'auteur, une réalité génétique (l'identité du fœtus dans le ventre de sa mère), éducative (la structure mentale de l'enfant), etc. C'est aussi, un construit humain, « produit de socialisations successives ». Dans cette perspective, la socialisation expliquerait donc en partie, le phénomène de la construction identitaire, diversement appréciée par les littératures existantes, souvent péjoratives. C'est ce à quoi s'attache C. Dubar :

- en entamant ses réflexions par une analyse des processus de socialisation (courants de pensées théoriques) ;

- puis en mettant l'accent sur la dimension professionnelle de la construction identitaire, en ce sens qu'elle constitue, selon lui, un élément fondamental de la socialisation ;
- enfin, en procédant à une rétrospection des recherches françaises dans ce domaine.

III.2.2. Socialisation et construction sociale de l'identité

Il existe une flopée d'approches relatives à la notion de socialisation et de construction sociale de l'identité. C. Dubar en a retenu quatre.

- Approche piagétienne et ses prolongements sociologiques.

Cette approche, empruntée à Jean Piaget (1995), met l'accent sur la socialisation de l'enfant. De prime abord, parler de la socialisation de l'enfant, c'est se référer à la psychologie génétique. J. Piaget va au-delà de l'opposition faite par E. Durkheim entre approche psychologique et approche sociologique, mais aborde de front l'approche sociologique et les explications psychobiologiques de la socialisation. Il affirme que le développement mental de l'enfant est une construction continue – processus d'équilibre qui se caractérise par le passage d'un état de moindre équilibre à un état supérieur – et non linéaire.

Ce développement mental de l'enfant s'élabore dans le processus de sa socialisation, à travers des structures adéquates. Ces structures assurent le développement de l'enfant, non pas dans le sens où elles génèrent des réactions instinctives face à des stimulations externes, mais plutôt dans le sens où ces réactions sont le résultat de l'interaction entre l'organisme de l'enfant et son environnement social, d'où la nécessité permanente de rééquilibration.

Cette approche sera remise en cause par les approches de l'anthropologie culturelle et du fonctionnalisme.

- Approche de l'anthropologie culturelle et du fonctionnalisme

L'étude précédemment menée est trop réductionniste et trop centrée sur l'enfant du point de vue de cette présente approche. En effet, les anthropologues et ethnologues apportent leurs explications de la socialisation à partir de l'étude des adultes en société, et des procédés éducatifs utilisés en diverses sociétés.

Cette remise en cause provient du fait que la classification opérée par Piaget, en différents stades de développement, n'est pas transposable à tous types de sociétés. De la sorte, l'anthropologie culturelle retient avant tout que la formation des personnalités individuelles revient d'une incorporation progressive par un individu de la culture d'une société d'appartenance. Ce qui fait dire à cette approche que la culture, l'esprit du groupe fait la société et non l'inverse.

- Approche de la socialisation comme incorporation des habitus

Deux tendances principales se dégagent de cette approche : E. Durkheim et P. Bourdieu.

Pour le premier, la socialisation qui entretient ici une relation de proximité avec l'identité se définit comme : « *La disposition générale de l'esprit et de la volonté qui fait voir les choses sous un jour déterminé...* » (op. cit.). Le second se voudra plus opératoire et le définit comme « *Système de dispositions et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations* » (op. cit.). Il se caractérise par un double mouvement entre intériorité et extériorité : il intègre les pratiques individuelles et collectives, et après incorporation, en diffuse d'autres.

Cette approche bourdieusienne qu'emprunte C. Dubar pose que, pour connaître un individu, il faut connaître celui de ses parents et le rapport à l'avenir au-delà des conditions objectives dans lesquelles l'individu a été élevé. Dès lors, le changement devient saisissable à condition de l'inclure dans une trajectoire sociale caractéristique d'un groupe préalablement défini comme tel.

III.2.3. Socialisation comme construction sociale de la réalité

Au sujet de cette notion, C. Dubar fait référence à Habermas qui, à partir de Hegel, a apporté une définition philosophique de la sociologie comme processus de formation de l'esprit à partir :

- de la connaissance et reconnaissance réciproque, soubassement de l'identité ;
- de la représentation symbolique permettant l'appropriation de l'objet par le sujet et nécessitant un échange, une relation avec l'autre via le langage ;
- des processus de travail qui occupent une place essentielle tant dans la co,construction identitaire que dans « l'institutionnalisation de la reconnaissance réciproque » (op. cit.).

III.2.4. Pour une théorie sociologique de l'identité

Se lancer dans une définition de la notion d'identité est une entreprise bien périlleuse ; c'est du moins ce que l'on puisse dire. C'est dans cette optique que C. Dubar tente de transcender l'opposition entre identités individuelles et identités collectives et de dégager des catégories d'analyse à partir des différents constats.

. La dualité dans le social

L'identité est une définition d'une réalité individuelle, personnelle pour ce qui est le cas des acteurs singuliers, impersonnelle dans le cas d'identités collectives. Est-elle alors une notion sociologique, se demande C. Dubar. Il souligne que la réponse sera négative si on en reste à la nature de la relation interpersonnelle Moi/Autruï. Elle sera affirmative si on situe cette relation à l'intérieur du processus de socialisation qui la rend possible.

• Le processus identitaire biographique

La construction biographique d'une identité professionnelle implique que l'individu entre dans les relations de travail, participe à des actions collectives dans les organisations et intervient dans les jeux d'acteurs.

L'auteur, dans la lignée de Sainsaulieu, enrichit le débat sur la construction des identités faisant ainsi intervenir la notion « *d'identité professionnelle* » dans une acception beaucoup large. Ses investigations menées dans les entreprises auxquelles s'adjoignent les entretiens biographiques réalisés auprès des salariés ont permis la mise en évidence de trois aspects de l'identité articulant le monde vécu du travail, autrement dit la situation subjective (J.P. Simon,1991) de travail . Les relations interpersonnelles et le développement des groupes informels y compris la perception subjective de ces relations et le sentiment d'appartenance à l'atelier, au service et à l'entreprise. La trajectoire professionnelle et la perception de l'avenir des acteurs sont aussi analysés.

Sur les traces de la définition sainsaulienne de l'identité, l'auteur isole de son côté quatre types d'identités :

- L'identité d'exclusion qui peut être rapprochée de l'identité de retrait et qui a la réputation d'avoir développé en son sein le sentiment de rejet ;
- L'identité bloquée qui regroupe les salariés de qualification professionnelle traditionnelle d'une part et ayant acquis l'expérience professionnelle d'autre part ;
- L'identité de négociation individualisée dans laquelle les salariés possèdent des diplômes techniques de niveaux plus élevés ;
- L'identité affinitaire regroupe les salariés peu satisfaits de leurs conditions actuelles et affichant leur distance par rapport au travail collectif.

Il ressort de cette analyse que les travaux effectués par R. Sainsaulieu et C. Dubar sur la construction des identités au travail, accordent une entière place aux activités relevant du secteur structuré, organisé mieux formel ; ne laissant aucune chance à une analyse en profondeur des formations sociales des économies du Sud, largement dominées par les activités informelles. Les études réalisées par ces auteurs ont comme champs empiriques les sociétés des économies structurées. En dépit de leur caractère européoctruste, ces travaux s'avèrent fondamentaux, car ils permettent de situer le concept de la construction de l'identité au travail dans le cadre de notre étude. La construction des identités

n'est pas le propre des salariés exerçant dans une entreprise encore moins des économies structurées. Elle est inhérente à toute forme d'organisation qu'elle soit structurée ou informelle à l'image notamment des associations tontinières qu'exercent les immigrants tchadiens.

Voilà pourquoi il convient, pour la compréhension de notre étude, de passer en revue, quelques approches des logiques et de comportements d'acteurs dans les organisations.

IV. Mise en perspective théorique des travaux sur les logiques sociales et les comportements d'acteurs

L'étude que nous menons englobe plusieurs grilles théoriques possibles. Seules l'analyse stratégique (Michel Crozier) et l'ethnométhodologie (Harold Garfinkel) seront définitivement retenues. En raison du fait que l'analyse stratégique s'inscrit dans la droite de la sociologie des organisations, nous évoquerons succinctement les travaux de ses figures emblématiques avant de revenir sur l'analyse stratégique qui, en dernière analyse, nous permettra d'interroger en profondeur notre objet d'étude. Une démarche similaire sera adoptée en ce qui concerne l'ethnométhodologie.

IV.1. Logiques sociales et comportements d'acteurs au cœur de la sociologie des organisations : le point de vue des précurseurs

De prime abord, la sociologie des organisations peut se définir comme étant une branche de la sociologie qui étudie comment les acteurs construisent et coordonnent des activités organisées. On peut également la définir comme une science sociale qui étudie des entités particulières nommées organisations et qui applique les méthodes sociologiques à l'étude de ces entités.

C'est vers la fin XIX^{ème} siècle que les premières études du phénomène organisationnel apparaissent. Elles sont liées à un double mouvement : le développement des grandes industries et des bureaucraties, la constitution de la sociologie comme corps de connaissance distinct. Dans cette perspective, trois

figures emblématiques vont se démarquer et produire des approches parallèles, mais complémentaires.

IV.1.1. Approche de Max Weber

Sociologue et économiste allemand, M. Weber a fait du phénomène bureaucratique, le domaine privilégié de l'analyse de tout système organisationnel. Il l'étude sous l'angle de la rationalisation, mais également s'intéresser au rôle de la religion sur l'esprit d'entreprise et sur la dynamique du capitalisme. Destinées fondamentalement à ses débuts à un public universitaire, la théorie wéberienne aura une portée essentiellement heuristique. Ses recherches sont orientées vers une perspective tournée vers l'individualisme et accorde une large place à l'approche compréhensive (M. Weber, 1871). Une approche tournée davantage vers l'organisation scientifique du travail sera proposée par Taylor dans le monde industriel aux Etats-Unis.

IV.1.2. Approche de Frederick Winslow Taylor

Aux Etats-Unis, F. W. Taylor, économiste et ingénieur, développe une théorie normative de l'organisation : le taylorisme. Celle-ci est axée sur l'étude de l'optimisation et de la rationalisation de la production. Ses travaux susciteront un grand intérêt et trouveront à s'appliquer dans de nombreux secteurs industriels. La théorie des organisations a retenu du taylorisme, la conception selon laquelle « la direction d'une organisation ne relève ni du génie individuel ni d'aptitudes personnelles, mais d'une technique qui s'apprend » (A. Michel, op. cit, p.605).

D'un point de vue théorique, on peut considérer Taylor comme le précurseur de l'organisation scientifique du travail.

IV.1.3. Perspective d'Henri Fayol

Ingénieur français, H. Fayol s'intéresse quant à lui aux différents types d'administrations. En effet, il cherche les procédés de gestion qui sont les mieux adaptés pour établir une administration optimale. Contrairement à F. W.

Frederick, la théorie de H. Fayol présente donc un progrès : « Elle n'est pas seulement une science de travail, elle traite de l'organisation humaine, qui n'a pas plus pour seule fin le rendement, mais le meilleur fonctionnement global de l'entreprise » (A. Michel, op.cit., p.606). De par la qualité de ses recherches, il est considéré comme le père du management moderne de sorte que sa théorie prendra plus tard l'appellation de fayolisme.

Tout compte fait, les travaux des précurseurs portant sur la sociologie des organisations sont essentiellement normatifs d'une part ; le champ d'étude qu'ils couvrent est trop vaste pour permettre la constitution d'une véritable discipline d'autre part. Voilà pourquoi la sociologie des organisations va réellement émerger avec le développement de l'étude des relations humaines.

L'école des relations humaines, née dans les années 1930 aux Etats-Unis d'Amérique, est dominée par la personnalité d'Elton Mayo (A. Michel, op. cit., 608). Elle affirme, contre le taylorisme, le rôle essentiel du facteur humain et relationnel dans la détermination de la productivité économique. Elle réintroduit donc les facteurs psycho-sociaux au cœur de l'analyse organisationnelle, laissant ainsi le champ ouvert à l'application des méthodes issues de l'analyse sociologique. Montrant leurs limites dans l'analyse organisationnelle, de nouvelles approches apparaîtront au milieu des années 1950-1960, lesquelles contribueront à l'approfondissement des recherches aussi bien dans les entreprises que toute analyse se prêtant à l'étude d'action collective.

Ces nouvelles approches apprécient et analysent diversement la réalité du phénomène organisationnel. Il existe une flopée d'écrits portant sur le phénomène organisationnel. Par rapport à notre objet d'étude, nous mobiliserons deux postures, lesquelles nous permettront de bien cerner et appréhender notre étude. Il s'agit des postures de Philippe Bernoux (1996) et de Mark Granovetter (2000).

IV.2. Philippe Bernoux au cœur de la sociologie des organisations

Philippe Bernoux est sociologue, Docteur d'État, Directeur Honoraire de Recherches au CNRS. Il a mené de nombreuses recherches dans les entreprises, sur leur création, organisation, fonctionnement et sur l'effet des nouvelles technologies. Fondateur du GLYSI (Groupe lyonnais de sociologie industrielle, CNRS-université de Lyon II) qu'il a dirigé pendant douze ans. Il enseigne dans plusieurs écoles d'ingénieurs, à l'université, dans des centres de formation continue (CNAM-IESTO) et dans de nombreuses entreprises.

IV.2.1. Analyse du phénomène organisationnel

Comment expliquer les comportements des individus ou groupes dans des organisations? C'est autour de cette question saillante que l'auteur centralise sa réflexion sur le phénomène organisationnel. En effet, la question que se pose P. Bernoux part d'un constat, lequel prend appui sur les travaux et les recherches entrepris par un certain nombre de chercheurs dans ce domaine. Sont retenus dans cette perspective, trois axes principaux autour desquels gravite la démarche de l'auteur.

IV.2.2. Partir d'une question et non d'une définition

Cette démarche qu'adopte l'auteur est une sorte de l'inscription en faux contre la démarche durkheimienne qui pose que, pour étudier le fait social, il convient, de prime abord, définir scientifiquement les concepts. P. Bernoux envisage une démarche inverse, laquelle voudrait qu'il faille partir de question pour aboutir à une définition (P. Bernoux, 1985 :20). La définition pose le risque d'une simplification à outrance; pour ce faire, il faut donc partir de la question "comment expliquer les comportements des individus ou groupes dans des organisations?"(idem). Cette question fondamentale orientant l'analyse des

phénomènes organisationnels chez l'auteur et pose le problème de l'irrationalité apparente et l'imprévisibilité de ces comportements.

Dès lors, partir d'une définition des phénomènes organisationnels, du point de vue de l'auteur, reviendrait à accorder une importance excessive à la rationalité des comportements des acteurs au sein de toutes formes d'organisation.

IV.2.3. Cadre explicatif: l'individu et le groupe dans les organisations.

Les travaux réalisés dans le cadre explicatif des comportements tant individuels que collectifs dans les organisations, sont partis du constat fait au sujet du problème de freinage. En effet, « dans une entreprise, les individus produisent moins que la norme imposée, traînent les pieds pour faire le travail demandé, y passent beaucoup plus que le temps généralement alloué, produisent une qualité médiocre, et cela à tous les niveaux de qualification : la réponse sera parcequ'ilyadesfainéants »(op.cit,p.21).

A propos de cet exemple du phénomène du freinage, l'auteur rejette l'explication par le tempérament individuel.

Les comportements ont un caractère social, et dans toute organisation, ils se font en ajustement permanent entre les aspirations particulières de l'individu et les normes du groupe. L'auteur écarte également les explications par les groupes naturels ou le climat, ainsi que par la motivation individuelle (l'individu ne peut être défini hors de tout contexte social). L'hypothèse explicative retenue est que les normes de comportement ne se comprennent que dans une situation individuelle, où elles sont le résultat de l'interaction entre acteurs. Ces normes changent sous l'effet de pressions internes (entre les logiques d'acteurs, l'organisation et les rapports de pouvoir dans le travail) ou externes (environnement).

P. Bernoux récuse cette explication de fainéantise partant des comportements individuels, car pour lui, cette explication est extrêmement limitée : la prise en compte de l'aspect motivationnel paraît fondamental dans

l'étude de tels phénomènes. Il introduit le concept de motivation individuel qu'il estime non néglige dans l'étude de phénomène organisationnel et entrepreneurial. L'auteur affirme, à cet effet : « *Les motivations sont fonction du rôle attribué à l'individu et de sa relation au contexte social, il est intéressant de connaître ses motivations car l'organisation peut agir sur elles en se transformant elle-même. Parler de motivation revient à s'interroger autant sur l'organisation que sur les individus qui la composent* » (P. Bernoux, op. cit. p.26).

IV.2.4. Choix du modèle interactionniste.

Trois grands types majeurs d'homo sociologicus sont définis par P. Bernoux à savoir le déterminisme individuel, le réalisme totalitaire et l'interactionnisme.

- Le déterminisme individuel

Il pose que le comportement s'explique à partir des variables qui caractérisent l'environnement dans lequel vit l'individu. C'est le principe qui épouse le raisonnement de type durkheimien à vouloir expliquer le comportement, l'attitude d'un individu en interrogeant ses trajectoires sociales à savoir sa famille, son milieu social et scolaire. Or, cette explication ignore l'aspect probabiliste et contingent, puisque l'acte posé par un individu ne serait pas nécessairement le fruit d'un certain type de comportements qu'il aurait acquis au cours de son processus de socialisation.

- Le réalisme totalitaire

Il est le produit des normes et moyens imposés par la société où « le comportement est conçu comme le produit des structures sociales caractérisant les sociétés dans leur totalité » (P. Bernoux, op. cit., p.31). Pour l'illustration du principe de réalisme totalitaire, l'auteur s'inscrit dans une logique démontrant que l'individu en quête du matériel peut adopter une attitude conformiste, fruit de sa société, tout comme il peut s'en marginaliser, refusant fins et moyens (ibidem).

- L'interactionnisme

Le comportement est une action faite en vue d'une certaine fin, il résulte d'une intention stratégique de l'acteur. Cette approche serait la plus explicative des comportements dans une organisation donnée, étudiée quant à elle comme jeu de pouvoirs et système d'acteurs. Dès lors, souligne l'auteur, « *Les comportements sociaux sont le fait d'acteurs agissant intentionnellement en vue de fins choisies par eux en appliquant les stratégies pour les atteindre. Eu égard à leurs ressources, ce sont des individus qui se donnent leurs objectifs* » (op. cit., p.34).

La compréhension et l'explication du comportement de l'individu partant de l'approche interactionniste, situent le niveau d'analyse dans une perspective d'interdépendance et de l'influence réciproque. Et l'auteur de renchérir : « *Les faits sociaux peuvent être analysés sous l'aspect où ils dérivent de systèmes et de structures, de même qu'ils relèvent aussi des déterminants pesant sur l'environnement de l'individu. Si l'on met ici l'accent sur l'approche interactionniste, c'est parce que sa valeur explicative, pour les phénomènes que l'on cherche à expliquer, paraît infiniment supérieure aux autres* » (ibidem).

IV.3. Approche de Mark Granovetter

L'approche développée par M. Granovetter s'inscrit dans la logique de la nouvelle sociologie nouvelle (NSE). Née dans les années 1970, cette nouvelle approche se trouve donc écartelée entre deux traditions : l'approche de la nouvelle sociologie anglo-saxonne et la nouvelle sociologie économique francophone. Cependant, ce qui nous préoccupe dans cette partie de notre travail, c'est la nouvelle sociologie économique anglo-saxonne dont M. Granovetter est le ténor. Sont retenus pour l'orientation de sa démarche deux concepts majeurs : l'encastrement et la construction sociale de l'économie.

IV.3.1. Concept de l'encastrement

Alors que la plupart des critiques de l'économie néo-classique ont porté sur son concept trop restrictif d'action rationnelle, M. Granovetter propose de

s'intéresser également à une autre caractéristique de la théorie économique, ce qu'il appelle « l'hypothèse de prise de décision atomisée » stipulant que les acteurs prennent leurs décisions de manière isolée, comme des « atomes indépendants les uns des autres » (M. Granovetter, 2000 :12).

En effet, selon M. Granovetter, en négligeant les interactions dans lesquelles sont engagés, l'économie se trouve alors incapable de prendre en compte, dans ses analyses, les structures sociales. Cette critique adressée aux approches de l'économie classique, ne concerne pas des aspects secondaires de l'économie, mais des aspects essentiels comme la production ou la détermination des niveaux de prix. Par ailleurs, cette acception de prise de décision atomisée, considérant les sujets humains comme des monades, induit le recours au concept d'« encastrement » emprunté par M. Granovetter à Polanyi pour mettre en évidence que l'action économique ne se limite pas à des rapports entre individus et s'inscrit dans les relations et rapports sociaux propres à une société.

Toutefois, notons à toute fin utile que les acceptions du terme d'encastrement ne sont pas univoques pour Granovetter et Polanyi. C'est du moins le constat fait par Swedberg, lorsqu'il affirme : « Si Polanyi avait introduit la notion d'encastrement pour montrer que dans les périodes précapitalistes, l'économie formait une partie organique de la société, Granovetter, lui, a utilisé ce concept afin de développer une thèse presque symétrique, puisqu'il s'en est sorti pour faire ressortir la dimension fondamentalement sociale des activités économiques dans les sociétés capitalistes » (Swedberg, 1997 :243).

Pour Granovetter, le concept d'encastrement social, désigne les systèmes concrets de relations sociales dans lesquels est inscrite l'activité économique. Dans cette perspective, les choix d'un individu sont relatifs aux choix et aux comportements des autres individus, de même qu'aux liens personnels prévalant dans les réseaux, ces derniers étant définis comme un ensemble régulier de contacts ou de relations sociales entre des individus ou des groupes d'individus. L'encastrement peut être abordé sous deux aspects : l'aspect « relationnel » est centré sur les « relations personnelles » et l'aspect « structurel » sur la « structure du réseau général de ces relations ».

Le second aspect permet d'analyser des segments de la structure sociale ne relevant pas des groupes primaires. Voilà pourquoi, l'auteur essaie de démontrer, dans les sociétés modernes, l'économie demeure encadrée dans les relations sociales qui en assurent le fonctionnement. La notion de construction sociale de l'économie s'inscrit dans cette logique et démarche de M. Granovetter.

IV.3.2. Construction sociale de l'économie

Le concept central de « construction sociale de l'économie » est, quant à lui, forgé pour argumenter en faveur d'une analyse des institutions économiques d'un point de vue sociologique, historique et juridique. Cette option est apparemment proche de celle retenue par des auteurs comme Coase et Arrow puis par l'économie néo-institutionnelle d'après laquelle les arrangements institutionnels sont destinés à minimiser les coûts de transaction marchande.

Cette ressemblance, remarque Granovetter, n'est que de façade fustigeant fortement l'économie néo-institutionnelle, et en particulier son chef de file Williamson. Et Granovetter de rappeler avec Williamson (1975 :1) affirmant que les analyses des « nouveaux » institutionnalistes, contrairement aux anciens comme Veblen, ne se substituent pas à l'analyse économique conventionnelle, mais viennent la compléter et doivent être construites directement à partir de ses principes. La plupart des travaux de ces auteurs institutionnalistes reposent sur la notion d'efficacité. Granovetter a beau jeu de souligner les polémiques que suscite ce concept d'efficacité.

Comme tel, il propose une analyse des institutions économiques comme constructions sociales. Il s'inspire de la sociologie de la connaissance de P. Berger et de T. Luckmann (1994) pour montrer que nonobstant leur apparente existence objective, les institutions résultent, en fait, d'un long processus de création sociale.

En fait, l'économie néo-institutionnelle procède d'un unilatéralisme élargi quand elle envisage les institutions existantes comme les seules possibles parce qu'elles sont sélectionnées pour des raisons d'efficacité appréciées à partir de la réduction des coûts de transaction. C'est justement ce à quoi s'oppose et

s'attaque l'auteur pour qui, la sociologie économique néo-institutionnelle « décourage l'analyse détaillée de la structure sociale pourtant essentielle pour comprendre la genèse des institutions » (M. Granovetter, 1985 :505). Loin d'être la solution unique et obligée à tous les problèmes d'efficience, les institutions sont le fruit de l'histoire humaine et donc, soumises à la contingence historique.

La connaissance, la compréhension d'une institution n'est désormais, possible que lorsqu'on procède à l'étude du processus historique dont elle résulte.

Bien plus, le concept de construction sociale a été également abordé et mobilisé dans des recherches qui rappellent la place tenue par l'Etat dans la diversité des formes d'industrialisation et d'organisation des entreprises, toutes présentées comme résultant du meilleur choix possible au regard de l'efficience (Fligstein, 1990 ; Dobbin, 1994) dans les analyses économiques orthodoxes.

A l'analyse, on peut affirmer que la nouvelle sociologie économique, telle que présentée et défendue ici par Granovetter, est une sociologie qui fait des interactions et des relations sociales, le centre névralgique de son analyse. Il s'agit donc d'une sociologie relationnelle. La sociologie économique, dans cette perspective, procède à une analyse s'inscrivant dans la logique de réseau. Car, il importe de souligner qu'un ensemble de relations sociales connectées entre elles est un réseau social, qui est donc une sorte de structure sociale qui émerge des interactions (Degenne et Forsé, 1994). L'analyse des réseaux sociaux est une composante de la sociologie relationnelle, position défendue par M. Granovetter : « *Les acteurs (individuels) n'agissent ni ne se décident comme des atomes en dehors de tout contexte social, pas plus qu'ils n'adhèrent servilement à des destins écrits pour eux pour l'insertion des catégories sociales auxquelles ils appartiennent. Leurs tentatives d'actions institutionnelles sont plutôt encadrées dans le système concret des relations sociales* » (M. Granovetter, 1985, p.487).

Les approches de P. Bernoux et de M. Granovetter inaugurent de nouvelles perceptions de l'action économique faisant intervenir respectivement les notions d'interaction et d'encastrement, notions absentes dans les approches économiques classiques. L'appropriation de ces deux notions nous permet de

bien cerner notre analyse en ceci que les associations tontinières des immigrés tchadiens prennent en compte deux dimensions de la nouvelle sociologie : une dimension d'utilité sociale et une autre dimension d'utilité économique.

Outre les approches de la construction des identités au travail et des approches des logiques sociales et de comportements d'acteurs au sein des organisations, deux postures théoriques sont, en définitive, retenues pour l'interprétation de nos données à savoir l'analyse stratégique et M. Crozier (1963, 1977) et l'ethnométhodologie de H. Garfinkel (1967).

V. Postures théoriques de l'analyse

Il s'agit de l'analyse stratégique de M. Crozier et de l'ethnométhodologie de H. Garfinkel

V.1. Analyse stratégique de Michel Crozier

Diplômé de HEC, Docteur en droit (1949) et Docteur ès Lettres (1969), M. Crozier est le fondateur du Centre de Sociologie des Organisations en 1965. Il a été à l'origine d'un courant de recherches empiriques sur le fonctionnement des organisations et sur les dynamiques institutionnelles dans les secteurs public et privé, courant qu'il a grandement contribué à acclimater et à développer en France. Il est, d'autre part, depuis 1976, le principal laboratoire d'accueil du D.E.A (Diplôme d'Etudes Approfondies) de sociologie de l'IEP de Paris avec lequel il fonctionne en étroite symbiose. A ce titre, il comprend un important programme doctoral auquel participe actuellement une bonne vingtaine de doctorants français et étrangers.

En effet, la réflexion théorique à partir des travaux de recherche menés au sein du centre s'est progressivement structurée autour de l'affirmation de la notion d'organisation - au sens de structuration des rapports humains dans l'action - comme un niveau d'analyse autonome transcendant les domaines et secteurs d'activités tels l'industrie, l'administration publique, la justice, l'éducation, l'action politique.

La réflexion théorique crozérienne s'est très vite élargie et enrichie en passant de la notion d'organisation à celle de système d'action permettant

d'étudier et de problématiser des ensembles d'interdépendance et en poursuivant parallèlement, une réflexion sur la décision, sur les mécanismes du changement institutionnel et sur les rapports entre micro et macro phénomènes. Elle a ainsi permis d'aboutir à la formulation d'une approche organisationnelle de l'action collective. Il s'agit donc d'une problématique transversale dans la mesure où elle s'intéresse non à l'organisation en tant qu'objet social particulier, mais au phénomène plus général des processus d'organisation se déployant dans les champs d'action les plus divers et qui permettent de structurer, de stabiliser et de réguler les rapports entre un ensemble d'acteurs individuels et/ou institutionnels liés via des interdépendances stratégiques autour de problèmes ou d'intérêts communs.

Cette orientation centrale a fourni au laboratoire une clef de lecture et de confrontation des données empiriques approfondies et diversifiées que son activité de recherche, dans un grand nombre de domaines et des disciplines, en devenant un foyer d'innovation tant pour l'étude de toutes les formes d'action sociale, quels que soient les domaines ou secteurs d'activités visés, que pour le développement d'une formation originale et pratique aux sciences sociales qui forme la base de son programme doctoral. Elle l'a, d'autre part, conduit à rechercher un ancrage interdisciplinaire entre la sociologie, la science du politique, l'histoire du temps présent et les sciences de gestion en même temps qu'une incitation pour développer la dimension comparative internationale dans ses recherches.

Bien plus, elle a permis au laboratoire de participer pleinement à la construction et au développement de réseaux scientifiques dont l'animation est devenue progressivement un axe important des activités scientifiques de ses membres. Elle a, enfin, facilité la diffusion et la valorisation des résultats de ses recherches ainsi que des raisonnements qui les portaient, auprès d'une grande université de publics tant en France qu'à l'étranger.

V.1.1.Fondements épistémologiques de l'analyse stratégique crozérienne

Selon M. Crozier, l'organisation, phénomène sociologique, est toujours un construit social qui existe et se transforme seulement si d'une part, elle peut s'appuyer sur des jeux permettant d'intégrer les stratégies de ses adhérents si, d'autre part, elle assure à ceux ci leur autonomie d'agents libres et coopératifs. L'acteur est donc engagé dans un système d'action concret et doit découvrir avec la marge de liberté dont il dispose sa véritable responsabilité (M. Crozier et E. Friedberg, 1977, p.388).

L'action organisée est un construit social qui aide les hommes à trouver des solutions aux problèmes d'action collective en vue d'objectifs communs, mais qui, simultanément, oriente leurs comportements, circonscrit leur liberté d'action, conditionne leurs résultats ; d'où le paradoxe.

Au cœur de l'action collective, on rencontre des effets contre-intuitifs dus au décollage entre les orientations et les intentions des acteurs. C'est que l'organisation serait un champ de coopération et d'interdépendance entre acteurs avec des intérêts même contradictoires, c'est-à-dire un ensemble de « jeux structurés » (op. cit., p.20)

Dans cette perspective, les problèmes de coopération (et donc d'intégration) des acteurs sociaux poursuivant des objectifs multiples et d'incertitude lié au caractère indéterminé des ressources (technologique, économique) seraient définis et résolus en vue de l'amélioration des résultats. Cependant, il n'y a pas d'action collective sans pouvoir, car s'ils constituent des instruments pour la solution de problèmes, les construits d'action collective sont aussi des contraintes pour ces solutions.

V.1.2. Portée sociologique de l'analyse stratégique sur l'étude

La théorie de l'acteur stratégique, élaborée par M. Crozier et E. Friedberg, nous semble opportune dans la conduite de notre travail qui met en valeur le concept de stratégie. Cette approche conceptuelle montre que les individus ne

sont pas totalement contraints à l'intérieur de l'environnement tant écologique que social dans lequel ils évoluent.

En effet, le phénomène de la construction identitaire par les immigrés tchadiens est appréhendé dans ce travail comme une réaction à la vulnérabilité sociale à laquelle ces derniers sont confrontés. Cette stratégie est sous-tendue par le passage de l'identité individuelle à la construction de l'identité collective dans le cadre associatif. Toute association, pour son fonctionnement, doit obéir à la règle de l'art consistant à sa déclaration à l'autorité de tutelle, laquelle, en vertu du pouvoir qui lui est conféré par la loi, doit ratifier son statut. On se rend compte, en fait, que les associations repérées dans le cadre de notre étude sont reconnues par l'autorité de tutelle comme étant l'œuvre des natifs – Camerounais – alors qu'elles sont l'œuvre des immigrés tchadiens. Cette stratégie vise à éviter les effets de proximité (Y. Grafmeyer, op. cit.) avec la population locale d'une part¹³ et le repérage des étrangers en situation irrégulière par les autorités camerounaises de l'avis de nos enquêtés d'autre part.

Cette stratégie dont la finalité ultime est l'affranchissement des conditions de vie sociales précaires s'érige comme réponse aux contraintes locales n'imprimant pas totalement leur marque sur le vécu de l'immigré tchadien. Ce concept appréhende le social comme un construit des acteurs impliqués dans une action sociale individuelle ou collective rejoignant en cela une démarche qui situe les déterminants causals comme allant principalement de l'individu vers la structure (individualisme méthodologique) et de la structure vers l'individu (structuralisme) ; d'où les postulats suivants :

- toute organisation est un construit et ne constitue en aucun cas à une réponse aux contraintes. Ce sont au contraire les acteurs qui construisent les réponses à ces contraintes ;
- les acteurs sociaux n'acceptent d'être traités comme des moyens au service des buts des organisateurs, chacun ayant ses objectifs propres ;
- l'accent est mis sur le rôle de l'acteur et sur son autonomie ;

¹³ la participation des soldats tchadiens engagés par la France pendant le maquis laisse une mauvaise image du Tchadien dans l'imagerie de certaines catégories sociales de Douala

- les stratégies sont toujours rationnelles, mais d'une rationalité limitée et contingente.

L'analyse stratégique, en dépit de son apport considérable dans le développement de la sociologie compréhensive (M. Weber, 1971), reste assez imprécise sur la façon dont se construisent les règles. Elle met surtout en premier lieu les stratégies des acteurs vis-à-vis des règles d'une part et semble ne faire de l'organisation qu'une entité sociale structurée, formelle, ne laissant aucune chance à la place aux économies du Sud où le secteur informel occupe une place prépondérante. Dès lors, nous considérons comme étant une organisation, tout regroupement d'acteurs sociaux à l'intérieur duquel s'investissent des fonds pour la satisfaction des besoins du collectif qu'ils soient économiques ou sociaux.

Les stratégies individuelles et collectives de survie des immigrants tchadiens, rappelons le, visent à la consolidation et à la construction, car elles s'inscrivent dans le paradigme relationnel ou la théorie du lien social (G. Bajoit, op. cit.). Selon G. Bajoit, le lien social comporte deux dimensions fondamentales : le lien social est à la fois un lien d'identité – tout individu en relation avec un autre est par certains aspects le même que lui – et un lien d'altérité (op. cit.).

Dès lors, l'inscription du phénomène étudié dans le paradigme interprétatif, et donc qualitatif, nous conduit à transcender la posture de l'analyse stratégique pour épouser la posture ethnométhodologique (Harold Garfinkel, 1967) de manière à mettre en relief les pratiques socio-économiques quotidiennes des immigrants tchadiens de Douala à travers, notamment, leurs récits de vie. Car la clandestinité du phénomène migratoire et l'économie informelle dans laquelle émerge notre population d'étude se traduit par des conduites diffuses s'exprimant par la construction d'identité d'intégration aux dépens de l'identité primaire – l'identité d'origine ou de base - .

De ce qui précède, nous convenons que l'analyse et l'intelligibilité d'un tel phénomène nécessite qu'on interroge de l'intérieur le vécu, les non dits des activités pratiquées par les acteurs afin de ressortir la vérité scientifique.

V.2. Perspective ethnométhodologique

En tant que corpus théorique, l'ethnométhodologie, historiquement, s'origine dans la phénoménologie sociale d'Alfred Schütz (1899-1959) et dans l'interactionnisme symbolique d'Erving Goffman (1922-1982). Les travaux de ces auteurs ont considérablement influencé la posture adoptée par H. Garfinkel notamment les recherches menées par A. Schütz.

Après avoir quitté Vienne pour New York où il enseigne à New York School for Social research, A. Schütz est un élève d'Edmond Husserl, il est également influencé par la sociologie compréhensive de M. Weber. Le seul ouvrage publié de son vivant est *La structure intelligible du monde social* (1932). Il s'oppose au behaviorisme alors influent aux Etats-Unis, car il juge la méthode des sciences naturelles inadéquate pour comprendre l'intersubjectivité qui lui paraît essentielle (Madeleine Grawitz, 2001, p.139).

Entre le subjectivisme et l'objectivisme, existe pour lui, une autre voie : « Que signifie le monde social pour l'observateur tel qu'on l'observe dans ce monde et qu'à-t-il voulu signifier pour son agir ? On réintroduit dans la sociologie l'homme trop oublié : " l'acteur dont le faire et le sentir se trouvent au fond de tout système social " » (idem). Inspiré donc par le concept d'idéal weberien, il pense que sans connaître l'acteur lui-même de façon approfondie : « Il suffit pour le comprendre de trouver des motifs typiques, d'acteurs typiques qui expliquent l'acte comme étant lui-même typique et surgissant d'une situation également typique » (ibidem).

Cette approche de Schütz augure des élans afin d'élucider les recherches entreprises par H. Garfinkel dans ce domaine.

V.2.1. Ethnométhodologie d'Harold Garfinkel

Dans la filiation de la phénoménologie sociale schutzienne et de l'interactionnisme symbolique goffmanien, issus de l'école de Chicago, l'ethnométhodologie acquiert ses premières lettres de noblesse avec les travaux de H. Garfinkel (1967) et de A. Cicourel (1964, 1972). Sociologue formé à

Harvard sous la houlette Talcott Parsons et qui a enseigné jusqu'au moment de sa retraite en 1988, à l'université de Californie à Los Angeles.

H. Garfinkel, avait commencé ses études universitaires en 1946 à Harvard, sous la direction de Talcott Parsons qui avait organisé, dans cette université un Département de Sciences Sociales regroupant les enseignants de la Sociologie, de la Psychologie sociale et de l'ethnologie. Entre 1950 et 1952, il a préparé et soutenu sa thèse de doctorat. Dans le temps, il s'initiait à la phénoménologie d'Alfred Schütz de telle sorte qu'on considère parfois ces deux sources, Parsons et Schütz comme étaient à l'origine de l'ethnométhodologie. Après l'obtention du doctorat, à Harvard, en 1952, Garfinkel va enseigner la sociologie à l'Université d'Ohio.

En effet, l'activité de formation et de recrutement du courant ethnométhodologie naissant commence dès 1955, de manière encore informelle, avec l'organisation par Garfinkel, d'un séminaire de maîtrise en collaboration Aaron Cicourel, qui publie un des ouvrages importants de l'ethnologie dès 1964 sous le titre : Méthode et mesure en Sociologie.

De ce qui précède, il importe de rappeler ces travaux effectués sur le terrain qui s'inscrivent dans la logique des recherches entreprises par les auteurs se réclamant de la tradition sociologique de l'école de Chicago. En fait, fondée à la fin du 19ème siècle, l'université de Chicago a donné naissance à une flopée d'« écoles » dans les domaines les plus divers : sociologie, architecture, économie, anthropologie pour ne citer que ces disciplines. L'école sociologique appelée encore l'écologie urbaine a connu son apogée au cours des années 1920-1930 (A. Michel, p.105), autour notamment de Robert E. Park, sous l'impulsion que donna W. Isaac Thomas, dès la Première Guerre mondiale, aux études de sociologie empirique. Animés par l'exigence d'une observation objective de la réalité sociale, les sociologues ont à cœur de produire un savoir qui puisse servir utilement les politiques de contrôle social et de réforme. La tentative de comprendre des changements culturels et sociaux considérables accompagnant la spectaculaire croissance démographique des villes américaines, en l'occurrence, la ville de Chicago, reste l'objet d'étude de prédilection de cette école. Ces études

portant sur les « familles d'immigrants, leurs monographies de quartiers, leurs analyses des phénomènes de délinquance s'articulant à une réflexion théorique sur les processus complexes de désorganisation affectant aussi bien les attitudes et les modes de vie que les espaces urbains eux-mêmes » (idem).

Ainsi, dans le début des années 60, l'école ethnométhodologique reste limitée au petit groupe de ceux qui travaillent autour de Garfinkel et de Cicourel. L'ethnométhodologie devenait ainsi la science de ces procédures, de ces ethnométhodes. C'était, au fond, une manière neuve de présenter l'organigramme d'Alfred Schutz avec la possibilité de passer à l'étude empirique, une approche sociologique nouvelle et qui n'intéressait pas davantage les gens dans la vie courante.

Cette approche s'érige contre la sociologie positiviste en l'occurrence le durkheimisme qui sur-valorise l'objectivité des faits sociaux. Pour le positivisme, en effet, les « *faits sociaux sont des choses* » qu'il convient de les étudier de l'extérieur, objectivement au même titre que les objets d'étude des sciences dites naturelles, en faisant bien entendu abstraction des systèmes de croyances subjectives, d'interférence.

Les études ethnométhodologiques analysent les activités quotidiennes des membres comme des méthodes qui rendent ces mêmes activités visiblement rationnelles et rapportables à toutes les fins pratiques c'est-à-dire descriptibles (accountable), en tant qu'organisation ordinaire des activités de tous les jours. « La réflexivité de ce phénomène est un trait singulier des actions pratiques de la connaissance commune des structures sociales et du raisonnement sociologique pratique (...) Les textes qui suivent cherchent à appréhender les activités pratiques, l'état des choses et le raisonnement sociologique comme des thèmes d'étude empirique. En accordant une attention aux activités les plus banales de la vie quotidienne, attention généralement portée aux événements extraordinaires, ils veulent également contribuer à la connaissance de ces phénomènes en tant que tels.

« L'idée centrale est que les moyens à l'aide desquels les membres produisent et gèrent leurs affaires quotidiennes sont identiques à ceux qu'ils emploient pour rendre compte de ces événements quotidiens. Quand j'évoque le terme accountable, je veux dire les choses suivantes : je veux d'abord signifier observable et rapportable. Autrement dit, les pratiques sont accessibles aux membres de la société dans la mesure où ce sont des pratiques situées que l'on peut regarder et raconter ; je veux dire, également, que de telles pratiques consistent en réalisations labiles, en cours, contingentes » (Michel Lallement, op. cit., p.230).

Les travaux de Garfinkel partent d'une observation sur les délibérations des jurés, œuvre qu'il réalise en 1954 selon Michel Lallement (1994 :229). L'auteur est frappé par la capacité de ces jurés non spécialistes du droit à mettre en œuvre une méthode d'évaluation afin de juger des pièces, arguments, explications ...échangés et présentés dans le cadre du procès. Il met l'accent particulier sur la capacité des jurés à travailler en puisant dans un stock de savoirs, de pratiques évaluatives, qui relèvent d'un sens commun (idem). Sensible au rôle déterminant de ce sens commun que partagent les membres d'un groupe, H. Garfinkel oriente son attention vers l'étude des raisonnements pratiques mis en œuvre en permanence par les individus pour vivre dans le monde social (ibidem). Dès lors, l'ethnométhodologie apparaît comme la science des ethnométhodes ; ethno suggérant qu'un ensemble dispose du savoir de sens commun de sa société (op. cit., p.231). En d'autres termes, l'ethnométhodologie cherche à produire, à travers les enquêtes de terrain, les raisonnements sociologiques pratiques et vécus quotidiennement par les acteurs individuels et collectifs.

V.2.2. Portée sociologique de l'ethnométhodologie sur l'étude.

Pour Garfinkel, les pratiques sociales sont des constructions, des formes d'accomplissements pratiques de ses membres, car le social est un processus : il est le fruit de l'activité permanente des membres de la société. Ces formations sociales, renchérit le Professeur Valentin Nga Ndong, « loin de subir les faits

sociaux, participent plutôt, comme sujets et non comme objets, à travers les pratiques et les interactions de la vie quotidienne, à la production, à la reproduction, à l'approbation, à la transformation, à l'invention des formes sociales » (V. Nga Ndong, 2003 :40). Les études ethnométhodologiques analysent les activités quotidiennes des membres comme des méthodes rendant ces mêmes activités visiblement rationnelles et rapportables à toutes fins pratiques c'est-à-dire descriptibles (accountable) en tant qu'organisation ordinaire des activités de tous les jours.

Ainsi, le concept de « accountability » (racontabilité) paraît opportun dans l'étude que nous menons, en ce sens que la construction des identités dans une logique d'action collective de survie ne saurait être rendue intelligible qu'à la faveur d'une prise en compte de la capacité, du sens et des représentations que les acteurs concernés attribuent à leurs pratiques, à leur vécu quotidien, les conditions sociales qui les ont fait naître. En effet, l'émergence d'un nouvel ordre social – création des associations d'utilité économique et sociale – est une construction intelligible et intentionnelle des formations sociales ayant été victimes de vulnérabilité sociale. Car les activités économiques naguère pratiquées de façon esseulée, hors du cadre associatif, où les liens sociaux étaient faibles (M. Granovetter, 2000) n'ont pas pu aider à la résolution des problèmes auxquels ces formations sociales sont confrontées dans leur vécu quotidien.

Outre l'importance de ce concept de « accountability » qui analyse cette situation en restituant le quotidien, le vécu, les trajectoires sociales des acteurs dans une double dimension à la fois longitudinale et transversale d'une part, il offre également un cadre interprétatif d'envergure qui privilégie l'approche compréhensive et donc qualitative d'autre part.

En somme, le présent chapitre a consisté à la mise en relief de la démarche méthodologique de l'étude. Dans cette perspective, il nous a permis de procéder à la clarification de nos concepts : construction identitaire, stratégies de survie, à la mobilisation d'une flopée et d'une kyrielle de littératures portant sur la construction des identités et sur les stratégies d'acteurs.

Outre la revue littéraire, il a mis au grand jour deux postures théoriques nous ayant guidé dans la conduite de la recherche en problématisant le sujet et en proposant les hypothèses de travail.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DEUXIEME PARTIE
PRESENTATION DES RESULTATS ET ANALYSE DES
IMPLICATIONS SOCIOLOGIQUES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La deuxième partie de notre travail se structure autour de deux chapitres. Ainsi, le troisième chapitre s'attellera à la présentation de la typologie des immigrés tchadiens à Douala. Il tentera, par ailleurs, de la mise en œuvre du vécu quotidien de ces formations sociales, des logiques sociales ayant accompagné la construction des identités sociales à travers les associations tontinières.

Le quatrième chapitre, quant à lui, à travers les récits de vie, procèdera à la présentation des principaux résultats de nos données en ressortant les logiques d'engagement des acteurs dans ces associations. Toujours dans le chapitre quatrième, seront mises en évidence, la perception, les représentations et les perspectives d'avenir construites par les acteurs oscillant entre identité de passage et identité durable.

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

CHAPITRE III
TYPOLOGIE DES IMMIGRES TCHADIENS A DOUALA

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Au lendemain des indépendances africaines, on assiste à une recrudescence des conflits armés, des guerres civiles accompagnées par des graves violations des droits de l'homme dans une Afrique à tendance monolithique, une situation qui ne s'est guère améliorée en dépit de la nouvelle donne politique inhérente à la démocratie. Le continent africain préoccupe par l'ampleur et l'intensification des conflits et des violations qui y émergent, sapant de ce fait toutes les perspectives de développement des nations en pleine construction. Comme on pouvait s'y attendre, ces conflits – interne ou externe – intensifient la mobilité des personnes et surtout « *la proportion des demandeurs d'asile dans certains pays relativement stables comme le Cameroun* » (Honoré Mimche, 2003). Aux demandeurs d'asile ou tout simplement d'immigration issus des mouvements d'indépendance, ce sont greffés d'autres, produits par les dictatures, l'intolérance, les rivalités ethnique, religieuse, tribale et les « *effets pervers* » (Raymond Boudon, 1979) subséquents à l'entame du processus démocratique. Cette situation sociopolitique particulièrement atroce a contraint et propulsé nombre de personnes hors de leur pays. Situation qui ne s'est peu ou prou bonifiée jusqu'à nos jours.

Bien plus, à cette forme d'immigration qui s'appréhende en terme de quête de sécurité physique, s'ajoutent d'autres formes d'immigration obéissant à des conditionnalités d'ordre économique et académique. L'immigration économique est le processus par lequel, l'acteur social quitte sa société d'origine pour chercher de l'emploi dans une autre. Tandis que l'immigration académique ou estudiantine est l'œuvre des étudiants en quête d'institutions de formation tant universitaire que professionnelle.

Ainsi, dans le processus de notre recherche heuristique, avons-nous identifié quatre types d'immigrés tchadiens à Douala à savoir les immigrés réfugiés, aventuriers, étudiants et demandeurs d'emploi.

Tableau 1. Typologie d'immigrés tchadiens à Douala

Type	1	2	3	4
Immigrés	Réfugiés	Aventuriers	Etudiants	Demandeur d'emploi

Source : notre enquête

Mode de lecture : par ligne

I.1. Immigrés réfugiés

Les récurrents conflits qu'a connus le Tchad après les indépendances a provoqué un flux migratoire considérable de certaines couches sociales de la population vers les pays limitrophes notamment le Cameroun et dont la ville de Douala constitue le champ de l'étude. De la guerre civile de 1979 à celle de 1984 en passant par la guerre de 1982, on assiste à une débandade de la population craignant les atrocités de ces conflits et se trouvant refuge au Cameroun. De nombreuses études ont révélé cette trajectoire migratoire de la population tchadienne en montrant l'impact sociologique qu'elle suscite au sein de la communauté camerounaise.

Pour H. Mimche, (op.cit), entre 1979 et la décennie 1990, la partie septentrionale est à nouveau sous le choc avec l'arrivée de plus de 100000 réfugiés tchadiens fuyant la guerre civile, ce qui permet au Gouvernement de signer un accord de siège au HCR en 1982. Selon I. Saibou (1997) en effet, la guerre civile qui a duré plus de vingt ans au Tchad avait provoqué l'exode d'environ deux cent mille réfugiés au Cameroun. A ce jour, souligne l'auteur, une grande partie des réfugiés est rentrée tandis qu'une autre s'est installée définitivement.

L'étude menée dans ce travail s'intéresse donc à cette communauté migrante dont l'installation est quasi définitive et interroge la dynamique de ces acteurs dans la construction identitaire dans une logique d'action collective de survie. Les immigrants faisant l'objet de cette étude sont confrontés à des problèmes de survie. Le fait de quitter son pays pour trouver refuge dans un autre pour des raisons sécuritaires est une chose, réussir l'intégration en est une

autre. Voilà pourquoi la construction identitaire dans une logique d'action collective sous-tendue par les associations tontinières constitue un moyen efficace pour la satisfaction des besoins d'utilité économique d'une part et une fonction d'utilité sociale d'autre part.

I. 2. Immigrés aventuriers

Dans cette catégorie d'immigrés, nous rencontrons les jeunes en quête de découvrir Douala d'une part et ceux qui se sont échappés aux contraintes sociales d'autre part. S'agissant des premiers, il faut noter que depuis la colonisation jusqu'aux indépendances africaines, la ville a été toujours présentée comme un eldorado dans l'imagerie populaire. Cette représentation subjective par les acteurs sociaux de l'urbain provoque un flux migratoire des jeunes tchadiens vers les centres urbains camerounais en l'occurrence la ville de Douala. Mais entre représentation et réalité quotidienne, se dissimulent les réalités urbaines sous-tendues par la précarité des conditions de vie sociales, le déséquilibre entre l'offre et la demande, l'inemploi tous azimuts. Comme réponse à cette précarité, les jeunes ruraux, par l'entremise de certains ressortissants de leur pays d'origine et du capital social dont ils disposent, se construisent des réseaux d'intégration à travers les relations quotidiennes pour sortir la tête hors de l'eau.

Le concept de l'urbain occupe une place centrale en sociologie urbaine. Henri Lefebvre (1968) la définit comme « *L'analyse scientifique des faits sociaux qui caractérisent les processus d'urbanisation aussi bien dans les pays développés que ceux dits en développement* ». Et Y. Grafmeyer (1998) de renchérir que la sociologie urbaine étudie la juxtaposition et la combinaison des divers aspects de la vie sociale qui se déploie dans les lieux et contextes d'interaction plus ou moins répétés.

La deuxième catégorie d'immigrés aventuriers se recrute parmi ceux ayant commis des actes délictueux (vol, assassinat, viol, etc.) bref, toutes les formes de déviances susceptibles de répréhension. Certains d'entre eux repartent dans leur pays quelques années ou mois après, pendant que d'autres s'installent de façon définitive au prorata et du degré de la faute commise. Si les raisons

d'immigration de cette dernière catégorie n'est pas le même que la catégorie ci-dessus évoquée, il n'en demeure pas moins que l'une et l'autre soient confrontées aux réalités urbaines, mais avec des arguments et des moyens distincts de les résoudre.

I. 3. Immigrés étudiants

Il s'agit d'une immigration à caractère culturel. Elle est le fait d'élèves, d'étudiants et de stagiaires en quête d'institutions de formation académique et/ou professionnelle en adéquation avec leurs moyens et leurs besoins (H. Yambene Bomono, op. cit.). L'inadéquation entre les structures éducatives d'enseignement tant universitaires que professionnelles et les jeunes tchadiens à se former a provoqué un flux migratoire des jeunes vers le Cameroun. De Ngaoundéré à Douala en passant par Yaoundé, l'on note une présence massive des jeunes tchadiens dans les institutions d'enseignement supérieur. On peut citer pour l'illustration de nos propos l'Université de Douala, l'ESSEC, l'IUT, l'ESG, l'ISTA, la liste n'étant évidemment pas exhaustive (voir tableau2).

Tableau 2 : Répartition des étudiants tchadiens dans les institutions de formation à Douala, année académique 2006-2007

Institutions	Université de Douala					ESG	IST	ISMA	IPD	Autres	Total
	FSJP	FSGA	FLSH	FS	ESSEC						
Nombre	6	18	10	5	6	11	8	3	2	17	86

Source : notre enquête sur le terrain

Ce flux migratoire à la recherche du savoir témoigne du mépris de l'Etat tchadien à encourager le secteur d'éducation au profit de son rôle traditionnel sous-tendu par les dépenses militaires. A en croire les sources de PNUD de 1991, le Tchad consacré 06% de son PNB aux dépenses militaires contre 0,6% à celles de la santé (A. N'Detibaye et S. Pabame, 2003). Un pourcentage qui aurait certainement évolué au regard de la recrudescence des conflits politico-militaires enregistrés aujourd'hui au Tchad. L'éducation, clé de voûte de réussite sociale, constitue un enjeu pour les jeunes tchadiens, lesquels trouvent dans les villes

camerounaises d'une part et la ville de Douala d'autre part, le champ d'une construction de carrière ayant fait défaut chez eux. Notons à toute fin utile que la majeure partie de ces étudiants ne poursuit son cursus académique que grâce aux bourses familiales.

Toutefois, leur présence dans ces institutions sus-évoquées n'est pas toujours exempte des difficultés sociales. En effet, certains d'entre eux ne bénéficient pas toujours de l'aide constante de leurs parents pour une vie socialement et académiquement équilibré. Sont construites au regard des difficultés rencontrées, des stratégies de survie à travers les activités qu'ils mènent, lesquelles leur permettent de se constituer en association tontinière avec le reste d'immigrés ci-dessus cités ayant une double utilité : l'utilité économique et l'utile sociale.

I.4. Immigrés demandeurs d'emploi

Les crises économiques enregistrées en Afrique subsaharienne depuis le début des années 1980, suite à la mauvaise gestion des ressources par les Etats africains et leurs « appareils idéologiques », ont provoqué la mobilité des acteurs sociaux à la recherche d'un mieux être social dont les trajectoires varient d'un pays à un autre et d'un continent à un autre. Se produit alors le phénomène de chômage qui s'est durablement installé engendrant ainsi des réactions et des attitudes divergentes des formations sociales. Certains construisent leur avenir dans les pays du Nord, d'autres par contre se déplacent dans un rayon assez réduit dans les pays du Sud dont ils sont ressortissants. C'est à cette catégorie qu'il s'agit dans cette recherche qui est une tentative d'appréhension des dynamiques migratoires en Afrique centrale.

L'immigration économique sous-régionale tend à ressembler à celle constatée de nos jours en direction de l'Europe à travers le désert du Sahara, migration entretenue par les jeunes africains déçus par leurs Etats respectifs. Dans cette perspective, écoutons avec profit, ces propos de H. Yamene Bomono : « *Acculées par la misère, le chômage et motivées par le souci d'améliorer leur bien être matériel, des populations émigrent généralement vers*

des régions ou des pays abritant les grands projets économiques nécessitant de ce fait une main-d'œuvre abondante » (op.cit). Dans cette catégorie d'immigrés, l'on rencontre ceux titulaires d'un parchemin professionnel d'une part et ceux dont l'envie de trouver un emploi à Douala présente à leurs yeux un acquis voire une évidence. La première catégorie renvoie aux titulaires de diplôme de techniciens, les chauffeurs ou tout autre parchemin ouvrant les portes à un emploi. Tandis que la seconde, s'apparentant à la catégorie des aventuriers, a quand bien même l'espoir de trouver un emploi rémunérateur.

Toutes ces quatre catégories ainsi présentées dans cette étude sont confrontées aux réalités socioéconomiques endogènes contrastant donc avec les représentations qu'ils avaient de leur ville d'accueil : la ville de Douala. Les logiques ayant sous-tendues leurs volontés, leurs motivations dans ces trajectoires migratoires ne sont pas les mêmes certes, mais les résultats sont quasi identiques : l'inadéquation entre l'offre et la demande à laquelle elles sont exposées. Cette vulnérabilité socioéconomique aura contribué à la construction identitaire dans une logique d'action collective qui passe par la mise sur pied des associations, ayant pour objectif la constitution des caisses d'épargne qui doit aider à la résolution des besoins tant économique que social.

Les données démographiques relatives au nombre d'immigrés tchadiens vivant à Douala s'avèrent inexistantes. Pour avoir ces données, nous nous sommes rendus auprès de l'Ambassade du Tchad à Yaoundé. Selon les services statistiques de l'Ambassade, aucun recensement officiel ne s'est effectué en vue d'enregistrer tous les Tchadiens résidant au Cameroun en général et ceux de Douala en particulier. Face à cette difficulté d'obtention des données statistiques, nous nous sommes rendus auprès du Chef de colonie tchadienne de Douala en vue d'entrer en possession des données statistiques y afférentes. Le tableau suivant en fait un bref écho.

Tableau 3. Distribution en genre des immigrés tchadiens à Douala

Effectifs	Hommes	Femmes	Total
Année			
2001	2567	2445	5012
2006	3529	2553	6082

Source : Données recueillies auprès du Chef de colonie tchadienne de Douala

Mode de lecture : par ligne

Toutefois, ces présentes données statistiques sont très loin de fournir les informations suffisantes concernant le nombre exact d'immigrés tchadiens à Douala. Pour preuve, ces données obtenues auprès du Chef de colonie sont des données essentiellement et fondamentalement politiques. Elles concernent les Tchadiens à l'âge de voter (18 ans et plus) lors des deux dernières élections présidentielles du Tchad. Il s'agit des élections présidentielles de 2001 et celles de 2006.

En 2001, les Tchadiens vivant à Douala à l'âge d'accomplir leur devoir civique étaient au nombre de 5012 dont 2567 hommes et 2445 femmes contre 6082 en 2006 dont 3529 hommes et 2553 femmes, selon les sources obtenues auprès du Chef de colonie. Précisons que ces chiffres concernent tous les Tchadiens vivant dans le Littoral. L'impertinence de ces statistiques conduit à faire quelques remarques afin de ressortir le caractère informel et clandestin de cette forme de migration. Ces chiffres font abstraction et se sont établis dans l'indifférence et l'ignorance absolues d'une grande partie des couches sociales constituant cette communauté migrante. Les enfants âgés de 0 à 17 ne sont pas pris en compte. Pourtant, leur prise en considération aurait permis la connaissance approximative de ces formations sociales. Deuxièmement, rien n'autorise à croire que tous les Tchadiens à l'âge de voter se sont effectivement fait enregistrer lors de ces dernières échéances électorales.

En effet, les irrégularités constatées et tant décriées pendant des élections, lesquelles devenues monnaie courante dans les pays africains en général et ceux

d'Afrique subsaharienne en particulier, créent, chez certains observateurs bien avertis, en l'occurrence les électeurs, notamment ceux de l'opposition, des sentiments de déception et de révolte. Certains sont généralement favorables à la politique d'abstention. Par ailleurs, le refus d'une grande partie de l'opposition démocratique tchadienne à se présenter aux élections de 2006 dans les conditions démocratiques qu'elle estime entachées d'irrégularité sous toutes ses formes, a conduit à un grand taux d'abstention des électeurs aussi bien du pays que ceux vivant à l'étranger.

Très attentifs aux instructions données par l'action conjointe des principaux opposants politiques (FAR, UNDR, UDR, etc.) et les Associations civiles (ATDH) notamment, les militants de ces partis politiques ont exprimé leur ras-le bol en s'abstenant d'exprimer leur devoir civique. Ce phénomène d'abstention était très suivi ici à Douala, surtout, lors des élections présidentielles de 2006. Le seul représentant des différents partis politiques s'étant présenté à ces élections était du parti au pouvoir, le MPS (Mouvement Patriotique du Salut) d'Idriss Deby Itno. Il s'agit bien entendu du Chef de colonie tchadienne de Douala. On est enclin à dire que sa fonction de Chef de colonie se confond à celle du représentant du parti MPS. Comment pourrait-il défendre les intérêts de ses compatriotes résidant à Douala en agissant au nom de son pays et en même temps prendre la défense du parti dont il est l'incarnation ? Nous vivons dans une société où le cumul et la confusion des fonctions est traditionnellement la « *chose la mieux partagée* » pour emprunter au philosophe français, René Descartes (1987).

Hormis les situations sus-évoquées constituant un handicap majeur dans la maîtrise et la connaissance exactes du nombre d'immigrés tchadiens vivant à Douala, il convient à présent de s'interroger sur la nature même de cette forme d'immigration qui se confond à l'informel. La plupart des Tchadiens se retrouvant sur le territoire camerounais, en l'occurrence, ceux de Douala, ont connu un processus migratoire clandestin. Ces formations sociales vivent dans la méfiance la plus inconditionnelle et éprouvent d'énormes difficultés à s'intéresser à tout ce qui leur rappelle leur pays d'origine, susceptible de mettre à

nu leur identité, déjà mise à rude épreuve au nom de leurs intérêts, de leur survie. Dans cette perspective, aucune surprise ne saurait être attendue lorsque de nombreux Tchadiens, pour assurer leur survie, sont favorables à la politique de la naturalisation.

Les immigrés tchadiens se rencontrent aussi bien dans les campagnes que dans les villes camerounaises. En campagnes, ils sont présents dans les plantations de coton et dans les champs de cultures vivrières. En ville, ils évoluent dans les activités relevant de l'informel à savoir le gardiennage – secteur dans lequel évoluent les hommes, la vente des arachides – domaine réservé aux femmes -, la vente de fripes, travail au niveau de restaurant – pour les deux sexes -, pour ne citer que celles là. Cette présence massive des immigrés tchadiens sur sol camerounais fait dire à Issac Djingaotoudji, le Chef de colonie tchadienne à Yaoundé

Ici, nous sommes nombreux, très nombreux. Dans toutes les villes, dans tous les villages du Cameroun, on a deux chances sur quatre de rencontrer un Tchadien (...) Et nous constituons une main d'œuvre quasi gratuite dans les chantiers de construction, dans les ports, sur le réseau ferroviaire... (Bétoubam Mbainaye, 2004).

En dépit de cette entrée massive au Cameroun tant décriée, il n'existe aucune statistique fiable pouvant contribuer à quantifier l'exactitude du nombre de ces immigrés. Se pose ainsi, le problème de contrôle et d'intégration des populations de la sous-région, Afrique centrale où l'entrée clandestine dans les six Etats est monnaie courante.

II. Logiques sociales de la construction des identités

L'instabilité socio-politique et économique à laquelle sont confrontées certaines couches sociales de la population tchadienne se traduit par un départ massif de certaines personnes en direction du Cameroun, la ville de Douala en est le prototype. Si les conditionnalités de départ sont plus ou moins identiques, les résultats ne sont cependant pas identiques.

II.1. Vulnérabilité sociale

Le concept de vulnérabilité sociale renvoie à un mode de vie marquée par la précarité et l'incertitude. Les crises économiques qui ont frappé les pays africains, au sud du Sahara, d'une part et le Cameroun, et dont la ville de Douala en est une parfaite illustration, d'autre part, ont plus que jamais marqué leur estampille sur le vécu des populations les plus vulnérables, en l'occurrence, les immigrés tchadiens. Cette vulnérabilité sociale se manifeste à plusieurs niveaux et présente les réalités multiformes : promiscuité, couverture sanitaire précaire, difficultés inhérentes aux charges éducatives.

Dans cette perspective, une certaine comparaison est établie entre les charges sanitaire et éducative respectivement dans les deux pays, montrant ainsi la cherté des charges sanitaire et éducative plus élevées au Cameroun. Les deux tableaux ci-dessous montrent le déséquilibre des charges sanitaire et éducative entre le Tchad et le Cameroun. Ce d'autant plus que les ménages ayant beaucoup d'enfants éprouvent de réelles difficultés pour la satisfaction de ces charges sociales.

Tableau 4. Répartition des charges sanitaires primaires au Tchad et au Cameroun

Pays	Tchad		Cameroun	
Charges sanitaires	Dispensaire	750frs	Dispensaire	1200frs
	Hôpital	2000frs	Hôpital	3000frs

Source : notre enquête

Mode de lecture : par ligne

Tableau 5. Répartition des charges éducatives entre le Tchad et le Cameroun

Pays	Tchad		Cameroun	
Charges éducatives	Primaire	1200f	Primaire	3500frs
	Secondaire	3500frs	Secondaire	30000frs
	Supérieur	18000frs	Supérieur	50.000frs

Source : notre enquête

Mode de lecture : par ligne

C'est autour de ce climat social délétère que les formations sociales victimes de cette précarité ont manifesté un engouement et un désir certain de constituer un pôle de sociabilité pouvant leur tendre la perche afin de s'affranchir et de rompre avec le spectre de la pauvreté ambiante.

Cette vulnérabilité inhérente aux logiques sociales endogènes est porteuse de dynamiques, d'action collective dont le caractère téléologique est la résolution pratique des problèmes sociaux auxquels cette communauté migrante est quotidiennement confrontée. Toutefois, il importe d'ores et déjà de s'interroger sur les voies de sortie en regard de la prévalence et de l'endémicité de l'inemploi toujours présent dans ce milieu urbain.

II.2. Contexte socioéconomique sous l'emprise de l'inemploi

Considéré comme le dénominateur commun, quasi identique dans les urbanités africaines, au sud du Sahara, le chômage demeure un questionnement permanent, car constituant un des faits majeurs expliquant le sous-développement de cette partie du continent noir. La situation socioéconomique de Douala fait d'elle, une ville « aspirante ». Ainsi, ne cesse-t-elle d'exercer un attrait prépondérant sur les immigrés tchadiens, victimes des atrocités, des effets induits des crises politico-militaires couplées de l'exclusion sociale. Or, l'inadéquation entre l'offre et la demande plonge ces derniers dans un état de désespoir, contribuant ainsi à l'aggravation de la précarité sociale. La ville de Douala, considérée au départ comme un eldorado, présente un autre visage se traduisant par la cherté de la vie sociale généralisée. Les témoignages recueillis auprès de nos informateurs sont révélateurs comme le confirme l'un d'entre eux :

Quand je suis arrivé à Douala vers les 1980, je n'avais pas eu de difficultés ni à vivre ni à trouver de l'emploi. La ville offrait de travail à celui qui cherche à travailler. Ceux qui ne travaillaient étaient simplement des paresseux. Maintenant, la situation a complètement changé. Trouver de l'emploi maintenant, c'est vraiment un combat. Je n'arrive plus à subvenir aux besoins de ma famille puisque je suis au chômage depuis deux ans. Le petit job que je fais est aléatoire et ne permet pas d'être vraiment autonome.

L'endémicité de la crise économique, du chômage conduit à un questionnement du mode de vie de ces formations sociales, lesquelles expriment leur volonté de s'unir pour affronter collectivement les problèmes de chômage auxquels elles sont régulièrement confrontées. C'est ainsi que naissent les premières tentatives de regroupement ayant inspiré la création des associations dites familiales. La mauvaise gestion de ces associations dites familiales sonna le glas de celles-ci. Néanmoins, l'interrogation demeure dans les esprits d'autant plus que la vulnérabilité sociale va crescendo. Deux éléments fondamentaux expliquent cette préoccupation comme le confirme un informateur :

J'ai 45 ans ; je suis immigré réfugié. Au moment où je suis venu à Douala, mon statut de réfugié m'a permis de vivre en toute quiétude. L'Etat tchadien, y compris l'Etat camerounais, par l'entremise du HCR, nous reconnaissent ce statut de réfugié. Mais depuis quelques années, l'Etat camerounais nous menace d'expulsion. C'est pourquoi nous, immigrés tchadiens vivant à Douala, avons décidé de créer une association pour faire entendre notre voix, de nous entraider, car une vie solitaire est souvent très difficile.

C'est dans cette situation tumultueuse qu'apparaît la construction identitaire à l'image des associations, génératrices de revenus au rang desquelles nous retenons, pour notre étude, AFULOC (Association des Frères Unis du Logone et Chari), ASCULA (Association Socio-culturelle des Laka) et ARGN (Association des Ressortissants du Grand Nord).

III. Construction identitaire à l'image des associations tontinières

S'inscrivant dans la logique de précarité sociale devenue endémique, dans une Afrique en proie aux systèmes d'inégalités sociales multiformes, les associations tontinières, du point de vue sociologique, sont des ripostes des communautés qui structurent les relations humaines afin de contrecarrer la pauvreté ambiante.

Situant les organisations tontinières dans une perspective de crise, Ekomo (op. cit, p. 356) relève quatre types de tontines dans une perspective longitudinale. Le tableau ci-dessous présente cette évolution.

Tableau 6- L'évolution des tontines

Stade	Type de tontine	Outils valorisés	Organisation sociale	Nature et lien social
I	Tontine de travail (service)	-Epargne collective de la force du travail -Optimisation de la main-d'œuvre	-Société traditionnelle à la forte structure communautaire et faible mécanisation des outils -Structuration d'une chaîne de solidarité fondée sur la famille étendue dominée par le patriarche -Investissements naturels des services (entraide)	Liens de grégarité forts
II	Tontine de nature I	-Epargne du travail en arrière plan -Placements et épargne des ressources naturelles diversifiées -Produits agro-pastoraux	-Société traditionnelle à forte structure communautaire -Structure d'une chaîne de solidarité fondée sur la famille nucléaire -Investissements naturels des produits de la nature : entraide	Liens de grégarité faibles

Ce schéma que dresse l'auteur renseigne sur l'évolution et la construction des identités tontinières dans une perspective longitudinale voire transversale, lequel schéma mérite une interprétation pour la meilleure intelligibilité de ces quatre types de tontines.

Ainsi, dans le stade I, la collectivité humaine est une tontine de travail manuel fondé sur le positionnement des services et l'épargne collective de la force de travail dans un système productif. Ce système productif peut fluctuer d'une aire culturelle à une autre. En d'autres termes, il peut être agraire ou marchand, au prorata de la taille des unités familiales et de la collectivité. L'exécution des travaux se fait d'une manière rotative, la proportion des superficies cultivées est mesurée de façon à garantir l'équité dans le travail. Sont assurées par l'hôte qui reçoit la sécurité des membres et les modalités pratiques de réception : boisson, nourriture, etc.

Bien plus, pour l'accroissement du rendement, les familles sont conviées à considérer dans leur intérêt, l'agrégation des forces de travail et mettent ensemble, sur la base d'un calendrier des activités, une main-d'œuvre collective et sexuée avec, d'une part les hommes, d'autre part les femmes, travaillant ensemble. Cette forme d'organisation collective, dans un processus productif permet aux adhérents de transcender l'isolationnisme dans la multiplicité des activités à savoir construction des maisons, création des plantations, pêche collective. Comme organisation sociale, des mesures sont adoptées par les membres dans l'optique de remédier aux dérapages des membres. En d'autres termes, les services sont garantis par les normes de la réciprocité des échanges, le manquement au devoir étant sanctionné par une justice punitive : suspension temporaire ou exclusion définitive du collectif.

Comme le montre le tableau ci-dessus, le lien social repose sur des liens de grégarité forts, en ceci que la fonction sociologique de telles pratiques est le maintien d'une solidarité mécanique de type durkheimien dont le soutien, l'entraide, la complémentarité des échanges, la fortification des réseaux de sociabilité, avec en premier chef, l'optimisation de la main-d'œuvre se rependant ainsi dans toutes les sociétés en mutation et en transformation constantes.

Du stade I, on passe au stade deuxième avec une cumulativité des échanges : l'épargne de la force de travail reste en survie, mais les placements des produits des ressources naturelles, en l'occurrence les produits agropastoraux, montent en puissance. Dans ce présent stade, le lien social en vigueur repose sur les liens de grégarité faibles, car la prégnance communautaire s'amenuise progressivement au profit de la cellule familiale. Autrement dit, la famille élargie (étendue) dominée par le patriarche s'effrite à la faveur de la famille nucléaire, elle-même sous la férule de l'époux.

En dépit de l'existence de la polygamie, la famille acquiert davantage d'autonomie et peut, par ailleurs, s'engager dans une tontine différente de celle de son époux. Dans la même logique que le précédent, les échanges sont construits sur le mode sexué. Dès lors, on se rend à l'évidence que les hommes s'échangent des produits valorisant leurs positions sociales d'un côté et les

femmes de l'autre côté, suivant les aires culturelles et d'une période à une autre, le tout dans un processus dynamique. Voilà pourquoi on trouve plusieurs types et dénomination de tontines correspondant à ce stade : « tontine de céréales », « tontine de tubercule », « tontine d'huile », « tontine de poisson », « tontine de volailles », la liste n'étant pas exhaustive.

Tous ces placements ont un caractère téléologique pour les membres individuel et collectif : organisation des fêtes, préparation de cérémonies funéraires, amélioration de l'habitat, réalisation d'un projet de développement. Dans ces deux stades, on remarque une forte prégnance des modes sociaux traditionnels. D'un côté, il s'agit d'offrir sa force physique, tandis que de l'autre côté, on offre des biens en nature. Néanmoins, les procédures de calcul sont plus explicites au stade II qu'au stade I, car rendues facile à la faveur de la quantification. On assiste donc à une répartition équitable des biens en nature offerts.

Les deux formes de tontines sus-mentionnées font florès en se sens que l'utilisation crique des méthodes participatives ont favorisé une grande éclosion des aspirations individuelle et collective (C. Ekomo Engolo, op. cit.). De l'Afrique occidentale (Mali, Burkina Faso, Niger, Nigeria) à l'Afrique centrale (Congo, Zaïre, Burundi, Rwanda), de centaines d'exemples d'exploitations agropastorales sont faites sur le phénomène des tontines de nature : octrois et remboursements des dettes des produits agricoles ou de têtes de bétail dans des coopératives informelles (Wengue, 2004).

Le troisième stade prend une forme beaucoup plus moderne avec la monétarisation de l'économie dans les pays du Sud, où la monnaie devient le principal moyen d'échange. Les sociétés modernes s'en approprient à la faveur du développement des entités urbaines, de l'individualiste utilitariste et par la prédominance des institutions publiques, de la bureaucratie, fondées sur les principes de la formalité et de la légalité. Toutefois, avec l'endémicité de la crise économique constatée depuis belle lurette dans les sociétés africaines, l'Etat a entraîné les institutions bancaires à la faillite.

Néanmoins, notons à toute fin utile que dans ce stade, les systèmes d'échanges et de solidarité fonctionnent dans l'informel total, de sorte que le lien social en émergence est fondé sur des liens d'altérité faibles. Avec la montée en puissance du chômage et de l'inemploi, la crise économique a dégradé le capital de confiance des institutions inhérentes à la puissance publique. Le désintérêt pour les banques a conduit de nombreux opérateurs économiques à fréquenter avec engouement les circuits financiers informels dont les services sont rapides et directs.

Les rapports des institutions de Bretton Woods sur les économies subsahariennes sont alarmistes et montrent que les deux tiers des ressources financières continuent d'être gérés dans l'informel tontines. De la sorte, les tontines permettent le financement des projets de développement, des micro entreprises et inspirent des normes de conduites économiques à leurs membres.

Enfin, dans le quatrième stade, on note une forte prégnance de l'individualisation des comportements d'échanges. L'argent demeure une valeur centrale de l'échange comme au stade III. Ici, la tontine est fondée, non plus sur la forte pression groupale (stades 1 et 2), mais sur une démarche volontaire de l'individu en quête de bien être économique et de la solidarité sociale.

La particularité de ce stade réside dans le caractère sémi-informel des échanges avec l'introduction des formes d'organisation bureaucratique. La solidarité contractuelle est renforcée dans certains types d'échanges, en l'occurrence, ceux qui augurent les contrats avec les institutions publiques. Ainsi, la tontine repose-t-elle sur les liens d'altérité forts (C. Engolo Ekomo, G. Bajoit, op. cit.).

En corrélation à notre étude, le stade III (tontine financière avec système informel total) fournit des éléments et des concepts pertinents pour l'analyse et l'interprétation de nos données. Les informateurs interrogés sur le terrain appartiennent respectivement à trois principales associations à savoir AFULOC, ASCULA et ARGN.

III.1. Présentation de nos unités d'enquête

La présentation qui suit met en exergue trois types d'associations tontinières auxquels appartiennent nos informateurs.

Tableau 7. Distribution des tontines répertoriées

Type de tontine	Dénomination	Nature
Tontine financier	AFULOC	Epargne financière collective
Tontine financier	ASCULA	Epargne financière collective
Tontine financier et en nature	ARGN	Epargne financière collective et matérielle

Source : notre enquête

Mode de lecture : par ligne

Le tableau ci-dessus présente les trois unités d'enquête de notre échantillonnage. Les deux premières tontines (AFULOC et ASCULA) développent en leur sein les épargnes de type financier. Elles valorisent l'investissement financier des adhérents qui s'appuie sur un mode de retrait présenté sous deux formes : la première, l'Association Rotative d'Epargne et de Crédit (AREC) – encore appelée djanggi, la seconde dénommée Association Cumulative d'Epargne et de Crédit (ECEC) par Bouman (1995) que cite Léonard Tchuidjo (2002 :41). En effet, ces deux formes d'association d'épargne se différencient fondamentalement dans la mesure où dans l'AREC, aussitôt que l'épargne est collectée, elle est allouée à l'un des adhérents ou de participants, de façon rotative. Le cycle prend fin dès que tous les participants seront entrés en possession de leur dû. Alors que dans l'ACEC, l'épargne est accumulée sur une certaine période selon les clauses signées en commun accord avec tous les adhérents. A la fin de la période déterminée, l'épargne est redistribuée aux participants. Précisons, toutefois, à toute fin utile que ces deux formes d'épargne sont quelquefois combinées au sein d'une même association.

Les trois associations répertoriées dans le cadre de notre étude ont des atomes crochus avec ces deux formes d'épargne sus-mentionnées. L'AFULOC fonctionne sur le modèle de l'AREC tandis que l'ASCULA obéit au modèle de l'ACEC. De son côté, l'ARGN englobe les deux formes d'épargne avec plusieurs type de cotisation. Le tableau suivant présente les différents types de cotisation dans les trois associations, objet de notre étude.

Tableau 8. Type de cotisation et de mode de retrait

Association	Type de cotisation	Type de retrait
AFULOC	- 3000frs/bihebdomadaire	- Retrait rotatif (AREC)
	- 20000frs/mois	- Retrait rotatif (AREC)
	- 1000frs/ mois	-Consacration à la caisse noire
ASCULA	- 3000frs/mois étudiants	- Retrait cumulatif (ACEC)
	- 6000frs/mois statut inf.	- Retrait cumulatif (ACEC)
	-12000frs/mois cadres moyens	- Retrait cumulatif (ACEC)
	- 24000frs/mois cadres	- Retrait cumulatif (ACEC)
ARGN	- 1000frs/semaines	Retrait rotatif
	- 5000frs/semaine	Retrait rotatif
	- 10.000frs/mois	Retrait rotatif
	- 1000frs/mois	Destiné à la caisse noire
	- 2000frs/semaine	Achat des biens ménagers
	- 100frs/semaine	Achat de savon (type rotatif)

Source : notre enquête

Mode de lecture : par ligne

Le tableau ci-dessus présente les différents types de cotisation et le mode de retrait dans ces trois associations. Deux remarques ayant valeur de comparaison méritent d'être faites afin de ressortir les logiques qui y sous-tendent.

La première remarque repose sur la diversité de type de cotisation. Ainsi, dans AFULOC, deux types de cotisation s'offrent aux adhérents. Ceux-ci ont l'opportunité d'investir par rencontre (toutes les deux semaines) une somme de 3000frs d'une part et une somme de 20.000frs par mois, en fonction des moyens financiers à leur disposition, d'autre part. La somme de 1000frs, dénommée « caisse noire », est destinée à tendre la perche aux membres en situations

sociales heureuses ou malheureuses (mariage, baptême, maladie, décès, etc.). Cependant, précisons que sur les 1000frs investis mensuellement, soit un montant de 12.000frs l'année, il est consacré la moitié pour l'assistance sociales des adhérents en difficulté, tandis que la moitié est remise aux participants à la fin de l'année.

Ensuite, dans ASCULA, la cotisation s'appuie sur une logique valorisant le statut social ou socioprofessionnel des adhérents. Sont établis, dans cette optique, quatre types de statut socioprofessionnel des adhérents à savoir les étudiants, la catégorie des couches sociales économiquement faible, les cadres moyens et les cadres. Les inégalités socioprofessionnelles entre les acteurs constituant cette association n'autorisent pas l'uniformité de cotisation valable pour tous les adhérents. Voilà pourquoi, nous assistons à une hiérarchisation de cotisation de nature à favoriser la participation de la majorité dans cette structure sociale.

Là également, une somme de 1000frs est investie par chaque adhérent par mois – soit une somme de 12.000frs par an – servant à l'assistance des membres en situation.

Enfin, le troisième type de cotisation relevé dans cette étude concerne l'ARGN. Dans cette dernière, nous retrouvons plusieurs types de cotisation oscillant entre 1000 à 10.000frs, en passant par 5000frs et 2000frs. Elle accorde une grande importance à l'investissement économique au regard de la multiplicité des formes de cotisation. Certains membres sont hantés par la boulimie d'être présents dans toutes ces possibilités des placements financiers en dépit de la faiblesse du volume de leurs porte-feuilles, lorsque l'on jette un regard froid sur les activités pratiquées par ces formations sociales. La conséquence y afférente sera la prolifération des activités économiques pour être à la hauteur de toutes ces formes d'épargne (Cf. voir récits de vie, chapitre 4).

Cependant, le mode d'analyse retenu accorde la priorité aux récits de vie des acteurs sociaux impliqués dans ces trois associations pour deux raisons fondamentales :

- premièrement, à travers cette étude portant sur la construction identitaire et stratégies de survie des immigrants tchadiens à Douala, nous voulons davantage interroger les motivations, les logiques sociales et les perspectives d'avenir ayant sous-tendu et accompagné l'engagement de chaque acteur dans lesdites associations. La perception et les représentations que ces acteurs se construisent autour de ces associations obéissent à des logiques qui ne sont pas forcément convergentes. Les uns se construisent une identité de passage tandis que d'autres ont une identité durable ;
- deuxièmement, le refus des responsables de ASCULA à répondre à nos questions et à nous fournir leurs statuts et règlements intérieurs, sous prétexte qu'ils ne sont plus des Tchadiens et que leur association est juridiquement et politiquement reconnue par les autorités tant politique qu'administrative, nous oblige à privilégier les points de vue de nos informateurs, à la faveur de leurs récits de vie.

L'analyse de contenu de ces récits de vie en groupe thématique permet de ressortir les logiques de chaque acteur qui y est impliqué. De la sorte, notre analyse repose sur le paradigme compréhensif, interprétatif et intersubjectiviste. Car notre ambition est de cerner la construction identitaire des immigrants tchadiens à travers leurs récits de vie, leurs « accounts », leurs trajectoires migratoires et leurs logiques.

Ce chapitre a, de prime abord, fait un bref aperçu en ressortant quatre catégories d'immigrants tchadiens à Douala : immigrants réfugiés, immigrants aventuriers, immigrants étudiants et immigrants demandeurs d'emploi. Ensuite, il a mis en exergue les logiques sociales auxquelles ils sont confrontés ; et enfin il a mis au grand jour les stratégies élaborées par ces immigrants pour assurer leur survie au travers des associations tontinières. Le quatrième chapitre visera à rendre compte de ces stratégies dans une perspective foncièrement et rigoureusement qualitative et donc subjectiviste.

CHAPITRE IV
ANALYSE DES IMPLICATIONS SOCIOLOGIQUES

Ce chapitre vise à mettre en exergue les principaux résultats de notre recherche dans une perspective qualitative et interprétative, sur la base des informations obtenues à travers les récits de vie de nos enquêtés. Pour ce faire, il procède à une analyse articulant successivement les trois axes de l'étude à savoir la trajectoire des acteurs, le quotidien des acteurs et les logiques sociales de la construction identitaire.

Pour rendre intelligibles ces résultats, nous procéderons à leur présentation à travers les récits de vie de nos enquêtés, ensuite nous nous attellerons à leur interprétation dans une logique qui privilégie la compréhension. Ces résultats se structurent autour de trois points saillants : utilité sociale, utilité économique des associations répertoriées et versalité identitaire comme processus d'intégration dans la société camerounaise.

I. Création des associations tontinières comme élément structurant du lien social

La vulnérabilité sociale à laquelle sont confrontés les immigrants tchadiens à Douala a permis une nouvelle relecture et une nouvelle lisibilité de leur mode de vie et de leurs conditions d'existence. Sont ainsi construites, des initiatives associatives à partir des activités quotidiennes qu'ils exercent et pratiquent. Par souci de garder l'anonymat, nous nous abstenons de dévoiler l'identité de nos informateurs dans une logique s'inscrivant dans l'ordre éthique de la recherche en sciences humaines. Voilà pourquoi ces informateurs feront l'objet du respect strict de leurs « droits de l'homme » (Raymond Bruyer, 1984). Notre analyse s'inscrit donc dans cette logique de la recherche en sciences humaines en ce que l'éthique « réfère à l'ensemble des qualités intellectuelles et morales permettant à l'individu d'agir dans le sens de la vertu » (E. Kamdem, 2007 :67).

Les difficultés de la vie en milieu urbain, difficultés subséquentes à la crise économique ayant contraint la plupart des Etats africains au sud du Sahara à se retirer de certains fronts sociaux d'activité – passage de l'Etat providence à l'Etat à l'Etat régulateur voire compradore -, a eu des retombées

socioéconomiques néfastes sur certaines formations sociales, en l'occurrence les couches sociales les plus démunies. Confrontés à cette réalité sociale ambiante, les immigrés tchadiens constituant l'échantillon de notre étude, rompent avec leur mode de vie d'antan où l'individualisme est le leitmotiv. Cette rupture avec les conditions de la vie sociale largement inspirées par l'individualisme cède le pas à une vie sociale marquée désormais par l'interdépendance des acteurs.

Cette interdépendance des acteurs se traduit par la création, l'appartenance et la promotion des identités sociales sensées tendre la perche aux membres régulièrement et quotidiennement frappés par les effets pervers de la crise. Ainsi, à partir des activités économiques menées de façon esseulée, ces formations sociales sont parvenues à la mise en œuvre d'une chaîne de sociabilité ayant une double utilité pour les adhérents à savoir l'utilité sociale et l'utilité économique.

I.1. Utilité sociale des associations tontinières des immigrés tchadiens à Douala

L'utilité sociale des associations tontinières des immigrés tchadiens à Douala s'appréhende ici en termes de sa capacité, de son importance sur le plan social pour les adhérents ou les membres. Cette utilité met en lumière l'aide dont bénéficient les membres généralement dans les situations de détresse sociale, en l'occurrence le deuil, la maladie, etc. ou dans les situations de bonheur à savoir le mariage et le baptême.

Pour bien cerner l'utilité sociale que génèrent ces associations pour ces membres pris isolément, nous procéderons à une analyse qui valorise le vécu quotidien des acteurs à travers les récits de vie (ethnométhodologie) inscrite dans la perspective de l'école de Chicago. La dimension stratégique privilégie les comportements rationnels développés par les acteurs dans la quête de leur survie. La présentation de ces récits de vie nous permettra de bien cerner l'intelligibilité des logiques qui les sous-tendent.

I.2. Présentation des récits de vie

Cette présentation des récits de vie de nos enquêtés vise à la mise en relief de l'utilité sociale de leurs associations. Dans cette perspective, elle consiste à faire ressortir et à regrouper les thèmes convergents en vue de leur interprétation.

Profil 1

« J'ai 32 ans et je suis membre actif de AFULOC. En ce qui concerne ma vie dans cette association, je peux vous dire que j'éprouve une certaine satisfaction parce que j'ai déjà bénéficié de l'aide. En 2003, j'ai été sérieusement malade, presque mourant, interné dans un dispensaire de la place. Mon association, grâce à la quête de secours, m'a donné une somme de 25000frs pour mes soins. C'était difficile avec moi parce que c'était encore la moitié du mois. Je n'ai pas encore touché mon argent au service de gardiennage dans un domicile privé. Cette somme qui m'a été offerte m'a permis d'acheter les médicaments prescrits dans l'ordonnance. Honnêtement, je considère cette association comme mes parents. Ici à Douala, il est difficile de trouver quelqu'un qui peut te venir en aide. Et si tu n'appartiens pas à une association et étant un pauvre comme moi, ta vie est dangereusement menacée. En tant qu'homme, je dois me battre pour gagner ma vie».

Profil 2

« J'ai 41 ans, je suis blanchisseur. Lors que je compare ma vie d'autrefois et celle après mon entrée dans AFULOC, je constate qu'il y a une grande différence. Avant, chacun vivait chez lui et affrontait tout seul ses difficultés ; maintenant que je suis dans cette association, je me sens en sécurité. Quand je suis malade ou même lors que les membres de ma famille tombent malade, mes frères de l'association nous viennent en aide soit financièrement soit matériellement soit moralement. Quand on vit à l'étranger, on est souvent marginalisé et l'appartenance à une telle association est un moyen pour confier ou partager ses problèmes aux autres et bénéficier de leur aide.»

Profil 3

« Les guerres récurrentes que connaît le Tchad nous ont obligés à venir au Cameroun pour sauver notre vie en 1984, alors que j'avais 09 ans. En ce temps, je vivais d'abord à Garoua avec mes parents et nous recevions de l'aide du HCR grâce à notre statut de réfugié. En 1994, avec la relative stabilité, mes parents ont décidé de rentrer au pays ; mais moi, j'ai refusé de repartir parce que je me sens mieux ici. C'est comme cela que je suis venue à Douala chez un cousin qui habite depuis trois ans avant mon arrivée. Comme je suis une fille, il m'a trouvé un travail de bonne chez un voisin ici au quartier New-Bell. Avec l'argent de mon petit travail, je suis allée m'inscrire dans l'association ASCULA depuis 2002. En 2005, j'ai perdu mon père au Tchad et l'association m'a donné un peu de l'argent pour mon voyage. A mon retour du Tchad, les membres de l'association sont venus me voir. En dehors de l'assistance financière, ils m'ont aussi moralement et spirituellement assistée pendant cette dure épreuve. »

Profil 4

« J'ai 28 ans et je suis étudiant à l'université de Douala. Je suis membre actif d'ASCULA. Les raisons pour lesquelles je m'adhère à cette association s'expriment en termes de recherche de sécurité sociale. Etant hors de mon pays et donc de ma famille, j'ai jugé opportun de me rapprocher de mes compatriotes résidant ici à Douala. Bien plus, je suis issu d'un milieu social déshérité et ma présence dans une telle structure me donne une assurance sociale lors que je serais en difficulté. D'ailleurs, un de mes compatriotes, membre de cette association, m'a aidé à trouver un emploi de gardiennage, dans une société de la place qui me permet maintenant de m'occuper de mes études, d'assurer ma restauration et de payer mon loyer. Car depuis deux ans, je ne reçois plus de la famille une véritable aide financière puisque mon père est déjà en retraite depuis ans. »

Profil 5

« Je suis venu à Douala en 2001 à la recherche de l'emploi qui se fait rare au pays. Ma vie était un peu difficile au début. J'ai 35, mais je ne parvenais à me prendre normalement en charge faute de travail. Je me suis battu pendant deux mois avant de l'obtenir grâce à l'un des amis de mon frère. Je travaille dans une boulangerie. J'ai intégré ASCULA parce que je suis moi aussi Laka. Etant marié et père de deux enfants, j'ai très vite compris que vivre dans cette ville, mener une vie sans appartenir à une association est trop dangereuse. Mon intégration est bénéfique pour moi parce que j'ai bénéficié de l'assistance morale, financière et matérielle de mon association quand j'ai perdu mon enfant. L'intervention de mes frères de l'association m'a fait oublier que je suis à l'étranger. Ce qu'ils ont fait pour moi est énorme. Il y a, entre nous, beaucoup de solidarité. Même si je repars chez moi (Tchad), je souhaite que l'association continue toujours de fonctionner. Je pense qu'elle est très importante pour mes frères qui vont rester à Douala».

Profil 6

« Je suis membre de l'ARG. Je suis venu à Douala en 2004, parce que mes parents voulaient m'obliger à me marier, alors que je n'avais que 19 ans. J'ai décidé de venir ici chez mon oncle. Je fais le travail de blanchisseur. Je suis dans cette association parce que je veux m'intégrer et me sentir en sécurité. On ne sait jamais, car quelque chose pourrait m'arriver et il faut de gens pour me porter secours. Dans cette ville, la vie est trop chère et trop compliquée. »

Profil 7

« J'ai 47 ans. Mon adhésion à l'ARGN, plus que jamais, me fait du bien. D'abord en 2005, mon épouse était hospitalisée dans un des hôpitaux de la place suite à une fausse couche. J'ai bénéficié d'une aide financière d'une somme de 25000frs. Cet argent nous a aidé à assurer les soins de ma femme. En plus de l'argent, l'une des femmes de l'association était venue assister la malade durant les dix jours passés à l'hôpital. Vous voyez! je ne connaissais pas cette femme

avant la création de cette association. Elle a laissé son petit commerce de vente d'arachide à cause de ma femme malade. Pour moi, c'est vraiment un grand geste, elle a un grand cœur au nom de l'association. Les gens manifestent une réelle volonté d'assistance quelle que soit sa nature à travers l'association. Nous nous reconnaissons tous des frères ; c'est notre pays qui nous a chassés à cause des guerres. »

Profil 8

« Socialement parlant, l'association à la quelle j'appartiens (ASCULA), en dehors de son importance dans la construction du lien social, me permet de m'insérer durablement voire définitivement dans la société camerounaise. Mes parents sont arrivés au Cameroun (Garoua) pendant les périodes de grands troubles intenses au Tchad vers les années 1979. Je suis né dans cette ville en 1982 et j'y ai entièrement grandi. Ceux qui sont dans la même situation que moi ont créé cette association dans le but de réclamer une identité camerounaise, car il y a des Laka aussi bien au Tchad qu'au Cameroun. Je ne suis plus tchadien ; mais je suis plutôt camerounais d'origine tchadienne ; j'appartiens désormais à cette entité sociale. Il y a aussi dans cette association des Tchadiens qui sont de passage à Douala parmi nous. Notre association est plus qu'une tontine en ce sens qu'elle milite, depuis un certain temps, pour la reconnaissance des Laka comme l'une des composantes ethniques du Cameroun».

I.3. Implications sociologiques de l'utilité sociale de ces associations

L'analyse des récits de vie des données obtenues sur le terrain présente des motivations des acteurs et les avantages sociaux voire l'utilité sociale que ces associations sus-mentionnées représentent pour ces formations sociales individuelles d'une part et collectives d'autre part. De la sorte, ces associations sont appréhendées ici comme de puissants maillons à l'intérieur desquels se construisent les dynamiques sociales (G. Balandier, op. cit. p.43) à travers le passage des « liens sociaux faibles » à la construction des « liens sociaux forts »

(M. Granovetter, op. cit.). Cette dynamique est le résultat de l'engagement des acteurs ayant à cœur de changer et d'orienter leurs conditions d'existence à cause de la pauvreté matérielle et sociale sous laquelle ils ploient au quotidien.

A la lecture des différents récits de vie réalisés, nous pouvons globalement retenir trois niveaux d'analyse correspondant à la concordance des avis recueillis et des motivations fondamentales ayant accompagné l'adhésion des acteurs dans le processus de construction identitaire. Sont ainsi appréhendées, les notions de l'assistance sociale, du capital social et du passage d'une migration-refuge à la sédentarisation.

I.1.3.1. Notion de l'assistance sociale

La notion de l'assistance sociale, telle que présentée dans le cadre de ce travail, mérite une clarification sémantique afin de révéler toute ambiguïté de manière à éviter toute forme de confusion inhérente aux œuvres de charité ou de manière à l'extirper du domaine de l'humanitaire. Dans le cadre des Organisations Non Gouvernementales (O.N.G.), des organismes ou des institutions de développement, la notion d'assistance sociale réfère à l'aide portée à un groupe, à une communauté ou à une couche sociale névralgique, soumise à la précarité. Il s'agit d'une politique sociale dont l'objectif principal est l'amélioration des conditions de vie sociales d'un groupe social donné. La prise en charge sociale des enfants de la rue, des orphelins ou enfants abandonnés et déshérités, des personnes handicapées, des réfugiés politiques ou de guerre, l'apport des organismes ou O.N.G de développement aux populations victimes d'insécurité alimentaire suite à une mauvaise récolte par exemple, sont une parfaite illustration.

De la sorte, cette forme d'assistance sociale est généralement désintéressée ; elle n'attend pas en retour une contrepartie de l'assisté. Elle participe de ce que Durkheim appelle « la solidarité mécanique » (E. Durkheim., 1898). Ce qui est loin d'être notre préoccupation dans cette étude.

L'orientation donnée à cette étude, au prorata des récits de vie de nos enquêtés, conçoit autrement cette première définition donnée à cette notion. Fort

de cette première approche définitionnelle, nous l'appréhendons comme étant un construit social de tous les acteurs qui, convaincus de la précarité quotidienne de leurs conditions de vie, mettent ensemble leurs avoirs aux fins de s'entraider. Il ressort de cette deuxième forme de définition qu'il s'agit d'une action sociale conjointe et menée concomitamment par tous les acteurs qui y sont impliqués, dans une sorte d'interdépendance où la réciprocité sociale est le leitmotiv.

Dans cette perspective, l'assistance sociale n'est plus unidimensionnelle et désintéressée comme précédemment définie, mais elle a cette particularité qu'elle prend en compte l'apport des autres. Elle privilégie une assistance qui s'inscrit dans une logique de « solidarité organique » (E. Durkheim, op. cit.). Cette définition valorise la capacité mobilisatrice des acteurs sociaux dans une logique d'interdépendance ; car « Le concept d'individus se réfère à des hommes interdépendants, mais au singulier, et le concept de société à des hommes interdépendants au pluriel » (Elias N., op. cit. p.16). Sont ainsi assistés, seuls les membres régulièrement solvables. En tout état de cause, ces formations sociales développent et cultivent, en leur sein la solidarité horizontale ; ce qui conduit à la méconnaissance de la solidarité verticale.

Hormis la prévalence de la solidarité organique horizontale sus-évoquée, notons à toute fin utile que les acteurs, à travers les récits de leur vie, justifient leur engagement dans les associations en donnant une place centrale à la notion de capital social, gage d'obtention d'emploi. Cette notion doit être analysée dans ses « paliers en profondeur » afin de favoriser une meilleure appréhension et intelligibilité de ces récits de vie.

Ce premier niveau d'analyse s'appuie sur les récits de vie des acteurs exprimant leurs satisfactions en mettant l'accent sur l'aide financière dont ils bénéficient dans les situations sociales précaires, en l'occurrence, les cas de maladie et de décès. Avec leur ingéniosité, ces acteurs créent ce qu'ils nomment les « caisses de secours » ou « caisses noires » selon le contexte dans lequel l'on se trouve. N'étant plus avec ses proches ou sa famille, l'acteur social se construit une chaîne de sociabilité en oeuvrant pour une vie sociale moins contraignante. Il établit des relations avec ses semblables dans une perspective d'interdépendance

sociale où l'apport de l'autre est d'une importance capitale dans sa réalisation, dans sa course pour la survie.

I.2.3.2. Capital social comme itinéraire d'obtention d'emploi

L'un des concepts se trouvant au carrefour de toute la sociologie bourdieusienne, le capital social est utilisé pour expliquer les relations et les interrelations entre les « agents sociaux » - terme que Bourdieu préfère à celui d'acteurs ou individus - . La conceptualisation de cette notion s'origine dans celle du champ, plus englobante que la première. Le champ est un espace social à l'intérieur duquel se trouvent plusieurs formes de capitaux à savoir le capital économique, le capital culturel, le capital symbolique et le capital social. Chaque capital a un pouvoir et entretient dans un champ donné, des formes de relation, d'interrelation et d'interaction spécifiques.

Toutefois, notre analyse ne retient que le capital social, susceptible de rendre compte du construit social de nos enquêtés. De la sorte, nous le définissons avec Bourdieu P., comme étant « l'ensemble des relations sociales dont dispose un agent » (Bourdieu P., op. cit.) dans un système d'action.

Dès lors, l'appropriation de cette notion nous a permis de comprendre les logiques sous-tendant l'engagement des acteurs impliqués dans le processus de la construction identitaire. L'adhésion à ces structures associatives crée des relations sociales entre ses membres et contribue à accroître leurs réseaux de sociabilité et de connaissance. Dans cette optique, retenons que de nombreuses personnes bénéficient du capital social leur permettant de se trouver un emploi rémunérateur par le biais des autres, maîtrisant les circuits et les réseaux du marché d'emploi. L'accent est particulièrement mis sur le capital social, lequel reste et devient quasiment la norme dans les sociétés africaines en crise, et/ou l'obtention d'un emploi aussi bien dans les secteurs structurés qu'informels, se trouve largement influencée par des considérations relationnelles.

En tout état de cause, le capital social devient un itinéraire le plus sollicité dans les sociétés africaines en crise. De la sorte, il a des atomes crochus avec le

népotisme, le clanisme, le favoritisme et l'ethnisme dans un rapport d'interdépendance sociale, interactionniste. Dans « Faits et méfaits de l'ethnisme dans les pratiques managériales en Afrique », E. Kamdem et Raphaël F. Ongodo, (2007 :36) affirment : « Sur une situation interactionniste, une situation d'ethnisme suppose au préalable l'existence d'un lien social construit entre plusieurs individus ou différents groupes sociaux. C'est la découverte et l'expression de la relation avec l'autre qui permettent la construction de la conscience de soi et de l'identité de personnelle ».

Notons cependant, que notre préoccupation n'est pas de faire le procès des pratiques sociales en cours dans l'organisation sociale des immigrés tchadiens. En d'autres termes, l'objectif de notre recherche n'est pas de faire une étude critique sur l'organisation sociale de ces formations sociales. A contrario, nous nous situons dans une logique visant à montrer le pouvoir du capital social dans le processus d'obtention d'emploi des acteurs concernés par l'étude.

A l'analyse, il convient de noter que l'informalité et la clandestinité dans lesquelles s'opèrent ces pratiques sont donc un terrain de prédilection pour le développement du capital social quasi présent dans les secteurs d'activité humaine tant du secteur structuré ou formel que de celui dit informel. Cette clandestinité a marqué sa prégnance dans le développement de la construction de l'identité durable ou de la sédentarisation définitive via les considérations sociologiques.

I.2.3.3. De l'immigration – refuge à la sédentarisation sous l'impulsion des considérations sociologiques

Ce troisième niveau d'analyse affranchit les frontières du premier et du second niveau d'analyse. A la lecture des récits de vie de nos enquêtés, nous constatons que le passage d'une immigration - refuge à la sédentarisation s'explique par les conditions dans lesquelles cette communauté migrante se trouve refuge au Cameroun en général, à Douala en particulier. Les réfugiés sont les plus concernés par le phénomène de naturalisation donnant les possibilités

d'une installation définitive. Les traumatismes subis pendant les guerres civiles qui les ont poussés hors de leur territoire développent, en eux, des sentiments de rejet identitaire. Les atrocités directement ou indirectement connus pendant ces moments de trouble ont marqué les esprits de ces acteurs et contribuent ainsi à les maintenir au Cameroun où ils s'y sentent en sécurité.

Néanmoins, il importe de relativiser nos propos en ceci que la naturalisation, la sédentarisation des immigrants tchadiens à Douala n'est pas le fait exclusif des réfugiés. Outre les réfugiés, les immigrants demandeurs d'emploi, les aventuriers et les étudiants sont également concernés par ce phénomène au prorata de leurs intérêts. La création des associations vise justement à se forger une identité qui devrait assurer la survie de ces acteurs, en mal d'intégration. Voilà pourquoi, ASCULA, en dehors de son utilité sociale ainsi mise en évidence, vise en outre d'autres objectifs orientés vers la construction d'une identité durable. Ayant longtemps vécu sur le territoire camerounais, certains acteurs, à la faveur de la création de cette présente association, réclament l'identité camerounaise, laquelle leur offre des possibilités d'intégration dans cette entité sociale, avec tous les avantages socioculturel et politique que cela comporte.

S'agissant des considérations sociologiques – langue, pratiques socioculturelles - elles ont fortement contribué à l'insertion et l'adaptation sociales plus ou moins aisées de la plupart des immigrants. Voilà pourquoi il convient de noter que la plupart des quartiers habités par ces acteurs obéissent au schéma classique du mode d'habitat dans les urbanités africaines. En effet, les trajectoires d'insertion urbaine et sociale dans la plupart des localités (New-Bell, Bona Loka, Newton aéroport) présentent une conformisation à un schéma devenu classique dans plusieurs villes africaines à savoir un repli identitaire et regroupement à base affinitaire pour consolider une conscience ethnique qui devient pour des nouveaux arrivants, des capitaux social, symbolique et économique.

Ainsi, se construisent-elles deux formes d'identité à travers cette association. La première forme d'identité englobe les acteurs dont la volonté

d'adhésion obéit à une logique de survie c'est-à-dire, une activité se réduisant à une simple stratégie de survie, compte tenu de la précarité et de la vulnérabilité sociales. Voilà pourquoi ils se démarquent par une culture de retrait et ont une identité de passage ; alors que ceux du second ordre ont une perception s'appuyant sur une identité durable, pour emprunter à R. Tagne Tefe (op. cit., p.81) lors qu'il parle de la perception de l'activité des moto-taxis dans la ville de Douala.

Dans cette perspective, certains immigrants tchadiens s'engagent dans ces associations pour la résolution de l'équation de survie tandis que d'autres, par contre – ceux ayant vécu longtemps au Cameroun – ont une perception transcendant la simple équation de survie pour valoriser une identité durable, une identité leur conférant le statut de citoyen camerounais.

II. Utilité économique

L'utilité économique de la construction identitaire par immigrants tchadiens à Douala réfère à la production des biens économiques que leurs actions conjointes génèrent. Pour une bonne appréhension de cette utilité économique générée par ces associations, il convient, comme le cas précédent (utilité sociale), de nous intéresser aux récits de vie de nos enquêtés afin de ressortir les motivations profondes d'adhésion. Dans cette optique, neuf récits de vie sont retenus, répartis en trois catégories d'analyse en corrélation avec les trois associations. Ils sont présentés de manière à ressortir leurs similitudes.

II.1. Présentation des récits de vie

Dans une logique que précédemment, la présentation des récits de vie, des discours recueillis auprès de nos informateurs, consiste à mettre en évidence les motivations économiques des acteurs impliqués dans les associations.

Profil 1

«J'ai 52 ans. En ce qui me concerne, je travaille comme gardien de nuit dans une société de la place. Je ne vais pas dire le nom. On me paie 35000frs le mois. Etant membre de l'AFULOC, j'épargne une partie de cette somme à

chaque rencontre (toutes les deux semaines). La somme est de 3000frs. Dans cette association, le mode de retrait de l'argent est rotatif. Ayant quatre enfants, cet argent me permet de m'occuper de la famille : ma femme et mes enfants. Comme c'est important pour la survie de la famille, je m'investis pleinement dans cette activité qui est quand même dangereuse à cause des bandits qui nous inquiètent souvent dans les lieux de travail. »

Profil 2

« J'ai 36 ans. Avant mon adhésion à AFULOC, j'ai beaucoup souffert pour trouver de l'emploi. Je suis blanchisseur et j'habite au quartier New-Bell. Avec l'argent que je gagne au lieu de lavage des habits, j'investis une partie de cet argent dans cette association qui me rapporte aussi de bénéfices en retour. Le reste sert à nourrir ma petite famille : ma femme et mon enfant. Comme ce que je gagne est insuffisant pour donner ma cotisation de l'association et pour les besoins de la famille, je suis obligé d'être gardien de nuit pour maximiser et bien joindre les deux bouts. Je fais ça pour me mettre à l'abri de sanctions prévues contre les membres qui ne sont pas réguliers dans la cotisation. Sincèrement, mon adhésion à cette association me fait beaucoup de bien parce qu'elle me m'oblige à être responsable, à me battre sur tous les fronts, à négliger aucun travail.

Profil 3

« Mon engagement dans ASCULA est vraiment salutaire pour moi. J'ai 26 ; je suis étudiant à l'université de Douala, loin de ma famille, résidant à Garoua, je m'engage dans l'activité de vigile dans une société de la place. Issu d'une famille pauvre et étant l'aîné de la famille et orphelin de père, cette activité me permet de m'inscrire dans cette association pour subvenir à mes besoins : loyer, restauration, avant d'attendre la modeste aide de la maman qui se bat toute seule pour nous élever, surtout mes petits frères et sœurs qui sont avec elle à Garoua. Par l'intermédiaire de l'association, je me sens responsable d'une grande partie de ma vie. Par conséquent, je ménage aucun effort pour finir toujours tôt les cours vers 17h pour me rendre à mon lieu de travail entre 17h30mn-18h00mn.

Compte tenu de la réalité sociale de ma famille, je fais ce travail sans ambages, sans scrupule, contrairement à certains étudiants qui dénigrent ce travail. »

Profil 4

« J'ai 25. Ma vie ici à Douala n'a pas été facile au début parce que je suis étrangère malgré mon statut de femme. En 2002, j'étais cuisinière dans un restaurant où on payait 36000frs chaque fin de mois. Comme je ne vais pas rester cuisinière toute ma vie, j'ai décidé de changer d'activité. Voilà pourquoi vers la fin de la même année, j'ai demandé à une voisine camerounaise qui vend les fripes au marché Nkoulouloun, une petite place auprès d'elle. Comme je commençais à gagner un peu d'argent, je me suis adhéree à ASCULA, une association d'épargne qui me permet d'aider mon mari qui, à cause de sa maladie, se trouve sans emploi. Cette association est un moyen pour moi d'épargner mon argent pour gagner ma vie ici à Douala. Elle m'apprend aussi à bien gérer mon argent pour ne pas manquer la cotisation qui risque de provoquer mon renvoi de l'association. »

Profil 5

« J'ai 43 ans. S'il y a une chose que je déplore ici au Cameroun en général et à Douala en particulier, c'est surtout la cherté des coûts d'accès à la santé et les frais scolaires (Cf. Tableau 2). L'accès à la santé et à l'école est un véritable parcours de combattant. Je suis vendeur de fripes au marché central de Douala. Etant marié, père de quatre enfants, je suis toujours assidu aux cotisations (ARG) pour la survie quotidienne de ma famille et surtout préparer la rentrée prochaine de mes trois enfants qui sont déjà à l'école. Avant mon entrée dans cette association, je dépensais beaucoup d'argent dans la boisson. L'association a ouvert mes yeux en canalisant mon comportement et ma conduite. Je parviens à faire le minimum avec l'argent que je gagne dans cette association et je me responsabilise parce que j'ai aussi des obligations vis-à-vis des autres membres, ceux qui ont cotisé pour moi. Il faut que je cotise aussi pour eux pour qu'ils

résolvent eux aussi leurs problèmes. Nous vivons tous les mêmes problèmes et réalités. »

Profil 6

« J'ai 54ans. Mon mari et moi appartenons tous les deux à ARG. Je suis vendeuse d'arachides au niveau des grands carrefours. Il ne faut dire le nom, je ne veux que l'on connaisse le lieu où je vends parce qu'on ne sais jamais. Dans ces coins, je vends bien parce qu'il y a dans ces lieux beaucoup de fonctionnaires et surtout les Blancs qui achètent sans discuter. Ça nous profite beaucoup, nous qui vendons dans ces lieux. Nous sommes presque toutes de Tchadiennes, vendeuses de cet aliment. Les gens négligent et sous-estiment ce travail, alors que nous réalisons de gros bénéfices. Il y a des jours où je vends neuf à dix bouteilles et même plus. Je rentre chez moi avec 15000 à 20000frs pour une dépense que je peux estimer entre 3000 à 5000frs. Je commande les arachides depuis Garoua parce que c'est moins cher là bas. Avec cet argent, je m'engage dans cette association et j'investis de l'argent depuis que je suis membre en 2003. Quand c'est mon tour, je m'achète des habits. J'envoie aussi un peu de vêtements à ma mère et mes sœurs au village. Comme mon mari aussi se débrouille dans une boulangerie, j'ai quand même de chance d'utiliser les bénéfices de mes activités pour mes propres besoins. »

Profil 7

« Les conditions de vie sociales dégradantes dans mon pays, le Tchad, le manque des structures susceptibles d'employer les jeunes, m'ont poussé à tenter ma chance du côté de Douala. J'ai 28 ans. N'ayant pas un niveau intellectuel très élevé (j'ai arrêté les études en classe de 1^{ère}), je suis venu à Douala pour me chercher un boulot, mais ça n'a pas été facile au début. J'ai fini par trouver un emploi d'aide maçon dans le chantier d'un El Haj, ressortissant du Nord-Cameroun en 2001. A la création de AFULOC, je me suis fait membre et j'investis mon salaire dans cette association. Avec mon économie, j'ai réussi à m'offrir une machine à coudre puisque quand je suis venu à Douala, j'ai appris la

couture. Après la fin de mon contrat au chantier, et après avoir tenté ma chance ailleurs, j'ai décidé d'ouvrir un atelier de couture. Voilà pourquoi, maintenant, je couds les habits de la plupart de mes compatriotes, surtout ceux qui sont avec moi dans l'association. L'association me permet de m'exprimer et je suis fier de ce que je fais. Comme j'ai déjà un métier en poche, je peux, quand je veux, rentrer définitivement au Tchad pour m'y installer. »

Profil 8

« Douala est une ville qui fournit un cadre relativement adéquat pour les études, surtout lors qu'on est issu d'un milieu social déshérité. J'ai 31 ans ; j'ai d'abord étudié à l'université de Ngaoundéré, mais les conditions de vie sociales étaient difficile pour moi puis qu'il est alambiqué de trouver un emploi générateur de revenus : gardien, vente de fripes qu'on appelle dans la ville « attaque ». Je suis gardien de nuit dans une société de la place, vers Elf et je vends aussi des fripes aux marché Mboppi et Nkoulouloun. L'opportunité qui m'est offerte par l'entremise de l'ARGN m'a permis d'investir l'argent issu de ces deux activités que je récupère, lors que c'est mon tour, pour faire face à mes besoins tant social qu'académique : loyer, vêtements, restauration et pension universitaire. Avec cet argent, je m'auto -suffit largement. »

II.2. Analyse des implications sociologiques

L'engagement des acteurs dans ces associations, considérées comme des structures d'épargne de l'argent liquide, à la lumière des présentations des récits de vie, peut s'appréhender et être perçu à trois niveaux d'analyse, selon les indicateurs suivants retenus : investissement dans la résolution de ses problèmes de survie, multiplication des activités pour être à la hauteur du volume des différents types de cotisation et enfin, la promotion du concept de responsabilité largement partagée par certains acteurs. C'est notamment la position et le sentiment des étudiants d'origine sociale déshéritée.

II.2.1. Engagement des acteurs dans les associations et recherche d'une vie sociale sécurisante

Longtemps évolués de manière esseulée dans les pratiques de leurs activités quotidiennes, les immigrants tchadiens, conscients de la vulnérabilité sociale à laquelle ils sont confrontés, créent des réseaux associatifs pour l'investissement de leurs moyens financiers selon les principes et les normes établis, en vue de la régulation de leur conduite économique. De la sorte, chaque adhérent, au prorata de ses intérêts et de ses motivations, exprime une réelle volonté de veiller à ce que son acte soit à la hauteur de ses attentes et de ses objectifs.

Ainsi, la valorisation de ses intérêts d'une part et celle des autres d'autre part, obéit-elle à des logiques consistant à la mobilisation des énergies collectives et individuelles dont le caractère téléologique est la satisfaction des besoins des acteurs qui y sont impliqués. Cette mobilisation que nous retrouvons dans l'approche obershalienne montre l'importance de la cohésion sociale dans la mobilisation collective et qui pose que plus les groupes concernés par l'action collective sont organisés plus il y a de forte chance que l'action collective réussisse (Jacques Yomb, 2006 :24).

Par ailleurs, dans un contexte socioéconomique marqué par la méfiance des acteurs sociaux aux institutions bancaires formelles ayant montré leurs limites pendant les crises économiques d'une part et, de la faible proportion des salaires issus de leurs revenus ne permettant pas l'épargne dans les banques d'autre part, nous constatons l'émergence des réseaux informels d'épargne, portés globalement vers la résolution des problèmes de survie. Cette dynamique sociale s'inscrit dans une logique d'affront multilatéral des activités peut être financièrement à la hauteur des différents types de cotisation et de subvenir aux besoins quotidiens de la famille.

II.2.2. Faiblesse du niveau de revenus comme facteur de prolifération d'activités économiques

En effet, les activités économiques pratiquées par les formations sociales, telles que l'ont révélé les différents récits de vie, présentent un niveau de revenus en dessous des attentes. Or, selon ces récits de vie, les acteurs font face à deux types d'engagement : un engagement au niveau de la cellule familiale et un autre engagement au niveau des associations. Dès lors, certains acteurs, pour contrer ces difficultés, adoptent une stratégie gagnante en proliférant et en alternant au mieux les heures et les moments d'activités. Leur temps fait l'objet d'une gestion rationnelle entre les différents lieux de travail. Voilà pourquoi, sont simultanément alternées, les activités de gardiennage et celles de la vente des fripes. Cette alternance d'activités intervient dans un contexte où l'on se trouve en face d'une multiplicité de charges nécessitant un effort conséquent des acteurs. A la faveur des heures de travail divergentes, nous constatons cette alternance oscillant, notamment, entre le gardiennage et la vente de fripes voire le travail à la boulangerie selon les termes de contrat signé avec l'employeur.

De ce qui précède, il convient de mettre en évidence le comportement et la conduite rationnels et stratégiques des acteurs sociaux qui, en dépit de leurs revenus mesurés en proportion congrue, élaborent des stratégies gagnantes à souhait pour s'acquitter de leurs cotisations et assurer la survie quotidienne de leurs familles respectives. Rappelons à toute fin utile que ce comportement rationnel n'est pas la panacée exclusive de ceux ou de celles qui sont mariés. Les non mariés s'inscrivent également dans cette logique pour la satisfaction de leurs besoins : location, habillement, immobilier, la liste n'étant bien évidemment pas exhaustive. Les objectifs que les uns et les autres se sont fixés dans cette aire urbaine participent à la prolifération des activités des immigrants tchadiens. Ceux-ci sont animés et portés vers la maximisation de gains au prorata de leurs desseins.

Ainsi, plus la dissémination dans plusieurs types de cotisation s'observe plus la volonté de multiplication d'activités est forte. L'exemple le plus patent est celui de ARG où sont concomitamment construits et élaborés trois types de

cotisation. Celles-ci vont de 3000frs, 5000frs et 10.000frs. La régularité financière de ces trois types de cotisation produit des effets largement bénéfiques pour ceux des membres dont le niveau de revenus le permet.

A la lumière des récits de vie ayant présidé à cette interprétation, est mis en exergue le concept de responsabilité, lequel est largement partagé par les acteurs. En d'autres termes, le collectif est un puissant maillon et réformateur des conduites individuelles à travers lequel se forment les identités individuelles convergeant vers la construction des identités collectives, orientées vers l'atteinte des intérêts tant individuels que collectifs. Le concept de responsabilité entretient un rapport de proximité avec celui de l'engagement qui pose, avec un adage populaire selon lequel « l'intérêt particulier se trouve dans l'intérêt commun ». Ainsi, certains acteurs ont une perception plutôt positive de ce milieu urbain, car la diversité de leurs activités n'est pas une entrave à leur épanouissement. Elle favorise, à contrario une initiative dynamique construite autour des associations pour mener efficacement la lutte contre la pauvreté, contre leur dénuement ambiant.

II.2.3. De la nécessité de l'engagement des étudiants dans les associations tontinières: un choix rationnel ?

Le recours aux récits de vie de nos informateurs, certains immigrés tchadiens étudiants, membres de ces associations, permet de situer le niveau d'analyse et d'interprétation pertinent à travers le choix de l'université de Douala qu'ils fréquentent. Comme tel, l'option portée sur cette institution universitaire n'est pas soumise à une contingence, un hasard. Bien au contraire, il s'agit d'un choix stratégique, et donc rationnel. Issus des milieux sociaux déshérités, ces étudiants se responsabilisent et se prennent en charge à la faveur des activités qu'ils exercent, lesquelles leur offrent de possibilités de négocier leur survie en s'engageant dans les structures associatives.

Le constat qui s'en dégage est le lien d'interdépendance entre l'université et la ville Douala. Le choix de cette institution académique entretient un rapport étroit avec la ville, laquelle conditionne la première. En d'autres termes, les

activités pratiquées par ces étudiants leur permettent de payer leur pension, sans laquelle ils n'auraient pas fréquenté. Est mise en relief, la valeur économique de Douala favorisant l'émergence et l'expression de cette catégorie sociale qui n'aurait pas étudié ou continué ses études à cause de la pauvreté ambiante des parents, couplée de l'exclusion sociale.

On comprend, dès lors que, P. Bourdieu ait écrit à ce propos lorsqu'il affirme que l'école est une institution qui assure la reproduction des classes sociales. Cependant, vu l'engagement des concernés dans leurs entreprises et leurs quêtes de survie, afin de renverser cette tendance reproductive, nous nous demandons si les fils des catégories sociales névralgiques n'ont-ils pas de chance pourvu qu'ils s'investissent et luttent pour braver l'ordre social inégalitaire établi ? Même si la cherté de la vie demeure dans l'imagerie populaire, il y a lieu de penser une situation sociale inverse dans cette dynamique sociale très entreprenante. Il y a là aussi une sorte de contraste entre la réalité quotidienne vécue par ces acteurs et l'image de la vie en milieu urbain assimilée à un monde de désespoir et de déception.

Dans cette optique, l'engagement des immigrants tchadiens dans les associations, nous l'avons dit, est une construction des acteurs sociaux individuels et collectifs. L'agrégation de leurs pratiques sociales produit des effets appréhendés à deux dimensions : une dimension d'utilité sociale et une autre d'utilité économique. Pour y arriver, ces acteurs adoptent des stratégies rationnelles pour l'évitement des effets de proximité (Y. Grafmeyer, op.cit) et de stigmatisation (E. Goffman, op. cit) afin de favoriser leur intégration dans ce nouvel environnement socioéconomique.

III. Versatilité identitaire comme processus de l'intégration

Dans leur vécu quotidien au Cameroun en général et dans la ville de Douala en particulier, les ressortissants tchadiens, dans leur grande majorité, n'affichent pas leur identité de tchadien aussi bien dans leurs rapports avec l'environnement social qu'avec les institutions publiques – force de l'ordre

notamment – Deux indicateurs permettent de cerner leurs comportement et conduite, selon les récits de vie suffisamment mis en évidence tout au long de notre analyse.

Ainsi, le premier groupe de nos interviewés s'appuie –t-ils sur le fait historique relevant de l'engagement des soldats tchadiens pendant le maquis au Cameroun et particulièrement la ville de Douala, théâtre du combat. La participation des soldats tchadiens à ce maquis laisse une sombre image du Tchadien dans l'imagerie populaire de certains Camerounais. Tandis que le second groupe évoque l'attitude de la police à l'occasion de contrôle de pièces officielles.

Pour ressortir la véracité scientifique de notre analyse, le recours aux récits de vie de nos informateurs et leur présentation s'avèrent nécessaires.

III.1. Présentation des récits de vie

Elle est orientée vers les perceptions des acteurs dans une logique sociale qui valorise, d'une part l'histoire et, d'autre part, les réalités sociales quotidiennes.

Profil 1

« J'ai 48 ans. Je suis venue au Cameroun depuis 1984 avec mon mari, menacé de mort pendant le régime dictatorial de Hissein Habré. Dire qu'on est Tchadien ici à Douala s'est autant s'exposer. Certains Camerounais disent que ce sont les Tchadiens qui ont massacré leurs frères et leurs parents pendant le maquis qui a entraîné la mort d'UM NYOBE. Ils nous regardent d'un mauvais œil. Ce n'est pas tous les Camerounais qui nous traitent comme ça. Pour eux, les Tchadiens sont guerriers, des gens qui recherchent toujours à bagarrer. C'est pourquoi, chacun est obligé d'avoir la carte nationale d'identité pour chercher du travail. Même notre association fonctionne avec le statut d'une association des Camerounais. »

Profil 2

« J'ai 35 ans. Je ne dois pas donner la carte d'identité nationale du Tchad à la force de l'ordre lors qu'il me demande de me présenter. Ce qu'il me demande, c'est la carte de séjour. Je suis pauvre ; je n'ai pas d'argent pour payer la carte de séjour qui coûte 120.000frs et on demande de la renouveler chaque deux ans. Je ne suis qu'un débrouillard. C'est pourquoi j'ai décidé de me faire établir la carte nationale d'identité du Cameroun pour survivre. Je suis maintenant Camerounais. Cela m'aide à vendre tranquillement mes fripes au marché Ndokoti. Comme nous nous ressemblons aux Nordistes, on nous appelle les Haoussa. L'essentiel est déjà fait. »

Profil 3

« J'ai 29 ans. Je suis étudiant tchadien à l'université de Douala. Je me suis aussi fait établir une carte nationale d'identité du Cameroun pour me permettre de m'intégrer dans le circuit économique c'est-à-dire de chercher de l'emploi. Cela m'a permis de me positionner dans la vente des fripes et de vivre en harmonie avec mes voisins du quartier. Cependant, à l'université, je conserve jalousement mon identité tchadienne qui est figurée sur mes papiers officiels et avec laquelle mes diplômes seront enregistrés. Dans le cas contraire, j'aurai des difficultés d'intégration à la fonction publique une fois que je serai de retour au bercail. »

Si ces affirmations s'inscrivent dans une logique de la simple survie - identité de passage -, il en va autrement pour une autre catégorie de ces formations sociales ayant une autre perception qui s'inscrit dans une dynamique d'intégration à vie – identité durable - ; ce qui corrobore le point de vue d'un informateur qui déclare (profil 4 ci-dessous) :

Profil 4

«J'ai 29 ans. En ce qui me concerne, je n'ai pas vécu au Tchad, puisque mes parents se sont installés au Cameroun et plus précisément à Garoua. J'étais tout petit. Arrivés dans ce pays pendant la guerre de 1982, selon ce qu'il m'ont

dit, ils n'y sont plus répartis et n'ont pas de contact avec la famille restée au Tchad. Ils n'ont même pas cherché à nous emmener voir certains frères. Nous avons fini par avoir la nationalité camerounaise, mes frères et mes sœurs. Comme on nous a toujours parlé très mal du pays à cause des récurrentes guerres, nous avons préféré nous établir définitivement ici. J'ai appris la couture après avoir arrêté les études en 2nde. Je fais ce métier maintenant. Même si je repars là bas, j'aurais trop de problème d'intégration. En attendant, je suis Camerounais »

. A travers ces quatre récits de vie, nous pouvons ressortir simultanément quatre niveaux d'analyse et d'intégration correspondant à la portée sociologique, inscrite dans deux postures sociologiques : une posture stratégique (M. Crozier, op. cit.) et une posture ethnométhodologique (H. Garfinkel, op. cit.).

III.2. Versatilité identitaire : une réponse au lien social « conflictuel » ?

La sociologie contemporaine est en train de se transformer en une science dont la première démarche est l'étude de la réalité sociale en profondeur...la vocation du sociologue se reconnaît d'abord à sa capacité de se dévoiler, les antinomies et les tensions latentes, propres à une réalité sociale donnée, envisagée comme phénomène social total affirme Georges Gurvitch (1968 :66).

Il s'agit ici de procéder à une analyse en profondeur des comportements, des motivations et des logiques produits par les immigrés tchadiens pour ressortir la rationalité.

La participation des soldats tchadiens sous le régime de Ngarta Tombalbaye au côté du premier Président camerounais, Hamadou Ahidjo, laisse une sombre histoire dont certaines catégories sociales ont du mal à s'en remettre. De l'avis de nos enquêtés, la perception que certaines couches sociales ont du tchadien est une perception négative, soulignant ainsi les atrocités commises par

les Tchadiens pendant cette sombre histoire. L'ethnie Bassa, soulignent nos enquêtés, reste la principale victime de cette histoire.

En fait, cette intervention militaire du Tchad aurait complexifié officieusement les rapports entre immigrés tchadiens et les victimes au point de conduire ces immigrés se trouvant à Douala à masquer leur identité de tchadien qui, selon eux, n'est pas favorable à leur intégration sociale. Dans cette optique, les comportements de ces acteurs obéissent à une logique stratégique privilégiant ainsi la rationalité construite par ces acteurs sociaux au prorata de leurs intérêts enjeu. Vivant dans un tel contexte, ces formations sociales, de part la connaissance de cette réalité sociale, sont emmenés à se construire une identité versatile, synonyme d'intégration.

En outre, la rationalité de ces acteurs vise à contourner les procédés normaux d'acquisition d'une nationalité d'une part et d'échapper à l'obtention d'une carte de séjour exigée le plus souvent aux étrangers vivant sur le territoire camerounais d'autre part. Confrontés aux difficultés de survie et conscients du lien social historique teinté de méfiance et de mépris, les immigrés tchadiens font preuve d'imagination et d'ingéniosité pour assurer leur survie.

L'approche crozierienne permet de rendre compte de ces comportements, car valorisant le concept de rationalité de ces formations sociales qui, à la faveur de l'obtention et de l'acquisition de l'identité camerounaise, parviennent progressivement, mais sûrement à la résolution de leur équation de survie. Les processus normaux d'obtention de nationalité camerounaise, le statut juridique de l'étranger dans ce pays sont judicieusement contournés pour privilégier une approche stratégique se confondant ainsi à l'informel. Cette informalité dans l'acquisition de l'identité camerounaise est un construit téléologique et donc intentionnel des acteurs individuel et collectif pour juguler les conditions de vie sociales sous l'emprise de la vulnérabilité et de la précarité.

Outre l'approche de l'acteur social rationnel, l'approche ethnométhodologique, basée sur les récits de vie, privilégie le quotidien et le vécu des acteurs inspirés par l'approche historique mettant ainsi en exergue un passé plus ou moins conflictuel. Ce rapport de conflictualité non officiel imprime

sa marque indélébile sur la perception de la vie par l'immigré tchadien et oriente son comportement dans son vécu quotidien au Cameroun en général et à Douala en particulier. Le concept de « accountability » (la racontabilité) est d'un apport indéniable dans l'analyse et l'interprétation de nos informations.

De la sorte, les comportements de ces acteurs s'inscrivent dans une logique utilitariste consistant à la minimisation de leur identité d'origine au profit d'une appropriation de l'identité camerounaise porteuse d'espoir, motrice d'intégration sociale. En ce sens, nous comprenons que l'identité d'exclusion (d'origine) contraste avec l'identité d'intégration (celle camerounaise). L'identité de négociation, socle sur lequel repose tout processus d'intégration « Est la chose la mieux partagée » par la plupart d'immigrés tchadiens. Il s'agit d'éviter urbi et orbi les effets de proximité (Y.Grafmeyer, op. cit.) et de stigmatisation (E. Goffman, op. cit.).

Selon Grafmeyer, un effet de proximité se produit lorsque les individus se trouvent dans un même champ (P. Bourdieu, op. cit.) dans un espace urbain dont leurs intérêts sont divergents, contradictoires voire opposés. De la sorte, les comportements de ces acteurs dans cette aire urbaine sont des constructions rationnelles en ceci qu'ils visent à passer outre ces effets de proximités, source de conflits et, par ricochet, d'une intégration non réussie.

L'approche goffmanienne, à travers ce concept, pose que la stigmatisation est une étiquette collée sur le dos d'un individu ou d'un groupe social donné pour le désigner et le qualifier. La perception du Tchadien s'appréhende en termes d'un être tantôt agressif tantôt belliqueux, près à recourir à la violence physique pour résoudre tout différends. Ces comportements s'inscrivent dans la culture du pays où la violence est monnaie courante.

III.3. Versatilité identitaire et activités économiques

Le deuxième type des récits de vie identifié dans cette partie de notre travail concerne les activités économiques pratiquées par les immigrants tchadiens. N'ayant pas la possibilité de se faire établir la carte de séjour, ces formations sociales, en vue de se mettre à l'abri des tracasseries policières, procèdent à

l'élaboration des stratégies rationnelles et donc gagnantes pour devenir Camerounais de circonstance et être en harmonie tant avec les institutions publiques qu'avec l'environnement social.

Dès lors, la versalité identitaire peut être appréhendée comme une construction salutaire, une forme d'insertion sociale dans un contexte déjà soumis à la précarisation des conditions de vie des couches sociales les plus névralgiques. L'intelligibilité de ces comportements rationnels pourrait également se comprendre lorsque nous situons l'analyse sur le plan macrosociologique.

Cette perspective macro sociologique situe le niveau d'analyse en jetant un regard critique sur les problèmes d'intégration dans la Sous-région (Afrique centrale). Le trébuchement de cette d'intégration serait parti du fait que les peuples de la Sous-région n'ont pas encore compris et manifesté leur réelle expression de vivre ensemble en dépit de leurs diversités (ethnique, linguistique) et leurs valeurs culturelles (us, coutume). Alors que d'autres regroupements régionaux en l'occurrence, la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), ont transcendé et minimisé, il y a quelques années, leurs différences culturelle, sociale et politique au profit de l'intégration pour le bien-être de leurs ressortissants respectifs.

Leur initiative sous-régionale a favorisé l'établissement de leurs concitoyens dans toute la Sous-région et a permis l'exercice de leurs activités sans être exposés aux effets de proximité ni faire l'objet de stigmatisation.

III.4. Immigration estudiantine et problématique de survie

L'analyse des récits laisse transparaître une autre catégorie de personnes qui ont une perception de leur choix liant la valeur économique et universitaire de Douala. Cette catégorie d'immigrés n'est pas exempte des problèmes de survie dans ce milieu urbain.

En effet, issus des milieux sociaux déshérités, certains étudiants tchadiens sont emmenés à se faire établir la carte nationale d'identité camerounaise. Ainsi,

nous assistons quotidiennement au phénomène de naturalisation éphémère. Il s'agit tout simplement d'une identité de passage et de circonstance. La prise temporaire de l'identité camerounaise poursuit un but essentiellement et fondamentalement économique. Pour affronter les difficultés quotidiennes de la vie, ces étudiants issus de milieu social déshérité, à la faveur de cette identité camerounaise, réussissent à trouver un emploi rémunérateur dans les circuits d'activités économiques de la ville de Douala. Ces activités sont réparties entre le gardiennage, la vente des fripes, la vente d'arachides pour ne citer que celles là.

Les étudiants sont généralement favorables au travail de gardiennage. La sensibilité pour ce travail s'inscrit dans une logique qui valorise le facteur temps. En clair, leur temps est géré de sorte que le jour est consacré à leurs études tandis que la nuit est dévolue à leurs activités économiques nocturnes. Les jours fériés sont mis en valeurs dans la pratique des activités économiques parallèles à savoir la vente des fripes soit aux marchés soit tout le long des axes routiers.

Toutefois, du côté de l'institution universitaire, est conservée, leur vraie identité, laquelle leur permettra de négocier leur intégration à la fonction publique à leur retour au bercail. Ils procèdent ainsi à l'élaboration des stratégies rationnelles qui valorisent concomitamment les intérêts à court et à long terme.

III. 5. Immigration et construction d'une identité durable

La dernière catégorie des récits de vie, concerne les immigrés tchadiens ayant séjourné depuis la nuit des temps au Cameroun. Parmi ceux-ci, se recrutent les Tchadiens ayant connu une escapade au début des premiers troubles auxquels le pays fut confronté, en l'occurrence, la guerre civile de 1979 et celle de 1984. Les six pays voisins du Tchad ont été tour à tour le théâtre ayant servi de terre d'asile pour nombreuses personnes dont le Cameroun en est une parfaite illustration. Ce refuge obéit à des logiques et des considérations géographique et sociologique. Géographique, car le choix porté sur le pays d'accueil est généralement fonction de sa proximité spatiale. Sociologique, en ceci que cette option tient également compte des appartenances ethnique, culturelle, et linguistique. C'est ainsi que nous retrouvons parmi les immigrés beaucoup de

similitudes linguistique et socioculturelle avec les autochtones. Le recours aux récits de vie permet la confirmation de cette hypothèse du choix des pays ou des territoires d'accueil. Sont ici mises en évidence, les configurations socioculturelles entre Tchadiens du sud et Camerounais du nord.

Ayant quitté leur pays à cause des atrocités inhérentes aux récurrentes hostilités politico-militaires, de nombreuses personnes réfugiées intériorisent dans leur subconscient collectif et individuel des sentiments de révolte et de désolation. Voilà pourquoi de nombreux réfugiés tchadiens ont presque rompu le cordon ombilical qui les lie à leur pays d'origine. La naturalisation apparaît aux yeux de cette catégorie d'immigrés comme facteur d'insertion sociale. Cette perception s'inscrit dans une logique sociale qui valorise la construction d'identité durable.

Bien plus, la régularité avec laquelle perdurent les conflits politico-militaires au Tchad contribue davantage à asseoir progressivement, mais sûrement leur perception d'un établissement définitif. Cette triste situation contribue au maintien de la grande partie de la population tchadienne à l'étranger notamment au Cameroun à la faveur de sa relative stabilité politique, laquelle permet le développement des activités économiques.

L'autre versant de l'installation définitive des immigrants tchadiens au Cameroun, de la prise de l'identité camerounaise, est la méconnaissance du pays par les descendants, les progénitures des immigrants. L'imagerie populaire de l'environnement social leur inculque l'idée d'un Tchad belliqueux, rebelle, guerrier et développe de la sorte en eux, des sentiments de rejet de l'identité d'origine. La socialisation de ce nouvel environnement social n'autorise peu ou prou la chance d'un éventuel retour. Toute velléité allant dans ce sens s'estompe au profit d'une installation durable.

Ainsi, d'une migration sécuritaire temporaire, nous aboutissons à une migration « *Aux allures d'une autochtonisation* » (H. Mimche, op. cit). Désormais, la construction d'une telle identité s'opère à travers l'intégration dans son caractère du « Fait social total » imbriquant le social, l'économique et le politique (Cf ASCULA). En d'autres termes, ces formations sociales, à la faveur

de leur naturalisation, s'engagent pleinement dans toutes les activités de la société camerounaise, éprouvent de réelles volontés en intériorisant les normes sociales de leur pays d'accueil – désormais leur patrie – afin de mériter tous les avantages ou prérogatives du gouvernement camerounais.

Voilà comment sommairement et succinctement, cette catégorie d'immigrés tchadiens au Cameroun en général et particulièrement ceux vivant à Douala construisent leur identité. La construction identitaire s'inscrit donc dans la dynamique valorisant la poursuite des intérêts en jeu.

Tout compte fait, le quatrième et dernier chapitre de notre entreprise a consisté à l'analyse des implications sociologiques des résultats de nos données collectées sur le terrain. La présentation des résultats a nécessité en la mise en exergue des récits de vie de nos informateurs. Ces récits ont été, ensuite, analysés et interprétés dans une logique qui valorise la compréhension.

Pour une bonne appréhension de l'étude, nous avons regroupé les différents récits en sous thèmes afin de ressortir la véracité scientifique des faits. Il s'agit de l'utilité sociale, de l'utilité économique des associations répertoriées et de la versalité identitaire dans le processus de la construction de l'identité durable par ces immigrants tchadiens au Cameroun, d'une part et, à Douala, d'autre part.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

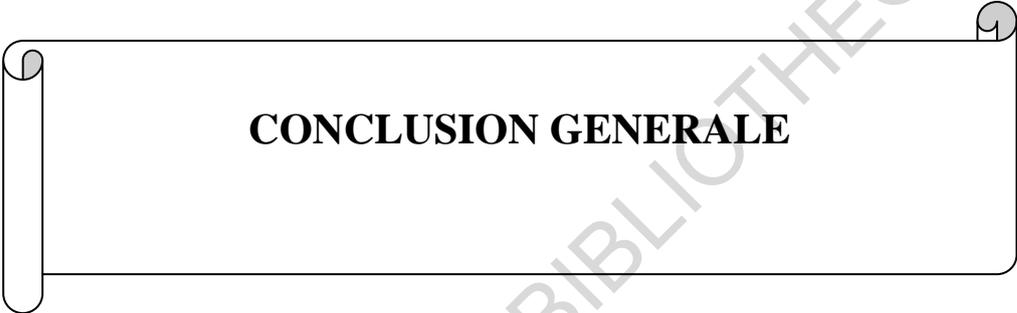
RECOMMANDATIONS

Au terme de ce travail portant sur la construction identitaire et stratégies de survie des immigrants tchadiens à Douala, il importe de faire quelques modestes recommandations, si elles venaient à être prises en considération, pourraient tendre la perche à l'Etat tchadien voire l'Afrique à juguler les problèmes créés par l'immigration interétatique, sous-régionale ou intercontinentale.

- La première du genre est d'ordre structurel. Il s'agit de la promotion de l'économie nationale afin de la mise en œuvre des structures génératrices de plein emploi pour toutes les couches sociales. Une telle initiative permettrait de maintenir les populations les plus névralgiques dans leur territoire. La remarque qui s'en dégage est que l'immigration tchadienne au Cameroun a pris, ces derniers temps, une dimension économique. Pour ce faire, il faut, hormis les initiatives étatiques, assurer la promotion des initiatives privées, porteuses de dynamiques créative et innovatrice. Ce qui serait de nature à générer l'emploi pour tous.
- Deuxièmement, au regard de l'impressionnante statistique donnant un chiffre de 40000 réfugiés de guerre ayant trouvé asile au Cameroun (H. Mimché, op. cit), il convient de jeter un regard froid sur les crises sociopolitiques qu'a connues le Tchad, créant non seulement un départ massif des populations vers les pays voisins, mais également détournent l'attention du gouvernement tchadien en traitant avec désinvolture la problématique relative au développement du pays. Les dépenses militaires vont crescendo chaque au regard de l'endémicité de la crise. « *En 1991, selon les sources de PNUD, le Tchad a consacré 06% de son PNB aux dépenses militaires contre 0,6% à celles de la santé* »(cité par A. Ngarmbatedjimal, 2005 : 67). Dans cette perspective, nos recommandations vont dans le sens de règlement pacifique des différends qui sont sources d'instabilité, pour asseoir la bonne gouvernance, gage d'un développement humain. A cette ère de l'exploitation pétrolière, une bonne gouvernance pourrait aider à la gestion rationnelle des ressources engrangées par cette manne pétrolière, laquelle encouragerait les

investissements pour le bien-être de tous, et, par ricochet, les migrants, demandeurs d'emploi.

- En ce qui concerne la complexité des rapports entre Tchadiens et Camerounais, cela est à mettre sur le prisme des interventions militaires intempestives du Tchad à l'égard de ses voisins. Du régime du premier Président (Ngarta Tombalbaye) du Tchad indépendant au régime de l'actuel Président, Idriss Deby, en passant par Hissein Habré, le Tchad semble passer, à l'exemple des Etats-Unis d'Amérique, gendarme en Afrique centrale, en apportant de près ou de loin, son soutien à certains régimes. De la sorte, ses ressortissants se trouvant dans ces pays sont des boucs émissaires et font l'objet de stigmatisation et buttent sur les effets de proximités. Leurs rapports avec les autochtones sont généralement des rapports sociaux « conflictuels » latents ou patents au regard des dégâts ou de dommages causés par leur pays. Ainsi, pour assainir ces rapports sociaux « conflictuels » ouverts ou larvés, le Tchad doit dorénavant cesser son immixtion directe ou indirecte dans les affaires politico-militaires de ses voisins.
- Enfin, sans prétendre être exhaustif, les difficultés d'intégration et de l'expression des identités dans les pays de la Sous-région, sont embrigadées dans les positions souvent mitigées des dirigeants, méfiants de l'ouverture de l'espace sous-régional où circuleraient des biens et des personnes. Dans cette perspective, est lancé, un vibrant appel aux acteurs de l'intégration sous-régionale de faire preuve de bonne volonté et de manifester leur réelle expression en rapport à la mobilité de leurs ressortissants respectifs, laquelle mobilité serait exempte de xénophobie entretenue de ci et de là à l'égard de leurs ressortissants respectifs. Sur ce plan, l'espace sous-régional, Afrique centrale, trébuche et piétine encore, contrairement aux progrès et aux avancées engrangés dans d'autres espaces sous-régionaux à l'exemple de la CEDEOA et de l'Afrique maghrébine.



CONCLUSION GENERALE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

« Construction identitaire et stratégies de survie : une approche sociologique des immigrants tchadiens à Douala », telle est la thématique qui a fait l'objet de notre étude.

L'opérationnalisation de notre démarche scientifique s'est élaborée autour de la question de recherches suivante : Comment, à travers des pratiques sociales et des conditions de vie inhérentes à la précarité et inscrites dans les stratégies d'action individuelle et collective, les immigrants tchadiens s'organisent-ils en milieu urbain au point de construire les identités sociales ? Telle est la question centrale ayant donné l'orientation à cette étude.

Pour y répondre, ont été émises deux hypothèses. La première pose que la construction identitaire dans une logique d'action collective de survie a favorisé la création des associations tontinières ayant une double utilité : l'utilité sociale et l'utilité économique. La deuxième hypothèse, en tenant compte des logiques sociales, pose que la mise en œuvre de ces associations s'élabore à travers les mécanismes d'acquisition d'une identité versatile visant à leur reconnaissance juridique d'une part et de l'évitement de stigmatisation et d'effets de proximité d'autre part.

Il transparaît dans cette dernière hypothèse, deux tendances inhérentes à la perception et à l'engagement des acteurs dans ces associations. Certains acteurs appréhendent ce mode d'organisation collective comme une simple activité de survie. Ils ont une identité de passage. D'autres, en revanche, ont une perception qui valorise une identité durable.

Cette étude a été efficacement conduite par la combinaison conjointe de deux postures théoriques à savoir l'Analyse stratégique (M. Crozier, op.cit.) et l'Ethnométhodologie (H. Garfinkel, op. cit.).

Pour ce qui est de l'Analyse stratégique, il a permis de construire un corpus conceptuel qui privilégie la rationalité des immigrants tchadiens qui a rendu possible l'acquisition d'une identité camerounaise comme moyen d'insertion sociale et économique.

Quant à la posture ethnométhodologique valorisant une « sociologie de quotidienneté », elle a servi de base essentielle à l'analyse des pratiques de nos interviewés dans une approche historique en ressortant le lien social historique entre le pays d'origine et d'accueil de ces immigrants. Le vécu quotidien de ceux-ci a été mis en exergue par cette posture à partir des méthodes de raisonnements pratiques et des récits de vie. Elle envisage les réalités quotidiennes en tant que méthodes des membres pour rendre ces activités visiblement rationnelles et rapportables (« accountability »).

Les résultats obtenus après l'analyse et l'interprétation des données collectées à travers les sources documentaires et les entretiens individuel et de groupe et, surtout, les récits de vie, corroborent la fiabilité et la pertinence de nos hypothèses en ceci qu'elles adhèrent à la réalité observée sur le terrain.

La précarité sociale subséquente aux « effets pervers » (Raymond Boudon, 1997) de la crise économique, les conséquences de la participation des soldats tchadiens pendant le maquis au Cameroun, la perception du Tchadien d'être violent et agressif, perception s'appuyant sur les rapports quotidiens que celui-ci entretient avec son environnement social, sont autant des logiques sociales constitutives de sa rationalité. Nous assistons à une sorte d'intériorisation collective et individuelle de l'image négative du Tchadien.

C'est dans cette tourmente de l'histoire, qu'émergent des tendances de plus en plus prononcées militant en faveur du phénomène de l'acquisition d'une identité versatile au gré des circonstances. Il s'agit d'un comportement rationnel élaboré par ces formations sociales pour une meilleure insertion sociale voire

économique. De la sorte, certaines similitudes socioculturelle et linguistique et la favorabilité du milieu urbain ont fortement donné un coup de pouce au processus et à l'émergence du phénomène de naturalisation.

Les conclusions auxquelles nous sommes parvenus dans le cadre de cette étude pourraient être généralisées avec tact dans d'autres aires urbaines ou agglomérations (Yaoundé, Bafoussam, Ngaoundéré, Garoua, Maroua, etc.) où sont également présents les immigrés tchadiens. En effet, nous avons amplement souligné dans cette étude, les « effets pervers » de la crise économique ayant conduit ces acteurs à l'élaboration des stratégies de survie – passage de l'identité individuelle à l'identité collective à travers la mise en œuvre des associations et dont le fonctionnement est tributaire de l'acquisition de l'identité camerounaise. Ayant vécu plus ou moins les réalités sociales similaires, il est possible de constater ces stratégies dans ces agglomérations sus-évoquées.

Outre le Cameroun, les conclusions de notre recherche pourraient également être étendues sur les immigrés tchadiens vivant dans d'autres pays où le Tchad n'a cessé de marquer sa présence militaire en s'immiscant directement ou indirectement dans les affaires d'autres pays de l'Afrique centrale. Nous pensons à la République centrafricaine (2003), à la République Démocratique du Congo (2002), le Soudan (2005).

De façon générale, les conclusions de cette étude pourraient aussi être répandues dans le contexte de l'immigration – dans les pays africains au sud du Sahara – où les immigrés sont confrontés aux problèmes de survie soit à cause de l'inemploi soit de la complexification des rapports sociaux historiques mitigés entre leurs pays d'origine et les pays d'accueil. A titre d'illustration, nous pouvons citer les pays des grands Lacs à savoir la RDC, le Rwanda, le Burundi, etc.

Enfin, il serait prétentieux pour nous d'avoir traité le présent sujet de façon exhaustive, car il convient de rappeler que toute œuvre humaine n'est jamais parfaites.

Ainsi, précisons tout d'abord que compte tenu de la délicatesse du sujet certaines informations n'ont pas été aisément accessibles comme ce fut le cas de ces informateurs réticents qui se refusent à l'observation étrangère.

Ensuite, nous déplorons le manque de données statistiques très fiables qui, pourtant, auraient pu nous fournir des informations exactes afin d'envisager la corrélation des deux approches à savoir l'approche qualitative (celle privilégiée dans ce travail) et l'approche quantitative.

Nous tenons, par ailleurs, à souligner que des recherches futures pourraient être menées dans une perspective macrosociologique afin de déterminer le rôle des Etats dans le processus de l'intégration des peuples africains. Une préoccupation qui s'inscrit en droite ligne de la construction du projet des Etats-Unis d'Afrique, prônée d'abord par les leaders des temps des indépendances et repris aujourd'hui par le Guide de la Révolution libyenne, Mouammar Kadhafi.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BIBLIOGRAPHIE

- AKTOUF O., 1992, *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations : une introduction à la démarche classique et une critique*, Québec, Presse de l'Université du Québec.
- BACHELARD G., 1978, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, VRIN,
- BAJOIT G., 1992, *Pour une sociologie relationnelle*, Paris, PUF
- BALANDIER G., 2004, *Sens et puissance*, Paris, PUF.
- BARDIN L., 1986, *L'analyse de contenu*, Paris, PUF.
- BEAUD M., 2003, *L'art de la thèse. Comment préparer et rédiger une thèse de doctorat, un mémoire de D.E.A, de maîtrise ou tout autre travail universitaire*, Paris, La Découverte.
- BECKER H., 1995, *Outsiders : Etudes de sociologie de la déviance*, trad. fr., Paris, éd. A.M. Métaillé, (1^{ère} édi. 1963).
- BENNETT E. et al., 2004, *Enjeux, genre et stratégies de survie dans les communautés de pêches africaines*, Rapport du colloque tenu à Cotonou (Bénin) du 01 au 04 décembre 2003.
- BERGER, P. L. et LUCKMANN, T., 1994, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Lincksiek.
- BERNOUX P., 1985, *La sociologie des organisations. Initiation théorique suivie de douze cas pratiques*, Paris, Seuil.
- BERNOUX P. et SERVET J.P.(sous dir.), 1997, *La construction sociale de la confiance*, Paris, Montchrestin.
- BOCQUENE H., 1986, *Moi Mbororo*, Paris, Karthala
- BOONGI EFONDA EFOLOTE, 2002, « L'instabilité politique : cause majeure de l'afflux des réfugiés en Afrique » in *Mouvements et enjeux sociaux*, Revue de la chaire de dynamique sociale, num. 003, janvier-février.
- BOUMAN J.A. Fritz, 1995, « *Rotating and accumulating saving and credit associations : a development perspective* » in *World Development*, vol. XXIII, N°3, pp 371-384
- BOURDIEU P., 1984, *Question de sociologie*, Paris, Minit.
- BRUYER R., 1984, *Les sciences de l'homme et les droits de l'homme*, Bruxelles, Pierre BRUXELLES, Mardaga.

- CHINDJI-KOULEU F., 2003, *Mes premiers pas dans la recherche*, Yaoundé, SAAGRAPH.
- CORCUFF P., 1995, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, collection « université ».
- CROZIER M., 1963, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil.
- CROZIER M. et FRIEDBERG E., 1977, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil.
- De KETELE M. et ROEGIER X., 1993, *Méthodologie de recueil d'informations*, Bruxelles, De Book.
- DESLAURIERS J-P., 1987, *Les méthodes de la recherche qualitative*, Québec, Presses de l'Université de Québec.
- DOBBIN E., 1994, *Forging Industrial Policy : the United States, Britain and France in the Railway Age*, Cambridge, University Press.
- DUBAR C., 1991, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand, Colin.
- DURKHEIM E., 1893, *De la division du travail social*, Paris, PUF, 1^{ère} édition.
- DURKHEIM E., 1949, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF
- EKOMO ENGOLO C., 2006, « *Dynamiques sociales et conduites économiques. Cas des tontines* » in *Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales*, vol.1, No1, août, pp, 351-384.
- ELA J-M., 1982 ; *L'Afrique des villages*, Paris, L'Harmattan.
- ELA J-M., 1984, *La ville en Afrique noire*, Paris, Karthala.
- ELIAS N., 1981, *Qu'est-ce que la sociologie*, traduction française, Pandora.
- ERBES-SEGUIN S., 2004, *Sociologie de travail*, Paris, La Découverte.
- FERREOL G. et al., 2002, *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Armand Colin.
- FLIGSTEIN N., 1990, *The transformation of Corporate Control*, Cambridge, Harvard University Press.
- GARFINKEL H., 1967, *Studies in ethnomethodology*, Englewoods , Cliffs, Prentice – Hall.
- GOFFMAN E., 1963, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit.
- GRAFMEYER Y., 1998, *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan.

- GRANOVETTER, M., 1991, *Economic Action and Social structure. The problem of embeddedness*, *American journal of sociology*.
- GRANOVETTER M., 2000, *Le marché autrement*, Paris, Desclée de Brouwer.
- GRAWITZ M., 2001, *Méthodes de recherche en sciences sociales*, Paris, Dalloz.
- GRELET C., 1986, « *Quelques réflexions sur les aspects démographiques et économiques du problème des réfugiés en Afrique* » in *Les réfugiés en Afrique. Situation et problèmes actuels*, *Les cahiers du droit public*, n°14, Bordeaux, Institut français des droits de l'homme, pp 51-65.
- GUEBOU TADJUIDJE F., 2005, *Mouvements associatifs et amélioration des conditions de vie : analyse du rôle des associations et tontines à Melong (Mong)*, mémoire de maîtrise en sociologie, option : sociologie rurale, Université de Yaoundé I.
- HESSELING G., 1986, « *Les citadins et le droit à la ville: des stratégies diversifiées* », Le Bris E., Le Roy E. et Mathieu P., *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestions foncières*, Paris, Karthala, pp. 203-213.
- KAMDEM, E., 1999, « *Réflexions autour du paradoxe africain : une perspective socio-anthropologique et managériale* » in *Gestion*, vol. 24, numéro1, printemps, pp. 57-66.
- KAMDEM E., FOUUDA ONGODO R., 2007, « *Faits et méfaits de l'ethnicité dans les pratiques managériales en Afrique* » in *Table des matières*, vol.24, num.1, 33-58.
- KAMDEM E., 2007, « *Ethique, mondialisation et pratique des affaires : enjeux et perspectives pour l'Afrique* » in *Management international*, vol.11, num.2, hivers, pp. 65-79.
- KASTORYANO R., 2000, « *Immigration, communautés internationales et citoyenneté* », in "La migration internationale en 2000", *Revue internationale des sciences sociales*, n°165, 353-359.

- KENGNE FODOUOP M. et METTON A., 2000, *Economie informelle et développement dans les pays du sud à l'ère de la mondialisation*, Presses Universitaires de Yaoundé.
- KENGNE FODOUOP F., 2002, *Les petits métiers de rue à Yaoundé*, Yaoundé, Editions Clé.
- LALLEMENT M., *Histoire des idées sociologiques*, Paris, Nathan, tome 2.
- LEGOUX L., 1995, *La crise de l'asile politique en France*, CEPED, Les études du Ceped, N°8.
- LANNE B., « Le sud du Tchad dans la guerre civile (197-1980) », in tensions et ruptures en Afrique noire, *Politique Africaine*, 03 septembre 1991, pp. 75-89.
- LEIMDORFER F. et MARIE A. (éds), 2003, *L'Afrique des citadins. Sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*, Paris, Karthala.
- MAUSS M., 1968, *Essais de sociologie*, Paris, Minuit.
- MAUSS M., 1991, *Sociologie et anthropologie*, Paris, Quadrige/PUF.
- MBONJI E., 2005, *L'Ethno-Perspective ou la Méthode du discours de l'Ethno-Anthropologie culturelle*, Presses Universitaires de Yaoundé.
- MILLMAN J., 2002, *Les autres Américains : comment les immigrés renouvellent notre pays, notre économie et nos valeurs*, Paris, Nouveaux Horizons.
- MIMCHE H., 2003, « *Quand les immigrés se font autochtones. Immigration et dynamique d'appropriation de l'espace des réfugiés tchadiens au Nord-Cameroun* » <http://ceped.citad.fr>.
- MONTOUSSE M., et RENOUARD G., 1997, *100 fiches pour comprendre la sociologie*, Paris, Bréal.
- MOTAZE A., 1998, « *Migrations et reproduction des rapports sociaux dans le système lamidal du Nord-Cameroun : esquisse sur les migrations d'incertitude* » in *Annale FALSH*, Université de Ngaoundéré, vol. III, pp 43-48.
- MUCCHIELLI R., 1991, *L'analyse de contenu des documents et des communications*, Paris, ESF Editeur. Collection Formation permanente en science humaine.

NGA NDONGO V., 1999, L'opinion camerounaise. Essai d'une autopsie critique, thèse de doctorat d'Etat en sociologie, Université de Paris X-Nanterre, tome II.

NGA NDONGO V., 2003, Plaidoyer pour la sociologie africaine, Presses Universitaires de Yaoundé.

NGANA R., 2002, *Projet Nord-est Bénoué et migrations : étude de problèmes sociaux de la cohabitation interethnique dans la zone de Lagdo*, mémoire de maîtrise de sociologie, université de Ngaoundéré.

NGARMBATEDJIMAL A., 2005, *Problématique des conflits agriculteurs-éleveurs et apport des autorités dans leur résolution à Doba/Tchad*, Mémoire de Maîtrise en sociologie, option : sociologie de la Population et du Développement, Université de Ngaoundéré.

NKENE B-J., 2001, « *Les étrangers, acteurs de la vie politique camerounaise : l'expérience des immigrés nigériens dans la ville de Douala* » www.polis-sciencespobordeaux.fr.

OLIVIER de Sardan J-P., 2003, *L'enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants*, Laboratoire d'Etudes et Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement, Niamey, Niger.

PARSONS T., 1955, *Eléments pour une sociologie de l'action*, Paris, Plon.

PIAGET J., 1995, *La construction du réel chez l'enfant*, Paris, Gallimard.

SAÏBOU I., 1997, « *L'impact socioéconomique du séjour des réfugiés tchadiens à Kousséri (1979-1982)* » in Ngaoundéré-Anthropos, Revue de sciences sociales, vol.2, pp. 127-137.

SAINSAULIEU R., 1985, *L'identité au travail. Les effets culturels de l'organisation*, Paris, Presses de Fondation nationale des sciences politiques.

SIMON J-P., 1991, *Histoire de la sociologie*, Paris, PUF, 1^{ère} édition

Statuts et règlements intérieurs de ASCULA, AFULOC et ARGN

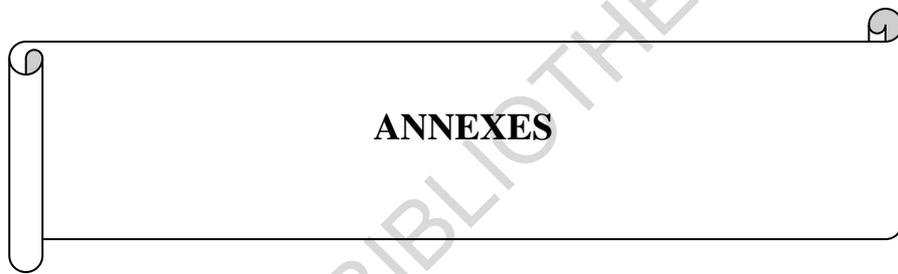
WEBER M., 1971, *Economie et société*, traduction française, (1^{er} édit., 1922), Paris, PUF.

- SWEDBERG R., 1994, *Histoire de la sociologie économique*, Paris, Desclée de Brower.
- TCHUINDJO L., 2002, « *La modélisation d'une institution de micro financement : l'Association Cumulative d'Epargne et de Crédit au Cameroun* », in *African Review of Money Finance and Banking*, Milan, Italy, pp 41-62.
- TEFE TAGNE R., 2005, *L'émergence d'un nouveau métier de transport en milieu urbain : cas des moto-taxis à Douala*, Mémoire de DEA de sociologie économique, Université de Douala.
- TENDRON G., 2002, *Problèmes environnementaux de l'eau et sa gestion à Douala (Cameroun)*, Mémoire de stage de D.E.A., Université de Caen – Basse Normandie (France), en coopération avec le Département d'histoire – géographie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université de Douala (Cameroun).
- TOURAINÉ A., 1977, *La société invisible*, Paris, Seuil.
- TOURE A., 1985, *Les petits métiers à Abidjan*, Paris, Seuil.
- TRIGILIA G., 2002, *La sociologie économique*, Paris, Armand Colin.
- VARKEVISSER G. et al., 1993, *Elaboration et mise en œuvre de programme de recherche sur les systèmes de santé*, Canada, CRDI, vol.2.
- WEBER M., 1971, *Economie et société*, traduction française, (1^{ère} édit., 1922), Paris, PUF.
- WENGUE M.Y., 2004, *Analyse sociologique des organisations financières informelles : cas des tontines à Douala*, Mémoire de Maîtrise de sociologie économique, Université de Douala.
- WILLIAMSON O., 1975, *Markets and hierarchies: Analysis and Antitrust Implications*, New York, the Free Press.
- YAMBENE BOMONO H., 2006, « *Du bassin du lac Tchad vers l'Afrique du Nord. Acteurs, itinéraires et configurations territoriales d'un système migratoire* » in *Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales*, vol.1, No1, août, pp. 91-112.

YOM J., 2006, *L'impact sociologique d'un projet de développement en milieu rural : cas du projet AID à Pouma*, Mémoire de D.E.A en sociologie, option : sociologie économique, Université de Douala.

ZIEGLER J., 1981, *Retournez les fusils! Manuel de sociologie d'opposition*, Paris, Seuil.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE



ANNEXES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF STRUCTURE POUR LES INFORMATEURS

Thème : Construction identitaire et stratégies de survie : une approche sociologique des immigrants tchadiens à Douala

AXE 1. Trajectoire d'acteurs

- 1- Pourquoi êtes-vous à Douala? En raison de votre sécurité ? A la recherche de l'emploi ?
- 2- Depuis quand êtes-vous arrivé ? Pendant la guerre? En période de crise économique ?
- 3- Qui vous a-t-il hébergé à votre arrivée? Vos proches? Vos connaissances ou un autochtone ?
- 4- Qu'est-ce qui justifie le choix de Douala comme ville d'accueil ? Sa situation économique ? A cause de la présence de vos proches qui y vivent ?

AXE 2. Quotidien des acteurs

- 5- Quelle activité pratiquez-vous? Comment l'avez-vous obtenue ? Est-elle en rapport avec votre compétence ?
- 6- Qu'est-ce qui justifie le choix de cette activité? Est-elle plus rémunératrice que d'autres ? Parce que vous n'en trouvez pas d'autres ?
- 7- Etes-vous satisfait de cette activité? Si non, pourquoi ?
- 8- Quel est votre rapport avec les autres composantes sociologiques(population autochtone)? Rapport de complémentarité ? Rapport de conflictualité ?

AXE 3. Logiques sociales de la construction identitaire

- 09- Etes-vous membre d'une association ? Pourquoi ?
- 11- Quel est l'objectif que vous visez en adhérant à cette association? Investir votre argent ? Bénéficier de l'aide ?

12- Avez-vous bénéficié d'une aide? Dans quelle circonstance ?

13- Votre association est-elle reconnue officiellement? Si non, pourquoi ?

14- Qu'est-ce qui justifie votre adhésion à telle association plutôt que d'autres ?

A cause de vos liens d'affinité? Ethnique ou régionaliste?

GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES DISCUSSIONS DE GROUPE AVEC LES DIFFERENTES ASSOCIATIONS REPERTORIEES DANS LE TRAVAIL

**Thème : Construction identitaire et stratégies de survie : une approche
sociologique des immigrants tchadiens vivant à Douala**

AXE1- Trajectoire des acteurs

1- Comment êtes-vous arrivés à créer votre association?

2- A quand remonte l'année de sa création ?

3- Par quel moyen avez-vous obtenu l'usage de fonctionner ?

AXE2 Quotidien des acteurs

4- En quoi consiste votre organisation ?

5- Quels sont les critères d'adhésion à votre association ?

6- Quel est le rôle de votre structure ?

AXE3- Logiques sociales de la création des associations

7- Votre association apporte-t-elle des solutions à vos problèmes ?

8- Comment s'opèrent les mécanismes d'assistance aux membres nécessiteux?

9- Constatez-vous une amélioration qualitative de vos conditions de vie sociales depuis la création de votre organisation ?

10- Pourquoi avez-vous masqué l'identité tchadienne par rapport aux noms donnés à vos associations?

11- Rencontrz-vous des difficultés dans l'exercice de vos activités ?

12- Que faites-vous pour les enrayer ?

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	i
DEDICACE.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iii
RESUME.....	v
ABSTRACT.....	vi
LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ACRONYMES ET SIGLES.....	viii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PREMIERE PARTIE : CONTEXTE ET APPROCHES METHODOLOGIQUES DE L'ETUDE.....	8
CHAPITRE I: CONTEXTE DE L'ETUDE.....	10
I. Situation générale du Tchad	11
I.1. Situation géographique.....	12
II.2. Contexte socio-politique.....	13
II.3. Situation socio-économique	16
II. Le contexte du milieu d'étude : la ville de Douala.....	20
II-1. Cadre géographique et humain.....	20
II.2. Crises sociopolitiques sous-régionales et recherche de sécurité au Cameroun.....	23
II.3. Situation socio-économique.....	26
III. Problématique	31
IV. Objectif de l'étude.....	33
V- La construction et la formulation des hypothèses.....	33
V.1. La construction des hypothèses.....	33
V. 2. La formulation des hypothèses.....	35
VI. Logique et méthode de recherche.....	36

VII. Instruments de collecte des données et méthode d'analyse.....	37
VII.1. Instruments de collecte des données.....	37
VII.1. 1. Observation participante.....	37
VII.1.2. Récits de vie.....	38
VII.1.3- Entretien sémi-directif.....	39
VII.1.4. Entretien de groupe.....	39
VII.1.5. Recueil des données documentaires.....	40
VII.2. Méthode d'analyse : analyse de contenu.....	40
VIII. Champ d'investigation et population d'étude.....	41
VIII.1. Champ d'investigation.....	41
VIII.2. Population d'étude.....	42
CHAPITRE II. APPROCHE METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	44
I. Approche conceptuelle.....	45
II- Revue de la littérature.....	49
III. Mise en perspective théorique des travaux	
sur la construction des identités.....	54
III.1. Approche de Renaud Sainsaulieu.....	54
III.1.1. Notion de construction des identités au travail.....	55
III.1.2. Dimensions de l'approche sainsaulienne.....	57
III.2. Perspective de Claude Dubar.....	58
III.2.1. Fondements théoriques	58
III.2.2. Socialisation et construction sociale de l'identité.....	60
III.2.3. Socialisation comme construction sociale de la réalité.....	62
III.2.4. Pour une théorie sociologique de l'identité.....	62
IV. Mise en perspective théorique des travaux sur les	
logiques sociales et les comportements d'acteurs.....	64
IV.1. Logiques sociales et comportements d'acteurs au cœur	
de la sociologie des organisations : le point de vue des précurseurs.....	64
IV.1.1. Approche de Max Weber.....	65

IV.1.2. Approche de Frederick Winslow Taylor.....	65
IV.1.3. Perspective d'Henri Fayol.....	65
IV.2. Philippe Bernoux au cœur de la sociologie des organisations.....	67
IV.2.1. Analyse du phénomène organisationnel.....	67
IV.2.2. Partir d'une question et non d'une définition.....	67
IV.2.3. Cadre explicatif: l'individu et le groupe dans les organisations.....	68
IV.2.4. Choix du modèle interactionniste.....	69
IV.3. Approche de Mark Granovetter.....	70
IV.3.1. Concept de l'encastrement.....	70
IV.3.2. Construction sociale de l'économie.....	72
V. Postures théoriques d'analyse et d'interprétation.....	74
V.1. Analyse stratégique de Michel. Crozier.....	74
V.1.1. Fondements épistémologiques de l'analyse stratégique crozierienne.....	76
V.1.2. Portée sociologique de l'analyse stratégique pour l'étude.....	76
V.2. Perspective ethnométhodologique.....	79
V.2.1. Ethnométhodologie d'Harold Garfinkel.....	79
V.2.2. Portée sociologique de l'ethnométhodologie sur l'étude.....	82
DEUXIEME PARIE : PRESENTATION DES RESULTATS ET ANALYSE DES IMPLICATIONS SOCIOLOGIQUES.....	85
CHAPITRE : III TYPOLOGIE DES IMMIGRES TCHADIENS A DOUALA.....	87
I.1. Immigrés réfugiés.....	89
I.2. Immigrés aventuriers.....	90
I.3. Immigrés étudiants.....	91
I.4. Immigrés demandeurs d'emploi.....	92
II. Logiques sociales de la construction des identités.....	96
II.1. Vulnérabilité sociale.....	97
II.2. Contexte socioéconomique sous l'emprise de l'inemploi.....	98
III. Construction identitaire à l'image des associations tontinières.....	99

III.1. Présentation de nos unités d'enquête.....	104
CHAPITRE IV : ANALYSE DES IMPLICATIONS SOCIOLOGIQUES....	108
I. Création des associations tontinières comme	
élément structurant le lien social.....	109
I.1. Utilité sociale des associations tontinières	
des immigrants tchadiens à Douala.....	110
I.2. Présentation des récits de vie.....	111
I.3. Implications sociologiques de l'utilité sociale	
de ces associations.....	114
I.3.1. Notion de l'assistance sociale.....	115
I.3.2. Capital social comme itinéraire de l'obtention d'emploi.....	117
I.3.3. De l'immigration – refuge à la sédentarisation	
sous l'impulsion des considérations sociologiques.....	118
II. Utilité économique.....	120
II.1. Présentation des récits de vie.....	120
II.2. Analyse des implications sociologiques.....	124
II.2.1. Engagement des acteurs dans les associations	
et recherche d'une vie sociale sécurisante.....	125
II.2.2. Faiblesse du niveau de revenus comme	
facteur de prolifération d'activités économiques.....	126
II.2.3. De la nécessité de l'engagement des étudiants	
dans les associations : un choix rationnel ?.....	127
III. Versatilité identitaire comme processus de l'intégration.....	128
III.1. Présentation des récits de vie.....	129
III.2. Versatilité identitaire : une réponse au lien social « conflictuel » ?.....	131
III.3. Versatilité identitaire et activités économiques.....	133
III.4. Immigration estudiantine et problématique de survie.....	134
III. 5. Immigration et construction d'une identité durable.....	135
RECOMMANDATIONS.....	138

CONCLUSION GENERALE.....	141
BIBLIOGRAPHIE.....	146
ANNEXE.....	154
TABLE DES MATIERES.....	157

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE